

Rêve debout



Un patrimoine vert

APRÈS Diktat (1978) et Méditerranée (1985), c'est Paris qui accueille le dixième congrès forestier mondial, du 17 au 26 septembre. Quelque trois mille administrateurs, chercheurs et exploitants forestiers venus de toute la planète vont se pencher sur « la forêt, patrimoine de l'avenir ».

Ces deux derniers termes n'ont pas été choisis au hasard. Que la forêt soit un patrimoine, nul n'en doute plus aujourd'hui. Des pays comme la Côte-d'Ivoire ou la Thaïlande, qui ont pulvérisés dans ce trésor plus que de raison, reconnaissent aujourd'hui leur erreur. La forêt n'est une ressource renouvelable que lorsqu'elle est gérée « en bon père de famille », et non comme un filon à exploiter au plus vite pour faire des dollars.

Mais la valeur de ce patrimoine n'est pas appréciée partout de la même façon. Au Brésil, par exemple, où l'on recherche constamment de nouvelles terres pour installer des colons, la forêt amazonienne apparaît comme une réserve foncière, et non comme un stock de bois sur pied. Le gouvernement brésilien préfère nourrir sa population et se lancer dans une agriculture exportatrice plutôt que de conserver un massif de forêt vierge pour l'humanité. Même si les défrichements et les cultures sur brûlis ne provoquent, à terme, que conduisent à une véritable désertification.

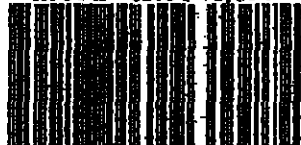
L'AVENIR des forêts du monde dépend, certes, des politiques nationales menées dans chaque pays, mais il dépend aussi, sinon plus, du marché international du bois. Si un pays comme le Japon réussit à conserver 70 % de son territoire boisé, c'est parce qu'il préfère acheter le bois chez d'autres, comme les États-Unis, le Canada et surtout l'Indonésie, la Malaisie et les Philippines.

La Grande-Bretagne, qui a dépeuplé sa forêt nationale, vit au rythme de ses importations de bois du Nord (Russie et Scandinavie) et des tropiques. Même la France, qui exporte ses grumes de chêne et ses sapins des Vosges, importe des bois tropicaux pour son contre-plaqué et sa menuiserie industrielle. Comment, dans ces conditions, empêcher des pays affamés de devises de vendre un patrimoine qui, bien géré dans les pays tempérés, apparaît renouvelable ?

La difficulté, en la matière, c'est que la gestion d'une forêt boréale ou tempérée n'a rien à voir avec celle d'une forêt tropicale. Les forêts du Nord, riches en mâtures cubées de bois à l'hectare, se régénèrent naturellement. Les forêts du Sud, pauvres en bois « utiles » et encore plus pauvres en sol, sont peu productives et ne supportent pas le défrichement.

Aux pays du Nord qui s'inquiètent de voir disparaître le patrimoine vert des zones équatoriales, les pays du Sud répondent qu'ils ne font que marcher sur les traces des pays industrialisés : on défriche au bénéfice de l'agriculture, des mines et de l'industrie. Comme les paysans français qui répugnent à abandonner la production pour devenir « gardiens de la nature », les pays du Sud ne veulent pas jouer le rôle de conservateurs d'espaces verts. Et pourtant, il faudra en conserver si l'on veut que la planète reste vivable.

M 0147-09180-6.00 F



Après la proposition néerlandaise d'envoi d'une force commune

Les Européens divisés face à l'aggravation de la guerre civile en Yougoslavie

La marine yougoslave a annoncé, mardi matin 17 septembre, le blocus de plusieurs ports croates de l'Adriatique. Selon Radio-Belgrade, il s'agit de Split, Rijeka, Pula, Zadar, Sibenik, Ploce et Dubrovnik. Les forces armées auraient pris cette décision en représailles contre

les opérations d'encerclement de nombreuses casernes fédérales de Croatie par des unités de la Garde nationale croate. La crise yougoslave devait être de nouveau examinée par les ministres des affaires étrangères des Douze, jeudi 19 septembre, à La Haye. Cette rencontre sera suivie d'une réunion de l'Union de l'Europe occidentale. Le chef de la diplomatie néerlandaise, M. Hans Van den Broek, a proposé que l'UEO déploie en Croatie une force de maintien de la paix. Moscou, pour sa part, a lancé lundi un appel à la modération.

tre sera suivie d'une réunion de l'Union de l'Europe occidentale. Le chef de la diplomatie néerlandaise, M. Hans Van den Broek, a proposé que l'UEO déploie en Croatie une force de maintien de la paix. Moscou, pour sa part, a lancé lundi un appel à la modération.

Péril pour la Communauté

par Claire Tréan

Si l'Europe multiple avec tant d'opiniâtreté les initiatives, jusqu'ici infructueuses, pour tenter de sortir du bourbier yougoslave, c'est en partie parce que cette crise la menace elle-même beaucoup plus gravement qu'il y a un an celle du Golfe. La Communauté traverse sans doute l'un des épisodes les plus périlleux de son histoire.

La proposition faite, lundi 16 septembre, par le ministre néerlandais des affaires étrangères de déployer en Yougoslavie une force européenne d'interposition participe de ces efforts,

parfois gesticulatoires, pour conjurer le sort. La recrudescence des violences en Croatie peut en effet faire apparaître à son tour le processus de paix lancé la semaine dernière à La Haye comme une dérisoire illusion, incapable d'enrayer la marche inéluctable vers un embrasement généralisé en Yougoslavie. Elle fait monter d'un cran, comme chaque étape de l'escalade sur le terrain, les tensions entre les Douze eux-mêmes, que la proposition néerlandaise a sans doute pour but de calmer.

Lire la suite page 4 et les reportages de FLORENCE HARTMANN et de YVES HELLER, page 3



PLANTE

Inquiétudes en Ossétie du Sud

Pour la minorité ossète de Géorgie, qui a perdu son autonomie en décembre 1991 l'indépendance proclamée à Tbilissi n'a rien apporté de bon

TSKHINVALI

de notre envoyée spéciale

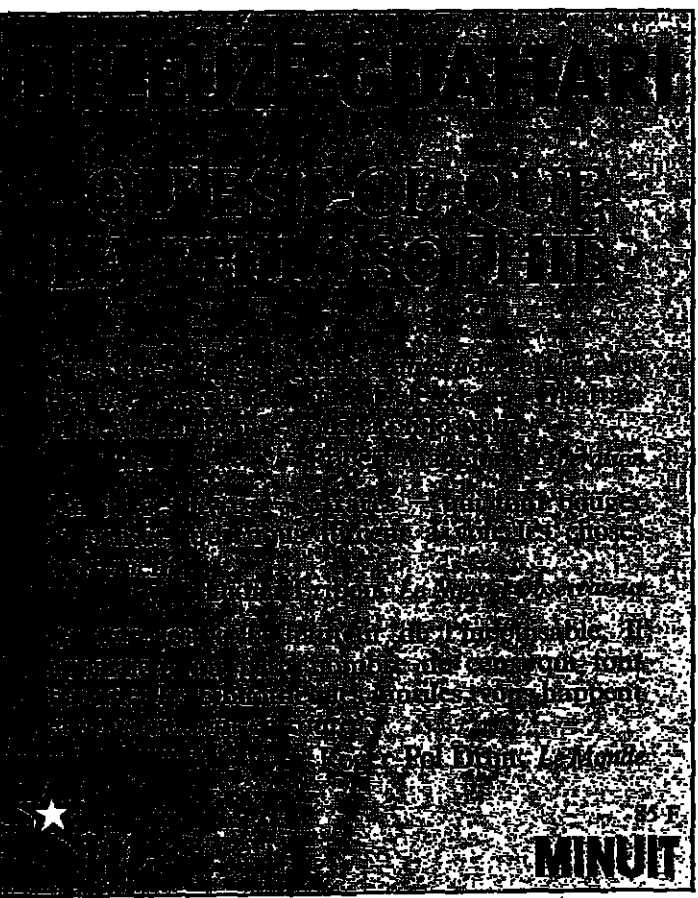
« Que Gamsakhouria reste au pouvoir ou que l'opposition le renverse, pour nous rien ne changera. » Voilà une conviction amère souvent exprimée à Tskhinvali dans la minorité ossète. La révolte actuelle des intellectuels géorgiens contre leur président Zviad Gamsakhouria ne rapprocherait pas pour autant l'heure de la « liberté » pour les minorités nationales en Géorgie. A Tskhinvali, l'ennemi est géorgien, et on

n'aime pas entendre parler de « bons » ennemis. Sont-ils encore, comme on le dit, cinquante mille à vivre dans cette ville ? Tskhinvali était le chef-lieu de la région autonome géorgienne d'Ossétie du Sud, dont l'autonomie a été supprimée par un vote massif du nouveau Parlement indépendantiste de Géorgie, en décembre. Elle a connu les mois suivants des combats inter-ethniques et un blocus féroce, sans électricité et par des températures de moins 20 degrés. Ses rues périphériques aux mai-

sous vides et trouées d'obus, ses rues du quartier ouest aux demeures parfois brûlées - après le départ des Géorgiens, pour qu'ils ne reviennent plus, - ont maintenant un aspect bien vide. A la maternité, il ne naît plus qu'un enfant par jour, contre cinq à six avant la guerre. Et pourtant, cette guerre continue sporadiquement et on se prépare aux combats de l'hiver, quand il n'y aura plus de travail aux champs...

SOPHIE SHIHAB

Lire la suite page 5



MINUIT

Lire aussi

- La moitié du haut commandement soviétique a été renouvelée

par MICHEL TATU

- Les divergences entre « gorbatchéviens » et « eltsininiens » sur les questions militaires

par JACQUES AMALRIC

- M. Kohl invite les Occidentaux à mieux partager le fardeau de l'aide à Moscou

par ALAIN FRACHON

- Michel et Sonia, ou la Russie du malheur et de la dignité

par MICHEL KAJMAN

- Arrestation de l'un des chefs de l'opposition parlementaire géorgienne

par BERTRAND POIROT-DELPECH

- Epuration

Lire pages 4, 5, 10 et 26

Nice sauve son Opéra

Pierre Médécine assure la direction artistique de l'Opéra et de l'Orchestre de Nice. Après la dissolution de l'Association Nice-Opéra dirigée par Lucien Selles, mise en cause par son implication dans les actions frauduleuses de l'ancien maire, Jacques Médécine, l'Opéra bénéficie désormais d'une autonomie qui lui permet les plus hautes ambitions artistiques. Pierre Médécine a les coudées franches pour terminer une saison Mozart particulièrement brillante et pour donner à l'Orchestre l'occasion d'acquiescer une notoriété internationale.

Lire page 16 l'article d'ALAIN LOMPECH

Le train du jazz

Une exposition itinérante en train - du 18 septembre au 12 octobre - a l'ambition de retracer l'histoire du jazz. Le convoi doit se former à Paris-Montparnasse avant de faire halte dans vingt-deux gares de l'Hexagone. A chaque étape, animations et concerts. Analyse d'un projet soutenu par le ministère de la culture, parrainé - entre autres - par la SNCF et Olivier. Comment une idée probablement sympathique risque de tourner à la catastrophe.

Lire page 16 l'article de FRANCIS MARMANDE

Aux frontières de la vie

Un entretien avec M. Lehn, prix Nobel de chimie

La quatrième congrès de la Société française de chimie qui se tient du 17 au 20 septembre à Strasbourg a pour thème : « La chimie au carrefour des sciences de la vie et de la matière ». A cette occasion, Jean-Marie Lehn, prix Nobel 1987, nous a accordé un entretien.

« Que représente la biologie pour le chimiste ? Un nouveau champ à défricher ?

« Les systèmes biologiques montrent quelle fantastique variété de réactions, quelle puissance, quelle complexité un système moléculaire peut atteindre. Je crois que c'est vraiment l'enseignement fondamental que la biologie peut donner au chimiste. Les molécules que les organismes vivants ont réussi à développer au cours de l'évolution ont pu résoudre des problèmes de réactivité, de fonction, que, dans nos laboratoires, on ne sait pas encore reproduire, ni même, souvent, comprendre. Il ne s'en agit pas moins de chimie.

« Un exemple : dans la photo-

synthèse des plantes, une des fonctions est la production d'oxygène à partir de l'eau. Pour ce faire, il faut un catalyseur capable de réaliser cette réaction, purement chimique, à température et à pression ambiantes. Ce rôle est assuré par des protéines dotées de centres métalliques au manganèse. Mais on ne sait pas très bien comment ces sites manganésés s'y sont construits, et comment les reproduire. Voilà un cas typique, où l'on voit que la biologie montre aux chimistes qu'une telle réaction est possible, et leur indique ce qu'il y a à comprendre et à réaliser.

« Cela a donc changé votre manière de travailler...

« Le chimiste a généralement deux objectifs importants : la structure de l'objet qu'il fabrique d'une part, mais aussi, et surtout, atteindre grâce à cette structure une certaine propriété, une fonction donnée.

Propos recueillis par JEAN-PAUL DUFOUR

Lire la suite dans le supplément « Sciences Médecine », page 15

es cham-lans des son a un est astu-hauffage », Sonia inas, du guérismonde

« L'Etat ont pu événe-télevi-Michel, enfants soient

ant de t être Saint-nom, » grad ! rait : l Cela ces nos anant plus ards, as et

des diréants socialistes refusent une nouvelle ren-contre proposée par M. Marchais.

page 10

AN

S

« Sur la vie » et le sommaire complet se trouvent page 26

DÉBATS

TRAIT LIBRE



Les raisons du Front

par Jean-Marie Le Pen

TROIS intellectuels ont signé dans le Monde du 11 septembre un article intitulé «Contre Le Pen». Audace stupéfiante.

Les poncifs habituels de la gauche y sont repris sans l'ombre d'une preuve articulée, mais avec beaucoup de contradictions. Le thème dominant n'est pas très original : la dénonciation du «national-populisme», du «populisme d'extrême droite», etc.

Ces frémissements de narines dégoûtées traduisent en réalité le désarroi d'une gauche qui voit s'effriter, en même temps que ses modèles économiques, le magistère moral abusif dont elle usait depuis des années pour disqualifier ceux (fort rares) qui osaient réuser ses doctrines. Il y a trente ans, quand le peuple votait à gauche, il était porteur de toutes les valeurs d'espoir, d'avenir, de justice, de progrès. Mais voici qu'il vote à droite. La démocratie est en danger : la République chancelle sur ses bases ; ses valeurs sont menacées (lesquelles ? comment ?). Hier on encaissait les valeurs massives populaires, aujourd'hui on parle avec mépris des «beaufs», des «laissés-pour-compte de la croissance», des «petits Blancs», etc.

Je refuse ce discours. Je suis fier de défendre mes compatriotes, parmi lesquels je ne considère pas qu'il puisse y avoir ni Untermenschen ni lumpenproletariat.

L'audience populaire du Front national s'explique pourtant aisément : de nombreux Français, même très modestes, ont progressivement compris la perversité économique du socialisme et de l'«Etat-providence». Ils sont lassés des hypocrisies d'un discours de justice sociale qui a surtout enrichi ses auteurs. Ils sont inquiets des conséquences d'une immigration sur le bien-fondé de laquelle — dans ce qui se veut une grande démocratie — ils n'ont jamais été appelés à se prononcer, et qui les transforme peu à peu en étrangers dans leur propre pays. Ils sont scandalisés par la multiplication sans précédent des scandales financiers, et par l'impunité totale des coupables.

Le Front national ne s'est pas contenté, avec beaucoup de courage et de lucidité, d'annoncer l'urgence de ces problèmes des années avant les autres. Il entend aussi y apporter des réponses ; à l'opposé de la caricature que nos intellectuels en ont faite.

« Racisme », « xénophobie », « nationalisme subversif » ? Non.

Défense d'une identité nationale que je laisse M. Emmanuel qualifier de « mythique ».

« Anti-parlementarisme » ? Non. Restauration des droits, et aussi des devoirs, des élus de la Nation. Lutte contre l'absentéisme et la concussion. Instauration du contrôle parlementaire sur les finances et l'administration.

« Rejet du politique » ? Au contraire. Affirmation de la primauté sur les puissances technocratiques, bureaucratiques, financières ou médiatiques.

« Corporatisme d'Etat », ultra-libéralisme économique façon Pinochet ? (sic). Ni l'un ni l'autre : restauration des libertés économiques contre les excès de la bureaucratie étouffante et du fiscalisme spoliateur.

« Intégrisme doctrinaire » ? Non : reconnaissance évidente que notre civilisation, dans ses aspects bénéfiques, a plus été façonnée par le christianisme que par le bouddhisme ou l'islam. Sans aucun refus d'apprécier les valeurs de telle ou telle autre culture.

« Militarisme », « césarisme » ? Non. Restitution aux citoyens de leurs droits politiques par toute une série de mécanismes qui, comme le référendum d'initiative populaire, s'inspirent bien plus de la démocratie suisse ou californienne que de Peron ou Mussolini.

En résumé : une politique articulée sur le respect des personnes mais aussi des groupes naturels garantissant leur liberté et leur prospérité : familles, terroirs, entreprises, patries. Des groupes menacés de diverses façons, et dont la disparition laisserait l'individu face à l'Etat-Léviathan, qu'il soit libéral, socialiste, technocratique ou mondialiste (ces termes pouvant au besoin se cumuler).

Le Front national est donc aujourd'hui la force de proposition politique que la plus imaginative et la plus cohérente.

Que notre audience croissante inquiète beaucoup les tenants des idéologies vieillissantes du dix-neuvième siècle, cela est bien naturel : leurs situations indiment acquies, intellectuelles, morales et matérielles s'en trouvent menacées. Mais des phantasmes catadysmiques ne pallieront pas l'indigence de certaines attaques contre le Front national. Les Français y sont d'ailleurs de moins en moins sensibles. Et tout ceci alimente, par réaction, heureusement notre progression.

► Jean-Marie Le Pen est président du Front national.

Politique

L'adieu au socialisme

par André Senik, Michel-Antoine Burnier, Guy Tissier, Henri Vacquin

CERTES, les socialistes sont innocents des crimes commis par les partis et par les Etats communistes. Il n'est pas question de faire porter le chapeau du stalinisme à des vrais démocrates qui n'en ont partagé ni le discours ni la pratique. Pour ce qui est du discours, il est en effet très distingué : le credo social-démocrate de la vulgate marxiste-léniniste. Pour ce qui est de leur pratique, les sociaux-démocrates, même au pouvoir, n'ont jamais porté atteinte ni à la démocratie ni à sa base sociale, pour la bonne raison qu'ils n'ont jamais réalisé le socialisme.

Est-ce suffisant pour que l'idéal socialiste, sous sa forme non communiste, sorte indemne de la ruée du socialisme réel ? Sur le thème du « deuil du communisme », nous nous sommes réunis à quelques-uns (souvent issus de l'Union des étudiants communistes des années 60) au sein d'un groupe de réflexion, dans le cadre de Société civile, le mouvement que Bernard Kouchner met en place depuis près d'un an.

Libres de toute prudence d'appareil et d'image, il nous est apparu que la crise d'idéal que nous laissons en héritage à l'effondrement du monde communiste ne concernait pas seulement le marxisme-léninisme, notre amour de jeunesse, mais obligeait à se demander si l'idée même de socialisme était encore tenable, si elle était compatible avec l'économie de marché et la démocratie auxquelles on prétend aujourd'hui la marier. Cet examen suppose qu'on ait d'abord bien distingué l'idéologie communiste et la pensée socialiste.

Une utopie pernicieuse

On peut énoncer brièvement les postulats marxistes et léninistes sur lesquels le clivage a été le plus net et le plus conséquent entre communistes et socialistes :

« Le cours de l'histoire est un processus nécessaire, dont l'issue est connue en certitude par la théorie et la science de l'histoire produites par Marx. Nulle trace de ce style de certitude chez les socialistes, pas de dogmes, d'hérésies, d'excommunications, et, partant, pas de crimes infinis justifiés d'avance par les lois de l'histoire ».

« Armé de sa théorie, le parti d'avant-garde est habilité à configurer tout le pouvoir. Ni parti clergé chez les socialistes, ni pouvoir absolu de la nouvelle Eglise ».

« Le pouvoir doit être sans limite puisque tout est politique, que tout se ramène au conflit entre exploités et exploités. Aucun réductionnisme du social au politique dans la pensée social-démocrate. Les socialistes ne partagent donc finalement en rien la cohérence communiste, cette conception du parti d'avant-garde armé de certitude et incarnant la classe ouvrière, c'est-à-dire le point de vue de toutes choses, conception qui a conduit en bonne logique au totalitarisme selon lequel le parti-Etat a droit de regard sur les âmes et sur le corps, sur tous les aspects de l'existence ».

Reste à examiner cet autre mérite, plus embarrassant, d'avoir sauvé la démocratie en ne réalisant jamais le socialisme, dont beaucoup de socialistes avouent qu'il est à leurs yeux une exigence morale plus qu'un modèle de société à mettre

en application. Gênant, non, de se définir par un système dont on ne veut pas en réalité ?

Mais après tout, pourquoi chicaner sur un mot ? Est-il sérieux, urgent, conforme à l'esprit du temps, de demander à des responsables politiques : « que mettez-vous précisément dans le mot « socialisme », un système social, ou un idéal régulateur prié de se reculer toujours aussi loin que l'horizon ? », quand on voit bien dans les faits qu'ils ont accepté les contraintes du marché, qu'ils pratiquent l'économie mixte, et qu'ils se définissent plutôt comme des défenseurs de la démocratie sociale (des sociaux-démocrates) que comme des partisans d'une révolution du système social tout entier ? Ce discours de rupture, ils le tenaient encore en France il y a quelques années à peine, mais ils l'ont abandonné sans trop de formalités intellectuelles.

Alors, pourquoi chercher querelle sur un mot ? C'est que la crise dans laquelle nous nous trouvons est la conséquence d'un refus de penser, et que le temps de penser a voit haute et revendu. En tout cas, pour nous qui voulons analyser jusqu'aux principes premiers de nos errements, la question du socialisme, même non communiste, s'impose. En politique aussi, le choix du nom qu'on se donne pour identité, du maître mot par lequel on se pense et sous lequel on se présente, est rien moins qu'inégalement.

Le mot socialisme a, il est vrai, longtemps recouvert les idéaux les plus sympathiques : la référence suffisait pour se situer moralement et pour symboliser un choix dans les conflits sociaux. Il a donc, comme une illusion et une erreur peuvent le faire, servi l'espérance et les combats des déshérités et des révoltés. Il a, comme on le disait naguère, bien rempli sa fonction idéologique d'idéal et fourni sa norme à la critique sociale. Cela lui est interdit aujourd'hui. Car, désormais, on ne

peut même plus rêver d'un système social sans propriété privée, sans profit, sans inégalités, comme d'un monde de pure justice. Cette utopie ne s'est pas seulement révélée inaccessible, auquel cas elle pourrait du moins servir encore d'idéal critique, elle s'est montrée intrinsèquement pernicieuse.

L'idée de « démocratie sociale » éclaire peut-être le vice initial du socialisme, le plus « démocratique » soit-il. Marx avait bien vu que démocratie et économie de marché obéissent aux mêmes principes. Dès 1844, il dénonçait le lien consubstantiel entre les droits de l'homme, individualistes, et le droit de propriété privée ; entre la démocratie politique et l'économie de marché. Lui préconisait donc de remplacer cette fausse démocratie — politique — par une vraie démocratie sociale — démocratie qui ne serait plus en rien individualiste, puisqu'elle donnerait tout pouvoir en toute matière au producteur collectif.

De cette critique marxiste du lien entre marché et démocratie, les socialistes non communistes ont conclu qu'il fallait plutôt compléter la démocratie politique par une démocratie sociale qui en serait la réalisation vraie. Mais l'erreur fondamentale est de ne pas voir que le corrélat obligé de la vraie démocratie politique n'est pas la démocratie sociale. Car celle-ci suppose qu'on fasse dans le domaine social ce qu'on fait en politique : qu'on partage tout entre égaux. Le socialisme, si le mot a un sens, ne saurait signifier autre chose qu'une association de co-producteurs et de co-propriétaires égaux, comme le sont les citoyens en matière de lois.

Cette socialisation égalitaire de la propriété, qu'elle prenne la forme de l'Etat monopoliste ou celle du kibboutz, comment serait-elle compatible avec le marché, avec la concurrence, le profit, et avec l'inégalité qui leur est structurellement

liée ? Comment le socialisme pourrait-il accepter la propriété privée, en laquelle, depuis Rousseau, il voit la racine absolue du mal ? Si donc nous voulons conserver nos aspirations, jusqu'ici souvent couvertes par le label socialiste, sans rejeter ni la démocratie ni l'économie de marché, il nous faut tout redéfinir : dire quelles inégalités sont injustes et lesquelles ne le sont pas ; quels moyens de contrecarrer les handicaps et infirmités d'origine sociale sont productifs et lesquels sont démagogiques ; enfin, quelles valeurs et quels objectifs sociaux et culturels ne doivent pas être laissés au jeu du marché, parce qu'ils sont d'une autre nature et relèvent d'autres exigences, sans que pour autant le marché incarne la figure du mal, pas même d'un mal nécessaire.

Libéraux de caricature

Les défenseurs du mot socialisme aiment à se définir contre des libéraux de caricature, comme si tout ce qui n'est pas socialiste devenait libéral jusqu'au boutiste, livrant sans vergogne à la régulation par le marché tous les problèmes, posés à la société par l'emploi, l'environnement, la santé, l'information, l'éducation, la justice, les armements, les choix éthiques, sans laisser aucun rôle à d'autres exigences, à d'autres instances, à la collectivité et à l'Etat. Il est vrai que ces caricatures libérales existent. Il est évident que le marché, laissé à lui seul, produit ses effets pervers, comme tout système. On ne peut donc laisser au marché le soin de corriger lui-même les injustices qu'il produit et de promouvoir les valeurs non marchandes.

Mais telle n'est pas la prétention ni la seule logique du libéralisme qui fonde l'économie de marché. Il faut donc renoncer à la fausse opposition entre libéraux et socialistes, qui donne à ces derniers une identité usurpée : la lutte pour la justice, la culture, la beauté ne peut pas plus se « défaire » par opposition au libéralisme et aux effets du marché qu'en leur faisant une confiance inconditionnelle. La critique sociale est une exigence constante de nos sociétés inévitablement confrontées aux exclusions, aux injustices, à la bêtise et à la laideur. Mais cette critique — qu'elle soit d'inspiration ouvrière, culturelle, éthique, écologique ou autre — est une dimension interne au système, et doit s'accepter pour telle.

Nous ne retrouvons nos marques et nos idéaux qu'en les repensant à l'intérieur d'une société conflictuelle et que l'on peut corriger. Si nous faut abandonner, après un si long travail de deuil, l'idée de socialisme, c'est pour situer nos efforts dans la critique interne de nos sociétés, sans plus les référer à un ailleurs illusoire et terrifiant.

Nous ne sommes pas devenus incapables de lutter pour ce que nous aimons, et contre ce que nous haïssons, parce que nous nous retrouvons enfin orphelins de tout messianisme.

► André Senik est agrégé de philosophie ; Michel-Antoine Burnier est journaliste et écrivain ; Guy Tissier est ingénieur ; Henri Vacquin est sociologue d'entreprise.

Le mur

Le président de la République a annoncé le prochain débat, par les soins du Parti socialiste, sur le projet de loi imposant la publication de la fortune des parlementaires. Un pas, enfin, dans le sens d'une transparence dont personne ne conteste l'urgence nécessaire dans le contexte actuel.

Mais une transparence au niveau de seuls patrimoines, pour quoi faire exactement ? Pour montrer que les parlementaires de droite sont en moyenne beaucoup plus riches que ceux de l'autre bord ? La belle affaire : tout le monde s'en doute suffisamment.

Le vrai problème n'est pas là : la transparence nécessaire, c'est celle qui sait s'appliquer aux gains des parlementaires, gains publics mais surtout gains privés. Qui touche quoi, et de qui ? Tous les citoyens sont en droit de savoir. Tout simplement parce que c'est ça, la démocratie.

Actuellement, verrouillage fébrile. Impossible de savoir, par

exemple, combien de parlementaires — et lesquels — exercent par ailleurs une activité professionnelle, et pour qui ; ou de savoir à quels conseils d'administration ils émergent et à quelle hauteur, etc. Top secret ! Tout est trop secret. Y compris, détail grotesque, le règlement de retraites de nos élus... M. Fabius accepterait-il de le rendre public ?

Ces gens-là ne supportent pas la lumière. Contre une vraie transparence, c'est l'union sacrée, incommutable, bien sûr, ceux qui ne cessent de discourir sur les valeurs. En clair, « laissez-nous magouiller en toute tranquillité ».

Retrouvant un peu d'honneur et de panache, le Parti socialiste pourrait briser ce mur qui ne sert qu'à cacher... Il est permis de rêver.

JEAN-JACQUES DUPEYROUX

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises.

M. Jacques Lesourme, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2017

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-23-33

Imprimerie de « Monde »

12, r. M.-Gandebourg

94852 IVRY CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Téléc : 208.806 F

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Téléc : 261.311 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐6 mois ☐1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer sous les

scellés propres en expédition d'impression.

111 MON 03 PP Paris PP

ABONNEMENTS

PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE

code d'accès ABO

ÉTRANGER : par voie

aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner,

renvoyez ce bulletin

accompagné de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités

à formuler leur demande deux

semaines avant leur départ, en

indiquant leur numéro d'abonné.

سكنا من الاجل

ÉTRANGER

Le Monde • Mercredi 18 septembre 1991 3

1991 5

YOUGOSLAVIE : la poursuite des combats et la recherche d'un règlement

La présidence néerlandaise de la CEE préconise l'envoi d'une force européenne d'interposition

A l'initiative des Pays-Bas, les neuf pays membres de l'Union de l'Europe occidentale (les Douze moins le Danemark, la Grèce et l'Irlande), se réuniront, jeudi 19 septembre, à La Haye pour décider de l'envoi éventuel d'une force de maintien de la paix en Yougoslavie.

LA HAYE

de notre correspondant
Assurant la présidence tournante de l'UEO, l'Allemagne a entrepris de convoquer ses huit partenaires à la demande expresse, lundi 16 septembre, du ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Hans Van den Broek, qui est également président en exercice de la CEE. La décision des Neuf sera préparée par les Douze, dont les ministres des affaires étrangères sont convoqués, également jeudi, à La Haye, pour évaluer la situation en Yougoslavie à l'aide notamment du bilan que Lord Carrington dressera de ses entretiens, lundi 16 et mardi 17 sep-

tembre, avec les dirigeants croates et serbes. Les ministres européens feront ensuite le point sur le déroulement de la Conférence de paix, dont la deuxième séance de travail sera alors tout juste achevée, avant de se réunir avec leurs collègues de la défense concernés, dans le cadre de l'UEO.

Cette dernière est la seule institution européenne compétente en matière de défense et de sécurité. Elle a permis aux pays membres de coordonner l'intervention de leurs marines, notamment dans le Golfe persique en 1987, ensuite pendant la crise puis la guerre du Golfe, en 1990 et 1991. L'organisation, sous cette bannière, d'une force de maintien de la paix en Yougoslavie constituerait un triple événement : militairement, ce serait la première opération terrestre de l'UEO ; politiquement, l'Union se profilait comme une véritable organisation régionale de sécurité dotée d'un bras armé ; diplomatiquement, le lien CEE-UEO deviendrait plus évident que jamais, avant même que n'ait lieu la conférence de La Haye, qui mènera les Douze sur une politique de défense et de sécurité com-



mun et sur le développement, au sein de l'OTAN, d'un « pilier européen » de défense.

Dans l'esprit de M. Van den Broek, la force d'interposition de l'UEO serait calquée sur le modèle des « casques bleus » de l'ONU : « Il ne s'agit pas d'une force d'intervention à des fins offensives mais d'une force de maintien de la paix, composée de militaires légèrement armés et ayant une mission strictement défensive. » Selon le porte-parole du ministre néerlandais, les capitales européennes doivent répondre d'ici à jeudi à deux questions principales : « Est-il possible de constituer une telle force et, si oui, comment faire en pratique ? » Il est entendu à La Haye que le déploiement effectif de soldats de la paix ne pourra pas avoir lieu « sans l'accord de la Yougoslavie ».

Or, M. Van den Broek n'ignore pas que la Serbie refuse toute présence militaire étrangère en Yougoslavie et que la Croatie n'a toujours pas répondu à la proposition de l'émissaire de la CEE, M. Henry Wijnaldus, d'instituer des zones tampons entre les combattants. En l'absence d'informations sur un

éventuel revirement de ces deux Républiques, l'initiative du président de la CEE peut s'expliquer par sa volonté de ne pas jeter l'éponge malgré le déclenchement de violence des derniers jours et malgré l'échec du déploiement des observateurs européens en Croatie. « Ce sont des civils, non armés, qui refusent donc de prendre de trop grands risques pour leur sécurité », a expliqué M. Van den Broek, qui estime que l'envoi de militaires pour surveiller le respect du cessez-le-feu aurait « un effet plus décourageant pour les parties en conflit ».

M. Van den Broek a nié que son initiative ait pour objectif direct de couper l'herbe sous le pied à l'Allemagne et à l'Italie, qui ont clairement parlé d'une reconnaissance de la Croatie en cas de poursuite des hostilités, en essayant de regrouper les Européens sur une même ligne. « Il faut regarder la réalité en face, a-t-il dit. Si les Allemands sont inquiets des dangers encourus par les observateurs civils, la solution d'observateurs militaires, qui sont moins vulnérables, s'impose. »

CHRISTIAN CHARTIER

Alors que la situation se dégrade en Bosnie-Herzégovine

Le premier ministre fédéral lance un appel à l'aide internationale

La situation se dégrade en Bosnie-Herzégovine, République peuplée de Serbes, de Croates et de musulmans. Dans la nuit du dimanche 15 au lundi 16 septembre, la mosquée d'Izdric Pacha, située dans un nouveau quartier de Sarajevo, a été endommagée par l'explosion d'une bombe. D'autres attentats ont été signalés dans les villes de Mostar et de Banja-Luka.

Arrivé lundi à Sarajevo, le ministre fédéral des affaires étrangères, Lord Carrington, devait rencontrer, mardi, à Igalo, sur la côte du Monténégro, le président serbe, M. Slobodan Milosevic, son homologue croate, M. Franjo Tudjman, ainsi que le ministre fédéral de la défense, le général Veljko Kadijevic.

BELGRADE

de notre correspondant
« Tous les conflits doivent cesser d'urgence (...). Personne n'a le droit de tuer et de détruire les villes (...). Je condamne toute escalade de la violence. Rien ne peut justifier le bombardement des villes et l'utilisation de l'aviation de guerre », a déclaré le premier ministre yougoslave, M. Ante Markovic, lundi 16 septembre, à Belgrade.

Constatant que seize jours après la signature du cessez-le-feu en Croatie, la guerre s'est intensifiée, M. Ante Markovic estime que la présidence collégiale yougoslave, en tant que commandant suprême de l'armée fédérale, a une grande part de responsabilité dans cette escalade de la crise puisqu'elle vient à nouveau de refuser de se réunir et de convoquer, comme l'avait demandé le gouvernement, les signataires de l'accord du 1er septembre sur l'arrêt des hostilités en Croatie.

D'autre part, le premier ministre yougoslave s'est efforcé d'ouvrir un rôle de médiateur dans la rencontre, dimanche 15 septembre, entre le chef du gouvernement croate, M. Gligic, et les dirigeants de l'armée fédérale, les amiraux Brovet et Popovic. Selon M. Markovic, les deux parties se sont engagées à « libérer » les casernes fédérales (encerclées par les forces croates) dans un délai de vingt-quatre heures, à cesser les combats et l'utilisation de la force militaire (dans un délai qui reste à fixer), à échanger les prisonniers et à assurer le fonctionnement normal des liaisons ferroviaires, routières et aériennes, et le transit des trains évacuant l'armée fédérale de Slovénie.

Afin d'établir une paix durable, il envisage ensuite le retour de l'armée fédérale dans ses casernes, la démobilitation de tous les groupes armés et formations paramilitaires, et l'application du memorandum de La Haye, prévoyant notamment d'étendre le mandat des observateurs européens à la Croatie. M. Markovic a souligné que certains points restent flous et que les entretiens s'étaient poursuivis dans la journée de lundi.

Réitérant que sans l'aide de l'étranger, la Yougoslavie n'est pas en mesure d'arrêter la guerre,

M. Markovic invite la CEE à envoyer autant d'observateurs que nécessaire : « son métier s'il le faut. Quelle que soit l'issue des négociations sur l'avenir de la Yougoslavie, nous devons discuter et parvenir à un accord sans faire couler de sang », a précisé le premier ministre.

En dépit des déclarations du chef du gouvernement fédéral, l'armée yougoslave lancée, lundi à 16 h, une offensive contre Drnis et Sinj, dans l'arrière-pays dalmate. Les autorités militaires locales affirment que ces attaques « caractérisées par l'usage de l'artillerie », ont été prises pour « des raisons humanitaires », en l'occurrence pour « libérer » les casernes fédérales. Constatant que la Croatie a abusé de la patience de l'armée yougoslave, celle-ci a décidé de passer « à la défense active » et donné l'ordre à ses unités stationnées en Croatie d'entreprendre le déblocage des casernes. L'armée a, de plus, menacé d'attaquer tous ceux qui l'attaquent, ou qui lui opposent résistance.

Nouvelles alertes à Zagreb

Lundi, à Zagreb, où l'alerte aérienne a été entendue à deux reprises, la situation reste tendue. Des monts d'urgence ont été pris pour défendre la ville. Depuis dimanche soir, toutes les lumières de la capitale croate doivent être éteintes et les voies des habitations basses des la tombée de la nuit. Radio Zagreb recommandait aussi aux habitants de repérer les appartements inoccupés qui pourraient servir, selon le communiqué, aux francs-tireurs.

La guerre s'est étendue au nord de la Bosnie-Herzégovine, notamment dans les zones voisines de la frontière croate. Une large mobilisation des réserves a été entreprise lundi par les unités militaires locales et, d'après Radio Belgrade, un grand nombre de volontaires de cette région à majorité serbe se seraient enrôlés dans l'armée fédérale. La Krajina de Bosnie, qui englobe cette zone septentrionale de la République de Bosnie-Herzégovine, a, par ailleurs, proclamé son autonomie dans l'après-midi de lundi. C'est donc la deuxième région à proclamer son indépendance. La première avait été, il y a à peine dix jours, l'Herzégovine orientale, dont le chef-lieu est Trebinje.

FLORENCE HARTMANN
M. Le Pen demande la reconnaissance des indépendances slovéne et croate. - M. Jean-Marie Le Pen a publié, lundi 16 septembre, une déclaration dans laquelle il affirme que « le communisme continue de nier au cœur de l'Europe », en dénonçant « l'agression dilatoire de la Serbie, appuyée par l'armée fédérale communiste, contre le territoire et le peuple croates ». S'indignant de « la passivité de la CEE et du gouvernement français », et reprochant à ce dernier d'être « plus prompt à intervenir quand il s'agit d'un pays lointain et pétrolier », le président du Front national, « fidèle aux principes des Nations unies et à celui de la préférence européenne », demande que soit reconnue, « dès maintenant, l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie ».

Le maire de Zadar aux militaires

« Vous êtes contents de tirer sur le peuple ? »

ZADAR

de notre envoyé spécial

Alerte après alerte, Zadar a vécu, lundi 18 septembre, une journée de psychose totale, dans l'attente angoissée d'un bombardement annoncé cinq fois de suite au son plaintif des sirènes. Dès 4 heures du matin, tous les habitants ont été invités à gagner les abris, mais rien n'est venu. Puis, plus tard dans la matinée, les sirènes ont de nouveau retenti. Cette fois-ci, les Mig sont bien venus, survolant Zadar à basse altitude pour aller bombarder un émetteur de Radio Zagreb situé à une vingtaine de kilomètres de la ville. Deux des quatre antennes de ce centre de rémission couvrant l'Europe et l'Afrique ont été détruites. Une deuxième fois, vers midi, les avions fédéraux sont revenus pour bombarder un objectif aux abords de Zadar. A la mi-journée, la ville était totalement déserte, les magasins fermés à 99 %, les autres baissant leur rideau de fer à la première alerte.

Des alertes, à y en a-tout l'après-midi, forçant la population à passer des heures dans des abris de fortune, sous des porches, dans des caves privées d'électricité. Places et rues désertes sous un ciel bas, dans une atmosphère poisseuse : Zadar est devenue une ville fantôme, ébranlée de temps à autre par des fusillades nourries - fusils d'assaut

et mitrailleuses - dont personne ne connaît au juste l'origine. « Les gens deviennent de plus en plus nerveux et veulent chasser l'armée », explique un officier croate, selon lequel les autorités municipales ont toutes les raisons d'avoir conseillé à la population de rester cloîtrée. Ainsi, dans la nuit de dimanche à lundi, le commandant local de la Garde nationale croate a-t-il reçu une information précise annonçant un bombardement imminent de la cité. Les Mig qui ont survolé Zadar seraient venus de la base aérienne de Bisc, au nord de la cité portuaire en territoire bosniaque. Les observateurs croates, raconte l'officier, surveillent la base et préviennent Zadar dès que des avions décollent. Aussitôt, les sirènes retentissent. Système de détection artisanal, à l'image de la défense croate.

Trois observateurs

De son côté, l'armée fédérale est passée des vols « d'avertissement », dimanche, à des opérations plus concrètes, comme la destruction des antennes de Radio Zagreb. En contact téléphonique avec le chef de la garnison fédérale de Zadar, le maire, M. Ivo Livjanic, s'est entendu dire par le colonel Triko Zdravkovic que le bombardement du réémetteur avait été directement ordonné par

Belgrade pour « empêcher la propagation de mensonges ». Les conversations entre le maire et l'officier fédéral prennent d'ailleurs l'allure d'un dialogue de sourds. « Vous êtes contents de tirer sur le peuple qui vous a achetés vos armes ? » demande M. Livjanic. Réponse invariable du colonel Zdravkovic : « Ce sont les vôtres qui tirent sur mes soldats. »

L'arrivée, en fin d'après-midi, de trois observateurs n'a pas fait baisser la tension et n'a pas mis fin à la confusion la plus totale dans laquelle s'enfonçait Zadar. Selon le maire, l'envoi de cette mission serait dû à une intervention personnelle du ministre italien des affaires étrangères, M. De Michelis. « Nous allons rencontrer toutes les parties, nous mettre d'accord avec les autorités pour voir ce qui se passe, quel est le problème. » A peine les observateurs - un Canadien, un Italien et un Tchèque - étaient-ils arrivés qu'une nouvelle fusillade éclatait à proximité de l'hôtel où ils sont logés.

Une fois de plus, des combattants croates, ou des civils armés - leur nombre augmente chaque jour - s'en seraient pris à des casernes fédérales. En début de soirée, la rencontre de la mission d'observation avec les autorités locales croates a donné l'occasion à M. Livjanic de lancer une violence diatribe contre l'armée fédérale qu'il a accusée de

« prendre de plus en plus parti pour les terroristes » (serbes). Il a, pour appuyer son propos, présenté aux observateurs un reportage télévisé sur l'attaque aérienne menée le matin contre les antennes de Radio Zagreb.

Tandis qu'à la mairie les discussions s'éternisaient entre les observateurs et le maire, la ville était soudain plongée dans l'obscurité, allourdissant encore le climat déjà très tendu. Pour parer à toute éventualité et redoutant toujours un bombardement de la cité, la municipalité et la Garde nationale ont décidé un black-out qui s'ajoute au couvre-feu déjà en vigueur.

Pour la population de cette ville plus habituée aux touristes qu'aux combattants ou aux réfugiés, l'épreuve est de plus en plus dure. Surtout pour ces milliers de villageois qui ont déjà dû quitter leurs foyers, qui ne savent même pas si leur maison est encore debout et qui devront peut-être entamer un deuxième exode. Cloîtrés dans un hôtel de la ville, trois cent cinquante d'entre eux - des vieillards, des femmes et des enfants pour la plupart - tournent en rond toute la journée, peu désireux de s'aventurer dehors. A l'heure des bulletins d'informations croates, c'est la ruse vers la salle de télévision où, entassés dans une atmosphère saturée de fumée de cigarette, ils ont l'œil rivé à l'écran.

VYVES HELLER

ALLEMAGNE : ancien chef de l'espionnage à la Stasi

M. Markus Wolf demande l'asile politique en Autriche

BERLIN

de notre correspondant

L'élegant Markus Wolf, l'espion sans visage, qui s'était engagé dans les dernières années de la RDA en faveur d'une perestroïka à l'allemande, s'est rendu, lundi 17 septembre, aux autorités autrichiennes à Vienne où il a demandé l'asile politique (nos dernières éditions du 17 septembre). Bien que déclaré persona non grata en Autriche, l'ancien chef de l'espionnage est-allemand, âgé de soixante-huit ans, y était arrivé le 30 août dernier sans être inquiété. Il venait de Moscou, où les autorités allemandes négocient actuellement avec M. Gorbatchev l'avenir d'un autre exilé célèbre, M. Erich Honecker, l'ancien chef d'Etat de la RDA, inculpé en Allemagne de meurtre pour avoir fait tirer sur les fuyants qui tentaient de franchir le rideau de fer.

La demande d'asile de Markus Wolf a été dans un premier temps rejetée. L'ancien espion, qui a fait immédiatement appel, a maintenant

deux semaines pour négocier son sort avec les autorités autrichiennes et vraisemblablement allemandes. Après avoir été entendu par les services autrichiens, il a été remis en liberté. Il fait l'objet en Allemagne d'un mandat d'arrêt pour espionnage - crime qui ne tombe pas sous le coup de la procédure d'extradition en Europe puisque considéré comme « politique ».

Chef du département espionnage au sein de la fameuse Stasi, l'ex-Sécurité d'Etat est-allemande, de 1958 à 1987, Markus Wolf a été pendant des années une des bêtes noires de l'espionnage occidental. Il avait démissionné en 1987 et passait depuis pour un défenseur de la politique de réforme gorbatchévienne. Au moment de l'effondrement du régime communiste, il a joué, quelques semaines, un rôle de premier plan parmi les réformateurs qui essayaient de sauver les meubles. Il s'était réfugié l'année dernière en URSS, avant la réunification, pour échapper à une arrestation probable.

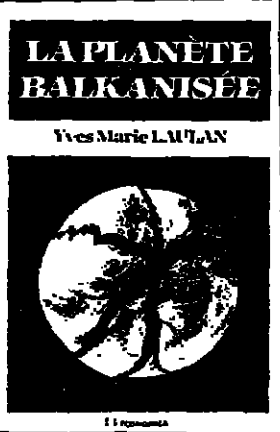
H. de B.



La guerre du Golfe est terminée. Mais la crise à l'Est s'aggrave.

N'allons-nous pas vers la balkanisation de la planète ?

Editions ECONOMICA - 232 pages, 98 F



BULLETIN D'ABONNEMENT

EUROPE

Péril pour la Communauté

Suite de la première page

Car, sauf ouverture nouvelle du côté des Serbes — que les déclarations faites lundi soir par leur ministre des affaires étrangères, M. Stjepanovic, ne laissent pas présager, quel peut-être l'avenir d'une telle proposition ? L'idée n'est pas nouvelle et, si elle n'a pas pris corps plus tôt, c'est qu'elle ne semblait pas *a priori* réalisable. En l'absence de tout fondement juridique, ne telle mission militaire ne peut en effet tirer sa légitimité que de l'accord de toutes les parties au conflit. Or, depuis le début, les Serbes se sont opposés à la venue de militaires européens, même en tant que simples observateurs. Dépeindre des hommes sur le terrain dans ces conditions, c'est les exposer aux agressions, c'est-à-dire, s'ils n'ont pas la possibilité de répliquer, les envoyer au « casse-pipe » ; s'ils ont cette possibilité, c'est faire d'eux non plus une force d'interposition, mais déjà une force d'intervention, ce à quoi la Communauté n'est pas prête.

C'est pour échapper à ces obstacles que la France envisageait de se tourner d'abord vers l'ONU. Les Serbes, estimant-on à Paris, seraient peut-être moins hostiles à des « casques bleus » derrière lesquels ne se profileraient pas l'Allemagne et l'Italie. L'autorité internationale et neutre des Nations unies peserait peut-être plus lourd lors que viendrait en discussion la question des frontières.

On indiquait lundi à l'Élysée que M. Roland Dumas s'est déjà entretenu à plusieurs reprises à ce sujet avec M. Perez de Cuellar et qu'il avait l'intention de solliciter la semaine prochaine à New-York une résolution dans ce sens du Conseil de sécurité. Le secrétaire général a jusqu'à présent estimé que la crise yougoslave était une affaire intérieure pour laquelle l'ONU n'avait pas compétence. On espérait à Paris faire valoir un article de la Charte qui lui donne compétence lorsqu'une crise intérieure est de nature à menacer la paix internationale.

Paris n'en a pas moins accepté dès lundi l'idée d'une force européenne de maintien de la paix sous l'égide de l'Union des républiques fédérées (URF). Si les Européens sont d'accord, pourquoi pas ? Mais l'initiative est encore une fois bien aléatoire, car les obstacles précédents demeurent, notamment l'acceptation de toutes les parties yougoslaves, dont la plupart des Européens font une condition préalable. Les difficultés matérielles sont considérables : combien d'hommes et à quels endroits ?

L'Allemagne, qui préside actuellement l'UEO, sera bien mal à l'aise pour promouvoir un tel projet, puisque sa Constitution lui interdit d'envoyer un soldat à l'étranger hors d'une mission de l'OTAN. Enfin, on peut croire au miracle, mais c'en serait un que de voir la Communauté fournir sa plus spectaculaire démonstration de cohésion (une telle opération militaire serait sans précédent) à propos d'une crise qui *a priori* la menace plutôt d'affaiblissement, puisque les Européens ne sont d'accord au fond ni sur l'analyse ni sur l'issue souhaitable.

Belle cacophonie

Il se sont livrés, le week-end dernier encore, à une belle cacophonie, Allemands et Italiens brandissant la menace contre les Serbes, tandis que M. Van den Broek, reflétant un avis partagé par plusieurs autres pays membres plus discrets (la Grande Bretagne et la France notamment), s'en prenait aux « provocateurs » croates.

Contrairement à la crise du Golfe (un pays violait le droit international en envahissant son voisin), l'attribution des responsabilités dans la crise yougoslave est sujette à débat, de même que l'opportunité d'une autre forme d'intervention qui consisterait pour les Européens à reconnaître l'indépendance de la Slovaquie et de la Croatie. Les Allemands, les Italiens maintenant, en brandissant la menace sans encore sauter le pas, car ils savent que s'y fracasserait l'édifice communautaire.

Le risque est en effet gravissime pour les Douze : au moment où ils prétendent se doter des instruments d'une politique étrangère commune, ils se déchireraient sur une question qui les touche au plus près, au cœur de la vieille Europe, et le réveil de solidarités d'un autre âge ferait échec à leur effort d'intégration.

En poussant un peu loin le scénario catastrophe, on imagine la concertation européenne volant en éclats, l'Italie peut-être, mais en tout cas l'Allemagne, reprendrait leur liberté et portant secours d'une façon ou d'une autre à un Etat croate en guerre qu'elle auraient reconnu, tandis qu'une

fièvre indépendantiste se propagerait alentour hors de tout contrôle. On n'en est heureusement pas tout à fait là.

Les autorités italiennes ne peuvent paraître insensibles au sort des 15 000 Italiens vivant en Slovaquie et en Croatie, ni plus généralement à celui de régions dalmates qui furent autrefois sous leur domination. Surtout, elles aimeraient désamorcer un conflit qui, s'il dure, leur promet un afflux de milliers de réfugiés qu'elles ne pourraient cette fois se permettre de rejeter tels des Albanais.

Elles ne souhaitent pas pour autant ouvrir la boîte de Pandore (réveiller les vieux démons à propos de l'istrie ou, à l'inverse, dans le Haut-Adige) et préféreraient à l'évidence que soit trouvée une solution communautaire. Si M. de Michelis se livre, en compagnie de M. Genscher, à la mensuration d'une reconnaissance de l'indépendance croate, c'est essentiellement à des fins dissuasives.

L'extrémisme allemand

Beaucoup plus difficile est la situation du ministre allemand des affaires étrangères que le chancelier Kohl, assez peu interventionniste dans cette affaire, laisse aller seul au charbon. La crise yougoslave a réveillé en Allemagne un large mouvement de sympathie en faveur des Croates dont la version la plus radicale s'exprime avec une extrême violence dans la presse de droite, où elle réclame depuis le début la reconnaissance de la Croatie.

L'Europe y est accusée de porter la responsabilité des morts yougoslaves et d'entraver une juste politique nationale allemande. M. Genscher y est aussi durement malmené que M. M. Van den Broek, Delors ou Mitterrand. Il a tant bien que mal résisté jusqu'ici et différé le moment de rompre le consensus européen. Mais les pressions qui s'exercent sur lui sont énormes, et ses partenaires le savent.

Les Néerlandais, jouant de leur position de président en principe impartial de la Communauté, évitent de se prononcer clairement sur la reconnaissance de la Croatie. Les autres Européens, à des degrés divers, y sont hostiles. L'Espagne, déjà très réservée à propos des indépendances baltes, l'est plus encore à propos de la Croatie et des Croates : déjà les provinces espagnoles frémissent et réclament, sinon l'indépendance, du moins une révision de certains aspects (financier notamment) de leur statut d'autonomie. La Grande-Bretagne n'est guère plus désireuse que la France de mettre le doigt sur l'engrenage des indépendances intempestives et bédées.

Pour Paris, c'est clair : « La reconnaissance de l'indépendance croate n'est pas d'actualité », dit-on à l'Élysée, pour la raison que, dans les circonstances actuelles, « elle ne constitue pas une solution, elle n'est pas le plus court chemin vers la paix ». On distingue soigneusement le cas de la Croatie de celui des Baltes, dont il était à peu près acquis, quand la Communauté décida de les reconnaître, qu'ils avaient la capacité d'exercer effectivement leur souveraineté.

La reconnaissance de la Croatie serait, estime-t-on, génératrice de nouvelles violences, elle laisserait ouvert le conflit avec un Etat fédéral qui continuerait d'exister et non résolu des questions aussi vitales que la délimitation des frontières, la circulation des biens et des personnes, le devenir des minorités. Tous ces problèmes, poursuit-on, doivent être résolus « par le dialogue et dans le droit » avant que la Communauté ne souscrive à l'indépendance croate. Autrement dit : la conférence de paix d'abord.

Reste à savoir si cette reconnaissance tellement problématique aujourd'hui l'aurait moins été avant le déclenchement des hostilités en Croatie, voire si elle aurait pu avoir des vertus préventives. Vaste terrain pour les jeux polémiques.

CLAIRE TRÉAN

o IRLANDE DU NORD : meurtre d'un policier et d'un conseiller du Sinn Féin. — Un policier a été tué et quatre autres blessés, mardi 17 septembre, par l'explosion d'une bombe dans le comté de Londonderry, en Ulster. L'attentat n'a pas été revendiqué pour le moment. Par ailleurs, un groupe paramilitaire protestant, les Combattants pour la liberté de l'Ulster (UFF), a revendiqué l'assassinat d'un conseiller municipal du Sinn Féin (branche politique de l'Armée républicaine irlandaise, IRA) lundi, dans le même comté. — (AFP, AP, Reuters.)

LES BOULEVERSEMENTS

En visite aux Etats-Unis

M. Kohl invite les Occidentaux à mieux partager le fardeau de l'aide à Moscou

WASHINGTON

de notre correspondant

Le chancelier allemand, M. Helmut Kohl, a saisi l'occasion d'une brève visite à Washington, lundi 16 septembre, pour renouveler une discrète mise en garde aux Occidentaux : en matière d'aide à l'URSS et à l'Europe de l'Est, l'Allemagne a déjà beaucoup fait et souhaiterait ardemment que d'autres prennent le relais.

Recu durant trois heures par le président George Bush pour faire le point sur la situation en URSS, M. Kohl a répété la politique qu'il met en avant depuis plusieurs mois

déjà : il faut dispenser une aide importante à Moscou et aux Républiques, afin de consolider les évolutions en cours, et « il faut le faire vite parce que demain cela sera encore plus cher ». Il a cependant avoué que l'Allemagne était presque arrivée aux limites de ses possibilités.

Le chancelier a donc laissé entendre à M. Bush, selon de bonnes sources, qu'il revenait maintenant aux Etats-Unis de donner l'exemple et de prendre le relais. Comme on demandait au chancelier quelle avait été la réaction de M. Bush, M. Kohl a répondu : le président « a été intéressé ». Le chancelier attend aussi un effort du Japon, pays qui, selon lui,

ne pourra que profiter des événements actuels en URSS.

Quelques chiffres expliquent l'intervention du chancelier. En un peu plus d'un an, l'Allemagne avait déjà versé 38 milliards de dollars à l'URSS. Ce montant comprend les sommes allouées à Moscou au titre du départ des troupes soviétiques du territoire allemand. Il n'en représente pas moins, selon une bonne source, plus de la moitié de l'aide fournie par l'ensemble des autres pays occidentaux à l'URSS.

M. Kohl était de retour d'un voyage privé en Californie, où il a longuement visité le vignoble local. Faisant une concession aux thèses

américaines, il a reconnu qu'une politique d'aide à long terme suppose, pour être efficace, une « aide économique saine et solide en URSS ». Tout comme les dirigeants américains, il souhaite que les Républiques ex-soviétiques maintiennent une structure fédérale ou confédérale.

Peu bavard, M. Bush a rappelé qu'une équipe américaine était déjà en URSS, pour étudier les besoins en aide médicale et alimentaire de la population à la veille d'un hiver que certains spécialistes — mais pas tous, loin de là — annoncent comme devant être particulièrement difficile.

ALAIN FRACHON

La fin de la visite de M. Joxe

« Gorbatchéviens » et « eltsiniens » ne tiennent pas le même discours sur les questions militaires

L'URSS n'est plus du tout monolithique. M. Joxe qui devait terminer, mardi 17 septembre, une longue tournée dans l'ancien pays des Soviets, a pu s'en rendre compte après de nombreuses conversations avec autant de « gorbatchéviens » que de « eltsiniens ». Ce sont bien sûr les questions que l'on se pose à propos de la redéfinition du pouvoir militaire soviétique qui ont dominé, de Moscou à Tachkent en passant par Novosibirsk et Baïkonour, les entretiens du ministre français de la défense.

TACHKENT

de notre envoyé spécial

Un sujet particulier était au centre des préoccupations de M. Joxe, qui avait quitté Paris le jour de la conférence de presse de M. Mitterrand : le gel des armes nucléaires tactiques françaises et la proposition du président de la République d'organiser une conférence des quatre puissances nucléaires ayant des intérêts en Europe pour étudier et tenter de maîtriser la situation créée par l'effondrement du pouvoir communiste soviétique.

L'idée des Occidentaux est claire : il faut en finir au plus vite avec les armes tactiques sovié-

ques, quitte à sacrifier sans remords leurs équivalents à l'Ouest, tant elles représentent de dangers. Très dissimulées sur tout le territoire de l'URSS, elles dépendent d'une chaîne de commandement aléatoire et peuvent constituer un danger très réel, à des chantages ou à des détournements particulièrement dangereux. Les conditions de sécurité du nucléaire étant ce qu'elles sont en URSS, leur rapatriement vers la Russie ne constituerait pas une partie de plaisir. Mieux vaudrait finalement s'entendre le plus rapidement possible sur leur élimination, sous couvert d'une négociation pratiquement fictive destinée à sauver la face des militaires soviétiques, quitte à ce que l'Ouest offre son aide pour mener à bien un processus de destruction fort délicat.

La proposition de conférence à quatre

Ce discours ne paraît pas avoir été accueilli sans réticence par M. Gorbatchev, qui n'a donné aucune assurance supplémentaire sur le contrôle des armes tactiques et qui aurait tendance, malgré l'effacement considérable de ses pouvoirs et de ceux du « centre », à tenir aujourd'hui le même langage qu'avant les événements du 19 août.

Tout en préconisant le concept de « la suffisance défensive » — mais qui pourrait, selon lui, se

situer à des niveaux très différents selon le comportement des Occidentaux — le président soviétique a repris plusieurs des anciennes critiques formulées envers la France : pourquoi, a-t-il demandé, Paris n'en finit-il pas avec les essais nucléaires ? Pourquoi la France, qui se serait beaucoup rapprochée de l'OTAN pendant la crise et la guerre du Golfe, ne clarifie-t-elle pas ses rapports avec cet « instrument de force militaire » qui n'a rien à faire dans l'Europe nouvelle et qui ne peut pas constituer « un élément stabilisateur » d'autant plus que certains pays d'Europe centrale songent à y adhérer ?

Les Occidentaux en tout cas, a-t-il fait savoir, ne doivent attendre aucune décision unilatérale soviétique, même si Moscou est décidé, conscient que l'époque a changé, à diminuer son effort de défense : réduction de la durée de la conscription, des effectifs de l'armée, des programmes militaires et imposition d'une tutelle civile au ministère de la défense. Le président soviétique a également « accepté et salué » la proposition de conférence à quatre dont il reste à définir les thèmes et le calendrier et dont M. Joxe reste persuadé qu'elle ne sera pas redoublée par Washington en dépit d'une première réaction peu favorable de la Maison Blanche.

Sauver les membres contre vents et marées : telle est la définition qu'on peut donner du discours gorbatchévien. Le contraste a dû

paraître de taille au ministre français lors de ses conversations avec certains « eltsiniens » dont le général Kobets, éphémère ministre russe de la défense, mais conseiller militaire fort écouté de M. Boris Eltsine (avec le général Rodionov, vice-président russe, Alexandre Iakovlev, éminentissime grise sans titre mais fort influent du régime transitoire et le général Gratchev, vice-ministre fédéral de la défense).

Pas d'acharnement thérapeutique

Le raisonnement des « eltsiniens » est philosophiquement à l'opposé de celui de M. Gorbatchev : conscients que l'ordre européen ancien a vécu et que le projet des priorités est de survivre au chaos économique, ils ne se livrent à aucune opération d'acharnement thérapeutique sur le pouvoir militaire soviétique mais préconisent au contraire un *aggiornamento* radical. Pour eux, il est clair que la Russie « n'a pas d'ennemi à l'ouest », qu'il faut réviser la doctrine militaire soviétique, qui doit dorénavant tendre à « la prévention de la guerre et non plus à la défense contre la coexistence » du territoire soviétique contre une improbable agression.

L'important, dorénavant, est de déterminer d'où peut venir la menace et de déployer des forces réduites mais restructurées en fonction de cette menace qui n'est pas autrement identifiée mais qui n'est certainement pas occidentale.

Le propos va encore plus loin : nous devons faire comprendre à l'Occident, dit-on en substance, que le risque qu'il voyait naître en nous est désormais infondé. Pour cela il faut intégrer notre complexe militaro-industriel à l'économie nationale, faire participer les Républiques de l'Union à un système de sécurité européenne, réduire considérablement notre armement nucléaire qu'il soit stratégique ou tactique (on va jusqu'à envisager de n'en conserver que 10 %, ce qui représenterait un ralliement au concept français de dissuasion).

Ces dirigeants sont bien sûr favorables à l'élimination rapide des armes tactiques et à la convocation de la Conférence des quatre puissances nucléaires. Tout en tant avec autorité de ces questions, ces « eltsiniens » estiment également que la panoplie nucléaire ne doit dépendre, à ce stade, que du « centre » c'est-à-dire, pour l'instant, de M. Gorbatchev. Ils confirment ainsi que M. Boris Eltsine a abandonné sa prétention, affirmée peu après l'échec du coup d'Etat, d'obtenir pour la Russie un droit de décision sur l'emploi des armes nucléaires.

Ce nouveau langage, dépourvu de toute ambiguïté, a retenu toute l'attention des experts français qui accompagnent M. Joxe. Le fait qu'on tienne aujourd'hui deux discours aussi différents à Moscou sur de tels sujets pourrait permettre de contourner bien des obstacles et de réaliser des progrès considérables. A condition que les Occidentaux, eux, ne parlent que d'une seule voix et ne se divisent pas à propos de l'OTAN, cette alliance qui a tant souffert des « malentendus transatlantiques » mais qui est en passe de n'avoir plus d'ennemis sur son territoire de compétence.

JACQUES AMALRIC

Beaucoup de « malades » parmi les généraux

La moitié du haut commandement soviétique a été renouvelée

Les nouveaux organigrammes de deux importants ministères fédéraux, ceux de la défense et des affaires étrangères, ont été précisés lundi 16 septembre à Moscou. Les remaniements consécutifs au putsch manqué du 19 août sont particulièrement importants chez les militaires.

Le « collège » du ministère de la défense (les vice-ministres et commandants de grands corps de troupe) n'a pas été remanié à 80 %, comme l'avait annoncé le général Chapochnikov, nouveau ministre, mais tout de même à plus de 50 %, ce qui ne s'était jamais produit en si peu de temps depuis des dizaines d'années. Ainsi que l'a précisé lundi le général Iouri Rodionov, nouveau chef de la direction des cadres, neuf membres de ce collège ont été écartés sur dix-sept : il s'agit du ministre de la défense, le maréchal Iazov, de ses trois premiers adjoints, les généraux Kotchetov, Moïseïev et Chliag, et, parmi les vice-ministres, des commandants de l'armée de terre (le général Varennikov), de la défense antiaérienne (le général Tretjak), de la défense civile (le général Govorov) et de l'ancien chef des cadres (le général Ermakov).

S'y ajoute le général Vladislav Aitchalov, qui avait été nommé vice-ministre en décembre dernier, chargé apparemment, avait alors exercé l'agence Tass, de l'adapta-

tion de l'appareil militaire à la nouvelle doctrine défensive prônée par le pouvoir civil. Parmi les grands commandants, les seuls qui sortent indemnes de l'opération sont aussi les plus anciens : l'amiral Tchernavine (marine) et le général Maximov (fusées stratégiques) conservent leur poste sans interruption depuis les débuts de l'ère Gorbatchev en 1985.

Officiellement, deux seulement des officiers limogés, le maréchal Iazov et le général Varennikov, sont sortis pour cause de participation au putsch. Tous les autres sont partis soit « à leur demande » (le général Moïseïev), soit parce que leur poste a été supprimé (les généraux Aitchalov, déjà nommé, et Chliag, ancien chef de la direction politique de l'armée, connu pour ses opinions conservatrices), soit enfin en raison de leur « âge avancé » (les généraux Tretjak et Govorov).

Continuité aux affaires étrangères

Mais tous se trouvent avoir de sérieux problèmes de santé : le général Moïseïev, ancien chef d'état-major, doit « se présenter devant une commission de contrôle médical qui statuera sur sa mise à la retraite », et il en ira de même des généraux Chliag et Aitchalov, tous deux « à l'hôpital », a précisé le général Rodionov. Mais, tous jours selon ce dernier, cela n'empêchera pas une commission spéciale d'enquêter sur « le rôle de chaque officier supérieur pendant le

putsch ». Or cette commission est dirigée par le général Kobets, bras droit de M. Eltsine en matière de défense.

Des précisions sont également apportées par le général Rodionov, mis en place au ministère des affaires étrangères par le nouveau ministre Boris Pankine. Après le limogage de M. Kvitsinski, qui a été remplacé par M. Petrovski, un seul des anciens premiers vice-ministres reste en place : M. Anatoli Kovalev, nommé en 1986.

Parmi les vice-ministres, il faut ajouter au limogage, déjà annoncé, du responsable des cadres Valentin Nikiforov, celui de M. Iouri Vorontsov, ancien ambassadeur à Paris, puis à l'ONU, qui ne figure plus dans le nouveau « collège ». En revanche, les huit vice-ministres restant sont ceux qui avaient été nommés par M. Chevardnadze jusqu'à l'an dernier, à deux exceptions près : M. Iouri Derjabin, nommé après le putsch, et Valeri Nikolaïev, qui avait été recruté, en avril dernier, par l'ancien ministre Besmertnykh.

M. Nikolaïev a reçu pour mission de diriger le secrétariat exécutif du conseil des ministres des affaires étrangères de l'URSS et des Républiques, un organisme nouveau mis en place pour coordonner les « nouvelles diplomatie » des membres de l'Union. Onze Républiques ont participé à une première réunion de ce conseil, vendredi 13 septembre, a précisé le porte-parole du ministère.

MICHEL TATU

فكذا من الأصل

EN UNION SOVIÉTIQUE

Inquiétudes en Ossétie du sud

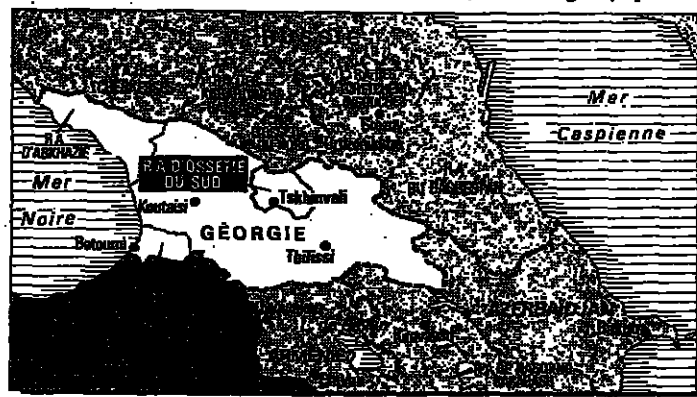
Suite de la première page

Au printemps dernier, une fois la police et les diverses milices géorgiennes repoussées de Tskhinvali, la ville resta aux mains des Ossètes et des soldats soviétiques qui les protégeaient. Les Géorgiens sont donc partis à l'exception des familles mixtes aux drames insolubles - ainsi que la plupart des Juifs, les Arméniens tantant de les suivre.

Mais les Ossètes eux-mêmes ne fuient pas vers l'Ossétie du

tous les deux à trois mois au maximum. En même temps, c'est parce qu'on ne peut supporter longtemps l'esprit de vengeance et la cruauté qui règnent ici, mais les Géorgiens évoquent souvent leur complicité et le trafic avec les Ossètes.

Une complicité aidée par le fait que les Ossètes, comme beaucoup de minorités au sein des Républiques périphériques de l'URSS, étaient plus russifiés, donc plus soviétiques que, en l'occurrence, les Géorgiens, qui ont



Nord, une République autonome adjacente, mais administrativement rattachée à la Russie. Des deux côtés habitent les mêmes descendants des Alains et des Scythes, majoritairement chrétiens et de langue géorgienne, qui revendiquent pour eux le territoire entier. Quand ceux du Sud ont commencé à parler d'être rattachés à ceux du Nord, les Géorgiens, déjà aux prises avec les velléités sécessionnistes des Abkhazes et des Adjars à l'ouest, des Abkhazes et des Arméniens à l'est, se sont mobilisés pour défendre au nord ce qui, pour eux aussi, est pure terre géorgienne.

Et ils l'ont fait de la manière la plus maladroite possible, venant par milliers en car manifester leur soutien aux Géorgiens de Tskhinvali. L'actuel président Gamsakhouria, alors dans l'opposition, condamnait ces « actions de masse », mais les partis qui forment son opposition actuelle, à de rares exceptions, y avaient aussi participé, de même d'ailleurs que les communistes, alors encore au pouvoir.

Les Ossètes ne l'oublient bien sûr pas, et l'opposition géorgienne se charge elle-même de leur rappeler en se prononçant très largement contre le rétablissement de l'autonomie politique de l'Ossétie du Sud. Et, a fortiori, contre toute sécession réclamée avec plus de force encore depuis ce jour.

Vers, infirmière à Tskhinvali, veut être « enrachée à l'Ossétie du nord, à la Russie ou au diable, mais surtout quitter ces Géorgiens qui se conduisent comme des bêtes ». Les récits d'actes de barbarie ne manquent ni d'un côté ni de l'autre. Ce sont toujours les « extrémistes » des autres qui les commentent, alors que chez soi il y a que le « peuple en armes » qui défend ses maisons.

On ne verra donc pas les combattants ossètes à Tskhinvali même si la lumière d'un bâtiment est brusquement éteinte la nuit parce qu'une patrouille doit passer pour rejoindre son poste de garde aux abords de la ville et qu'il ne faut pas attirer l'attention des troupes géorgiennes, « embusqués sur les collines alentour ». La nuit sera calme, avec quelques coups de feu isolés. Deux jours auparavant, Tskhinvali a été bombardé par des obus, sans interruption de 3 heures à 5 heures du matin : « On pouvait voir une allumette par terre et toutes les maisons trembler ». Les blessés sont à l'hôpital. Le mort a été enterré dans la cour de l'école numéro 5, transformée en nouveau cimetière réservé aux victimes des Géorgiens, car l'ancien est sur les collines, inaccessible sous le feu ennemi. Ce sera ici la quarante-deuxième tombe de l'année 1991.

Visages tuméfiés

A l'hôpital, il y a aussi une demi-douzaine d'Ossètes pris en otage et libérés ces derniers temps. Gersan se remet de coups de couteau dans le ventre; les côtes et son oreille à moitié détachées se recollent. Orisha, plus âgé, a encore le dos noir, un oedème arraché et la figure tuméfiée. Il transportait du ciment vers un village ossète séparé de Tskhinvali par plusieurs villages géorgiens. Sa femme est pourtant géorgienne et il connaît tous les habitants de ces villages pour les avoir approvisionnés des années durant. Mais chaque camp a besoin maintenant d'otages pour les échanges. Les soldats soviétiques et la police géorgienne - ne dépendant plus de Moscou - se font les intermédiaires de ces marchandages.

Les Soviétiques sont présents, avec un bataillon des forces du ministère de l'Intérieur doté d'une vingtaine de blindés. Il y a aussi un groupe d'enquêteurs « qui ne sert à rien en l'absence de procureur ou de lieux de détention », selon un de ses membres. Ces soldats-policiers sont remplacés

des institutions culturelles plus développées. Le pouvoir soviétique y trouve son compte et, dans le centre de Tskhinvali, on trouve toujours l'avenue Staline croisant l'avenue Lénine, alors que le journal local continue à s'appeler *Ossétie soviétique*.

Beaucoup de monde y aurait accueilli avec joie la nouvelle du putsch à Moscou le 19 août, et les scellés posés sur les locaux du Parti communiste semblent bien symboliques. Pourtant, les Ossètes ne sont pas plus connus dans l'Union que d'autres : leur seul problème est de savoir si Boris Eltsine va les soutenir comme le faisait jusqu'ici M. Gorbatchev, même s'ils trouvaient que ce dernier le faisait insuffisamment et que les putschistes auraient été plus fermes.

Le président géorgien, comme il l'avait fait après sa rencontre avec M. Eltsine au printemps, à la frontière entre deux républiques, a encore affirmé après le putsch que le président russe « soutient totalement la Géorgie sur la question de l'Ossétie », et ses paroles dépassant encore une fois sa pensée - comme l'expliquent ses adjoints aux étrangers - il a évoqué une prochaine « solution finale » de cette question. Une délégation affolée d'Ossètes s'est rendue auprès de M. Eltsine et en est revenue rassurée.

Trois comités du Parlement de Russie ont publié un texte dénonçant « l'irrespect du président géorgien envers le président russe », évoquant la nécessité du respect des droits de l'homme en Géorgie, et rappelant enfin que le président soviétique pourrait décréter l'état d'urgence dans les zones de Géorgie où des conflits éclatent. Ce fut un tollé en Géorgie.

L'opposition craint avant tout ce prétexte servi à M. Gamsakhouria pour dénoncer dans la Russie de Boris Eltsine un Etat impérialiste opposé à l'indépendance de la Géorgie. Cela lui permettrait de sortir de ses problèmes actuels en lançant moralement toute la Géorgie à la défense de ses frontières, non sans trépasser au passage les démocrates géorgiens.

Le Parti national-démocrate géorgien a déjà demandé à M. Eltsine d'observer la plus grande réserve sur cette question, en affirmant que, lorsque l'opposition serait au pouvoir en Géorgie, tout serait réglé démocratiquement. La réserve est certainement nécessaire, mais la promesse un peu rapide, d'autant plus que le chef de ce parti, M. Tchakouria, disait encore la semaine dernière qu'il était contre le rétablissement de l'autonomie politique de l'Ossétie du Sud.

Il était en cela moins démocrate qu'un vieil officier de police géorgien, « issu du système communiste », disait-il lui-même, non pour s'en glorifier, mais pour s'excuser d'avoir néanmoins un avis politique, et qui confiait à mi-voix, sur une route de Tskhinvali, qu'il était, lui, en faveur du rétablissement de cette autonomie après un long et patient travail de désarmement des milices des deux bords. Car, disait-il, « si on nous prend l'Ossétie, ce sera la guerre et je crois bien que je la ferais alors moi-même ».

SOPHIE SHIHAB

■ AZERBAÏDJAN : gérance policière des combats avec des Arméniens. - Quatorze policiers azerbaidjaniens ont été tués lors de heurts avec des Arméniens, samedi 14 septembre, près du village de Verichen, à la frontière du Haut-Karabakh, région peuplée majoritairement d'Arméniens qui a récemment proclamé son indépendance vis-à-vis de l'Azerbaïdjan. L'agence soviétique Interfax, qui rapporte ces faits en citant le ministère arménien de l'Intérieur, ne précise pas si les Arméniens ont subi des pertes. - (Reuters).

La Russie du malheur et de la dignité

SAINT-PETERSBOURG

de notre envoyé spécial

Combien y a-t-il de Russes? Déjà, si l'on quitte Saint-Petersbourg, un peu au hasard, on en trouve une autre, à moins de cinquante kilomètres de la cathédrale Saint-Isaac et du Palais d'Hiver. Aziki est au bord du petit lac de Karkinskoe, un peu à l'écart de la route de Mourmansk.

C'est là que vivent Michel Ivanovitch Stepanov et son épouse Sonia Modarisovska. Lui est né ici, quand une vingtaine de maisons disséminées composaient le village. Elle, vient de la lointaine Bachkirie, dans l'Oural. Ils ont cinquante-neuf ans.

Ils ne le disent pas, mais ils sont la Russie du malheur et de la dignité. Michel Ivanovitch a perdu les deux jambes à la fin de la seconde guerre mondiale, blessé par une voiture à Leningrad où il avait survécu au blocus. Tout cela ne faisait de lui qu'un petit, petit pensionné civil : 41 roubles par mois au début, 190 aujourd'hui. Alors il a trouvé un emploi, dès la guerre finie, « en ville », brièvement, puis plus près, au sovkhos, depuis 1949. En travaillant, pour presque rien, comme tourneur, il a eu droit, en 1969, à vingt-cinq ares de terre qu'il exploite encore; c'est « un bon potager ». Le sovkhos, il y travaille toujours. Il reçoit en moyenne 350 roubles par mois. Avant, il avait des bêtes. C'était trop fatigant. Il n'élève plus que des poules mais la nourriture des animaux est un casse-tête : le sovkhos refuse désormais d'en donner.

Les Stepanov ne disent pas que l'argent manque. C'est vrai, il en ont, avec, en plus, la pension (100 roubles) de Sonia Modari-

sovska, elle aussi handicapée par des maladies chroniques. Mais il y a trop de choses « qui n'arrivent pas d'augmenter ». La voiture spéciale pour invalides de Michel Ivanovitch est en panne. On ne la répare pas : trop cher. Avant, si l'on vendait au sovkhos deux tonnes de pommes de terre, à un rouble le kilo, on avait le droit d'acheter des produits subventionnés au magasin d'Etat. Mais deux tonnes, ils n'ont plus la force de les produire et le prix d'achat est dérisoire. Ils font moins de pommes de terre et il les gardent.

Sonia a trait les vaches pendant cinq ans dans un kolchoze puis au sovkhos. Après, elle n'en pouvait plus. Elle a élevé les trois enfants. Le dernier vient de partir au service militaire : c'est ennuyeux car il aide à la maison. Les jeunes rient de Sonia parfois, parce qu'arrachée de l'école par la guerre, elle ne sait pas écrire. Sonia pleure : « Toutes ces choses qui me tourmentent... »

«Staline c'était l'ordre»

La coupe est pleine en effet depuis longtemps : l'évacuation forcée vers l'Oural, quand Leningrad desserra l'étouffement; le retour longtemps différé, après la guerre; l'appartement d'avant-guerre occupé par d'autres et impossible à récupérer; la famille de sept enfants dispersée par cette quête sans fin de logement... C'est ainsi depuis quarante ans. Un de ses frères vient de mourir, un autre a supplié les autorités de le laisser occuper l'appartement du mort, mais elles n'ont pas voulu.

Michel et Sonia, eux, se sont débrouillés. Michel a construit lui-même la maison : une

petite pièce de séjour, trois minuscules chambres, avec des rondins récupérés dans des maisons abandonnées. Quand la maison a un peu brûlé, il l'a refaite. Comme il est astucieux, il a même bricolé un petit chauffage central au bois. Près de la chaudière, Sonia fait sécher de la menthe, des églantines, du millepertuis, « toutes les plantes qui guérissent ». Dans sa famille, presque tout le monde a de l'asthme.

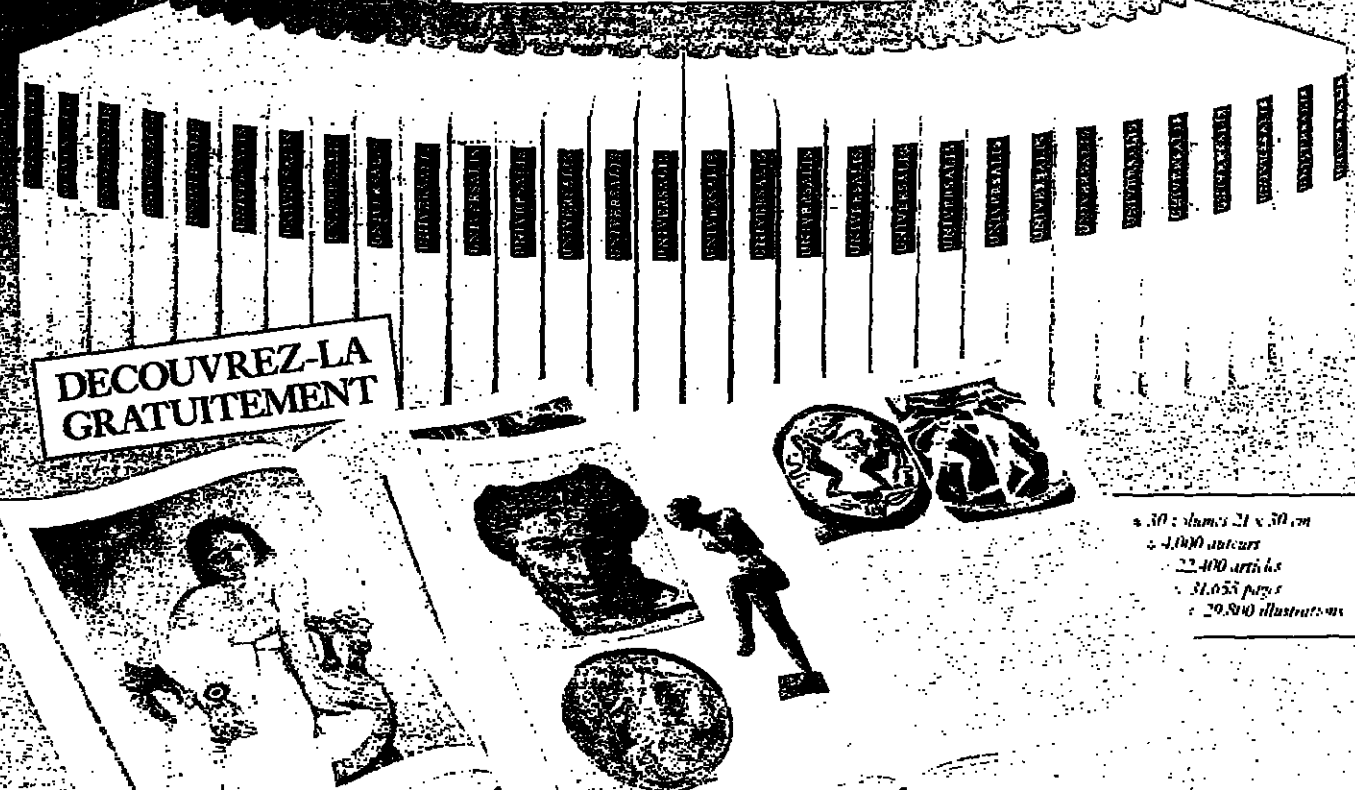
Après la guerre, le village a changé. L'Etat a installé l'électricité. C'est ainsi qu'ils ont pu avoir la télévision rapidement. « Les événements », ils les ont vus, bien sûr, à la télévision. « Moi ça ne me touche pas » dit Michel. Sonia s'est inquiétée pour les deux enfants qui vivent en ville : « J'ai eu peur qu'ils soient dans ces manifestations... »

Sonia ne comprend pas le changement de nom de la ville : « Pour moi, ça doit être comme pendant le blocus : Leningrad. Saint-Petersbourg, je ne connais pas ce nom. » Michel Ivanovitch renchérit : « Leningrad ! Leningrad ! le blocus ! Autrement on criait : pour la patrie, pour Staline, pour Lénine ! Cela nous a donné la force de vivre dans cette période tellement difficile. Il est un peu nostalgique : « Staline c'était l'ordre, maintenant c'est le désordre. Sous Staline, c'était plus calme, maintenant il y a plus de clochards, plus de criminels, on vole même carottes et pommes de terre dans les champs... »

Les maisons sont isolées les unes des autres et entourées d'une foule de petites baraquas bisonnées. En hiver, Sonia a peur. Aujourd'hui, elle est contente d'avoir un peu parlé de « tout ce qui la tourmente ». Il faut revenir, disent-ils, la maison est ouverte.

MICHEL KAJMAN

NOUVELLE ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS L'EVENEMENT



DECouvrez-LA GRATUITEMENT

Plus que jamais, la plus grande et la plus récente.

Refonte en profondeur, actualisation de toutes les données, nouveaux thèmes de réflexion à l'aube du XXI^e siècle... la Nouvelle Encyclopédia Universalis prend des années d'avance dans le domaine du savoir ! Et ceci tout en conservant ses grandes originalités : sa structure en 3 parties... le niveau élevé de ses 4.000 auteurs : Prix Nobel, membres de l'Institut, académiciens... son service d'actualisation annuelle... Découvrez vite combien elle est pratique et accessible. Combien elle répond à vos exigences de savoir et de culture. Combien elle sait vous surprendre, vous passionner et vous divertir.

PRIVILEGES ET CADEAUX

Votre documentation vous dit tout, également, sur les nombreux Privileges qui vous sont actuellement réservés : facilités de paiement. Livraison gratuite de tous vos volumes en une seule fois dès un premier versement. Privilege d'actualisation annuelle. Privilege Universalis à vie... et même deux cadeaux d'une valeur de 992 F !

CELE-ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS. Libre Réponse 19 73, 73342 PARIS CEDEX 07.

Votre documentation GRATUITE

vous sera envoyée par la poste. Cette documentation comporte notamment une magnifique brochure de 34 pages, abondamment illustrée en couleurs et imprimée sur un luxueux papier glacé. Elle vous présente en détail la Nouvelle Encyclopédia Universalis en 30 volumes avec de passionnants exemples d'articles.

SANS ENGAGEMENT

BON POUR UNE DOCUMENTATION GRATUITE

OUI, envoyez-moi gratuitement, par la poste, une documentation complète sur la Nouvelle Encyclopédia Universalis en 30 volumes et sur les conditions privilégiées de souscription qui me sont réservées. Il est entendu que cela ne crée aucune sorte d'engagement pour moi.

☐ M.
 ☐ Mme Nom _____

☐ Mlle

 Prénom _____

 N° _____ Rue _____

 _____ Localité _____

 Code postal _____

Postez vite ce Bon sous enveloppe non affranchie : CELE-ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS. Libre Réponse 19 73, 73342 PARIS CEDEX 07.

DIPLOMATIE

En visite pendant trois jours dans les Länder de l'Est

M. Mitterrand aura l'occasion de mettre un terme à la crise de confiance franco-allemande

M. François Mitterrand se rendra, du 18 au 20 septembre, dans l'est de l'Allemagne pour une visite qui n'aura rien de facile. Non que l'accueil doive manquer de chaleur. Les Allemands de l'ex-RDA, qui ont conscience de devoir rattraper le temps perdu aussi dans le domaine de l'intégration européenne, sont tout disposés à montrer qu'ils peuvent être aussi bons partenaires que les « wessis » de l'ancienne Allemagne de l'Ouest. Mais cette visite intervient alors que les relations entre la France et l'Allemagne réunifiée traversent, vu d'outre-Rhin, une crise de confiance.

BERLIN

de notre correspondant

M. Mitterrand répond à une invitation que lui avait faite M. Richard von Weizsäcker lors de sa dernière visite à Paris. Il vise à montrer que Paris a fini par s'accommoder de l'unification et est intéressé à aider l'est de l'Allemagne à surmonter ses problèmes d'intégration économique et sociale. Car les critiques dont il a été l'objet en France ont conforté certains Allemands dans l'idée que le chef de l'Etat français n'est plus seulement le héros de la construction européenne mais est préoccupé d'endiguer la nouvelle puissance allemande.

M. von Weizsäcker, qui accompagnera M. Mitterrand dans son périple, a essayé la semaine dernière de mettre un peu de baume sur les plaies. Il a affirmé que l'on comprendrait très bien à Bonn que l'unification et l'abandon par la France et la Grande-Bretagne des prérogatives que leur conférait en Allemagne leur statut de puissances victorieuses de la deuxième guerre mondiale, étaient pour elles un moment difficile à passer.

Compassion et ironie

Il a souligné que les événements d'URSS et d'Europe de l'Est ne modifieraient pas l'ancrage de la nouvelle Allemagne dans l'Europe de l'Ouest. Mais il a clairement revendiqué aussi une responsabilité particulière de son pays, en raison de sa situation géographique, dans le nouveau paysage politique européen. Et il a, au passage, ouvertement critiqué le signal négatif adressé aux pays d'Europe centrale par la France, qui a refusé d'entrouvrir les frontières communautaires à leurs exportations agricoles.

M. Mitterrand, le « sphinx » de jadis, n'a pas su se faire d'avoir si bien su amadouer un chancelier Kohl affublé d'un titre de « chancelier de la République », de son prestige. L'ancienne Allemagne de l'Ouest avait besoin de Paris

pour secouer une tutelle américaine devenant bien pesante et s'essayer à plus de liberté. Ayant soit de plus de souveraineté, elle entrevoit de la conquête en tant que dans le cadre européen. La main tendue par François Mitterrand au chancelier Kohl au-dessus des tombes de Verdun était la bienvenue.

Le rattachement du président français à la tradition gaullienne, sa défense des valeurs culturelles européennes, son goût pour les mises en scène grandiloquentes, séduisent une opinion publique allemande en quête d'identité. On crut la première brigade mixte franco-allemande et on tenta de contourner le problème de la suprématie nucléaire française en définissant des modes de consultation sur les plans d'emploi de la force de frappe.

Mais, depuis deux ans, depuis l'effondrement du régime communiste est-allemand, les faux pas de la politique mitterrandienne à l'égard de l'Allemagne sont ressortis outre-Rhin avec un mélange de compassion et d'ironie plus que de véritable colère. A la recherche de son nouveau rôle, l'Allemagne a trop peur de son ombre pour ne pas comprendre les méfiances des autres.

Critiques et proclamations

« Que le président de la France ait essayé après la chute du mur de construire avec Mikhaïl Gorbatchev une barrière contre une unification allemande trop rapide, on peut après tout le comprendre. Dans la République fédérale non plus, il ne manquait pas de voix qui auraient préféré un rapprochement plus lent à une réunion précipitée des Allemands », écrivait début septembre Christoph Bertram, dans un éditorial de l'hebdomadaire Die Zeit.

Mais depuis lors, l'histoire a pris le président français un peu trop souvent à contre-pied, soulignant, en regrettant que l'engagement européen de M. Mitterrand soit « tombé en panne ». Le chef de l'Etat français, estime l'auteur, résumant une opinion répandue, semble « penser plus dans les termes de l'époque de l'entre-deux-guerres que dans ceux de l'an 2000. (...) Mitterrand a tendance à vouloir s'en tenir à l'ancien alors que l'époque demande un ordre nouveau ».

Les critiques ont été relancées ces derniers jours dans la presse allemande, en écho aux attaques dont M. Mitterrand est l'objet en France même. Le président de la République avait pu d'ailleurs se rendre compte en personne de l'état d'esprit ambiant, en juillet, en Bavière. Il s'était alors vivement irrité des questions des journalistes allemands qui lui prêtaient l'intention de vouloir, coûte que coûte, s'en tenir au statu quo en Yougoslavie ou chercher à ranimer les vieilles alliances d'avant-guerre avec les Polonais et les Tchèques contre l'Allemagne.

Erreurs de communication ou

maladresses révélatrices. Paris a multiplié ces derniers mois les mauvais signaux, comme les déclarations de M. Cresson à son arrivée à Matignon sur un « défi allemand » à relever. En matière de défense, le retrait décidé unilatéralement des troupes françaises d'Allemagne avait déçu l'année dernière les plus européens. Bien que relativisée depuis par M. Mitterrand lui-même, la perspective de la mise en service des missiles nucléaires Hades, dont on imagine qu'ils ne pourraient être tirés que sur le sol allemand, est venue relancer les incertitudes sur l'engagement français pour une véritable politique européenne de défense.

M. Mitterrand « veut lier l'Allemagne dans une alliance européenne militaire tout en laissant l'engagement de son propre pays dans l'incertitude », écrivait la *Süddeutsche Zeitung*, le 12 septembre. Les critiques allemandes ne font il est vrai pas toujours dans la nuance. Il est commode pour les éditorialistes de continuer à écrire, sans se soucier des réalités, que le gouvernement de la France centralisatrice ne peut être que favorable à une Yougoslavie jacobine et serbe, ou de brocarder les dérobades françaises sur les exportations agricoles de l'Est. Cela permet de mettre en valeur une Allemagne qui, derrière un activisme incessant et de grandes proclamations, est plus préoccupée pour l'heure de sa propre image que d'une politique vraiment efficace. Le reflet renvoyé par une France qu'on juge enlisée dans ses « préjugés antiallemands », et dont on pressent qu'elle ne peut plus prétendre au rôle central en Europe, sert de contrepoint aux interrogations sur le poids réel de la nouvelle Allemagne.

Les voix ne manquent pas en Allemagne pour regretter l'apparente paralysie élyséenne du moment. « Sans engagement français, sans une volonté française de tenir le flambeau, la Communauté européenne ne résistera pas à l'épreuve », écrit encore Christoph Bertram. L'intérêt suscité par les spéculations françaises sur l'avenir politique de M. Jacques Delors, crédit d'une bonne compréhension de l'Allemagne et d'un sens des réalités européennes, va dans la même direction.

La visite de M. Mitterrand dans l'est de l'Allemagne peut être une occasion de redresser en partie la barre. Visitant Berlin-Est après l'effondrement du mur en décembre 1989, M. Mitterrand avait donné l'impression de vouloir freiner la réunification en apportant son soutien au dernier chef de gouvernement communiste de l'ex-RDA, M. Hans Modrow. Depuis, l'importance de l'engagement français dans les nouveaux Länder, dans le domaine culturel, et celui des investissements, est cependant venu témoigner que la coopération franco-allemande est plus solide qu'elle en a parfois l'air.

HENRI DE BRESSON

Le ministre-président de Saxe à Paris. A l'occasion d'une visite à Paris, lundi 16 septembre, M. Kurt Biedenkopf, ministre-président de la Saxe, nouveau Land de l'Allemagne unifiée, a rappelé que l'intégration économique de l'ex-RDA et des nouvelles démocraties d'Europe centrale n'était pas seulement un problème allemand mais devait impliquer toute la Communauté. M. Biedenkopf a proposé la création d'une « région économique européenne » comprenant la Saxe, la Silésie et la Bohême, et qui serait sous tutelle française, car, a-t-il ajouté, « l'Allemagne ne peut pas et ne doit pas, compte tenu de son passé, s'en charger seule ».

Le président allemand M. Ratzke reçu par M. Mitterrand. Le président allemand M. Ratzke, était attendu mardi 17 septembre, à Paris, pour la signature de la Charte de Paris de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Il devait être reçu par M. Mitterrand et par le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas. L'Allemagne a été officiellement admise au sein de la CSCE lors de la réunion des ministres des affaires étrangères à Berlin, le 20 juin dernier. Elle doit donc signer tous les documents officiels adoptés par les autres participants (l'Europe plus les Etats-Unis et le Canada), depuis l'acte final d'Helsinki du 1^{er} août 1975 jusqu'à la Charte de Paris adoptée lors du sommet de la CSCE en novembre dernier.

Outre l'élection d'un nouveau secrétaire général

Les problèmes posés par l'éclatement de l'URSS domineront la quarante-sixième session de l'ONU

L'assemblée annuelle des Nations unies devait commencer ses travaux mardi 17 septembre, en procédant à l'élection de son président et à l'admission de sept nouveaux pays-membres, dont les pays baltes. Mais le véritable débat s'ouvrira le 23 septembre avec l'intervention de M. Bush.

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Si la nomination du secrétaire général figure bien dans la liste des 142 points à l'ordre du jour de la quarante-sixième session de l'ONU qui s'est ouverte, mardi 17 septembre, au siège de l'Organisation, le dossier soviétique est officiellement hors-sujet des travaux de l'Assemblée générale.

Et pourtant les quelque trente chefs d'Etat et la centaine de ministres qui vont se succéder à la tribune ne pourront l'éviter. D'abord parce que, après l'avis favorable du Conseil de sécurité, ils devaient se prononcer, dès le premier jour de la session, sur le projet d'admission de la Lituanie, de l'Estonie et de la Lettonie, qui, avec les deux Corées, les îles Marshall et les Etats fédérés de Micronésie, porteront à 166 le nombre des pays membres.

Ensuite à cause des questions vitales que pose, dans toutes les instances de l'ONU, la nouvelle Union soviétique. Qui va occuper le siège de l'Union soviétique au Conseil de sécurité ? Les autres Républiques qui ont réclamé leur indépendance vont-elles également faire acte de candidature ? Dès le 23 septembre, M. Bush donnera le ton. Le président américain devrait prononcer un important discours - le premier devant la communauté internationale depuis les bouleversements intervenus à Moscou - pour expliquer le diplomatie de Washington.

Les pays membres devaient, d'autre part, procéder dès le premier jour à l'élection de celui qui, pendant un an, présidera les travaux de l'Assemblée générale. Après le retrait de la candidature chypriote, et le peu de poids accordé à celle du Yémen (non pas tant en fonction de la personnalité de l'ambassadeur yéménite à l'ONU que du soutien apporté par ce pays à l'Irak durant la crise du Golfe), seuls

restaient véritablement en lice le ministre des affaires étrangères de Papouasie Nouvelle-Guinée, Sir Michael Thomas Somare, et l'ambassadeur d'Arabie saoudite aux Nations unies, M. Samir S. Shihabi. En dépit de l'intense activité de sensibilisation à sa cause déployée par ce dernier à l'approche du scrutin, le représentant papou des 3,6 millions d'habitants de cette île du Pacifique sud semblait près de l'emporter.

Le prince Sadrudine en bonne position

L'élection du nouveau secrétaire général, un poste d'une tout autre importance reposant sur un mandat de cinq ans renouvelable, apparaît, en revanche, beaucoup plus disputée. Depuis que M. Javier Perez de Cuellar, âgé de soixante et onze ans, a confirmé qu'il ne souhaitait pas briguer un troisième mandat, plusieurs noms ont été avancés, mais aucun ne se dégage.

Aux six candidats présentés par l'Afrique, un continent qui n'a encore jamais occupé le poste et parmi lesquels figure M. Boutros Ghali, vice-ministre égyptien des affaires étrangères et l'un des personnalités clés des accords de Camp David conclus entre Le Caire et Jérusalem, se sont ajoutés d'autres candidatures.

L'une des plus plausibles est celle du prince Sadrudine Aga

Khan, cinquante-huit ans, ancien commissaire aux réfugiés des Nations unies qui a été chargé par M. Perez de Cuellar de la coordination de l'aide humanitaire dans le Golfe. Déjà candidat en 1981, le prince, qui avait le soutien des Etats-Unis - ce qui est toujours le cas - avait recueilli plus de voix que l'ancien ministre péruvien des affaires étrangères à qui le poste devait finalement échoir. Seul un veto soviétique lui avait alors barré la route.

Au-delà des questions de succession, cette quarante-sixième session, à laquelle devraient participer le père Jean-Baptiste Aristide, qui cherche à resserrer les liens unissant Haïti aux Etats-Unis (et au FMI), et le prince Norodom Sihanouk, à la tête d'une délégation composée des quatre factions cambodgiennes, sera aussi pour Cuba l'occasion de poser la question de l'embargo américain.

En revanche, l'un des traditionnels points chauds de chaque assemblée, le conflit israélo-arabe, ne sera évoqué cette fois que du bout des lèvres. M. Perez de Cuellar l'a d'ailleurs à peine mentionné dans son rapport annuel publié peu avant le début de la session. Signe que le dossier lui semble de peu d'intérêt maintenant qu'il en a été desaié au profit de l'initiative américaine soutenue par Moscou.

SERGE MARTI

« Optimisme modéré » à New-York à l'ouverture des pourparlers sur la paix au Salvador

Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, a rencontré séparément, lundi 16 septembre à New-York, le président salvadorien Alfredo Cristiani et les chefs de la guérilla du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), pour tenter de relancer les négociations de paix engagées en avril 1990 sous l'égide de l'ONU et bloquées depuis juillet dernier. M. Perez de Cuellar avait proposé « plusieurs idées » sur un ordre du jour des pourparlers et sur un calendrier visant à mettre fin à la guerre civile, qui a fait près de 80 000 morts au Salvador ces onze dernières années. Les entretiens

devaient se poursuivre mardi et pourraient même être prolongés, compte tenu du climat d'« optimisme modéré » dans lequel ils se déroulent.

Au cours des derniers mois, les négociations ont permis la signature d'accords sur la protection des droits de l'homme et sur des réformes constitutionnelles mais n'ont abouti à aucune réorganisation des forces armées, selon la guérilla, qui a décidé une trêve pour la durée des discussions à New-York. Les responsables du FMLN ont estimé que ceux de l'armée avaient estimé « peu probable » la conclusion rapide d'un cessez-le-feu. (Reuters, AFP, UPI.)

Le sommet de l'Union du Maghreb arabe à Casablanca

Le Maroc n'a pu obtenir le soutien de ses partenaires sur la question du Sahara occidental

Il aura fallu plus de deux ans et demi à l'Union du Maghreb arabe (UMA) pour se trouver un siège et un secrétaire général. Hassan II a, en effet, obtenu à l'arraché de ses pairs maghrébins (1), réunis à Casablanca, dimanche 15 et lundi 16 septembre - en l'absence du colonel Kadhafi - qu'ils combient enfin ce double vide. C'est ainsi que l'UMA installera son siège au Maroc avec, à sa tête, un secrétaire général tunisien (2).

CASABLANCA

de notre envoyé spécial

La Tunisie, qui cherchait une juste compensation à ses déboires, était candidate pour le tout. N'avait-elle pas accueilli pendant onze ans la Ligue arabe, y plaçant l'un des siens comme secrétaire général, avant que celle-ci ne regagne l'Egypte en début d'année? Elle a dû s'opposer au Maroc, qui a porté l'UMA sur les fonts baptismaux, en 1989 à Marrakech, et qui, au moment où s'engageait de grandes manœuvres autour de la question du Sahara occidental, entendait reprendre l'initiative diplomatique.

Hassan II eût d'ailleurs souhaité que l'affaire du Sahara occidental soit inscrite à l'ordre du jour de ce sommet et que ses pairs de l'UMA se montrent solidaires de la cause marocaine. A cette occasion, la presse locale avait invité le

Maghreb à « prendre une fois pour toutes ses distances avec la dérive sécessionniste », représentée par le Front Polisario, à gommer les effets d'« affrontements stériles entre les pays de la région », qui ont « entravé le processus unioniste ».

Peine perdue : les partenaires du Maroc se sont sagement retranchés derrière le plan de paix de l'ONU, qui doit aboutir à l'organisation, début 1992, d'un référendum d'autodétermination. On souligne ainsi, dans les milieux autorisés algériens, qu'« il appartient aux Nations unies d'achever le processus de décolonisation du Sahara occidental », étant entendu qu'il convient de « trouver une solution qui donne satisfaction à tous ». On évoque ainsi un possible « rapprochement entre les deux parties, qui leur permettrait d'aller ensemble au référendum ».

Pessimisme pour le Proche-Orient

A propos du Proche-Orient et du plan de paix américain, les chefs d'Etat maghrébins s'en sont tenus à des généralités, jugeant plus sage de connaître au préalable la position de l'OLP, qui réunit, à partir du 23 septembre à Alger, son conseil national. Il leur a aussi paru préférable de ne pas interférer dans la visite que Hassan II, président en exercice de l'UMA, doit rendre au président Bush, le 26 septembre, à la Maison Blanche.

Les Etats-Unis, par la voix du secrétaire d'Etat, M. James Baker, lors d'une récente tournée en Algé-

rie, au Maroc et en Tunisie, avaient offert à l'UMA un siège d'observateur à la conférence de paix sur le Proche-Orient. Mais avant d'accepter cette proposition, les dirigeants maghrébins voulaient voir plus clair. « Cette participation n'est pas une fin en soi, elle n'est pas essentielle pour faire progresser le processus de paix », explique M. Lakhdar Brahimi, le chef de la diplomatie algérienne. La recherche de ce qu'il appelle un « compromis historique entre les Arabes et Israël » peut, à son avis, « se faire avec ou sans nous ».

S'il la considère comme un « exercice utile », M. Brahimi n'attend pas « grand-chose » de la nouvelle mission de M. Baker au Proche-Orient. Même son de cloche pessimiste du côté marocain. Dans un entretien publié lundi par la *Vie économique*, un hebdomadaire local, Hassan II estime que M. Shamir ne fera pas la paix « parce qu'il ne voudra pas donner l'impression qu'il a trahi sa promotion ; il est de la classe des centurions, il ne voudra pas se dégrader ». Et de conclure : « Shamir n'est pas d'habitude. Il passera la nuit à quel- qu'un d'autre, plus jeune... »

JACQUES DE BARRIN

(1) L'UMA rassemble l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie.

(2) Le sommet a, d'autre part, décidé la réorganisation des différents instituts de l'UMA : le Parlement en Algérie, l'instance judiciaire en Tunisie, la Banque d'investissement et de commerce extérieur en Tunisie, l'Université et l'Académie des sciences en Libye.

LE MONDE diplomatique

Septembre 1991

- **LA FIN DU POUVOIR COMMUNISTE EN URSS** : Reconstruire, par Ignacio Ramonet. - Les batailles à venir, par Jean-Marie Chauvier. - M. Gorbatchev et l'essence de la perestroïka, par Moshe Lewin. - M. Boris Eltsine et l'ordre nouveau, par Annon Kapeliouk. - Le chaudière des nationalismes, par Marc Ferro. - Sous l'œil de Washington, par Paul-Marie de La Gorce.
- **PROCHE-ORIENT** : Dangereuses colères nées de la dominance, par Jacques Berque. - La Turquie s'embourbe au Kurdistan, par Kendal Nezan.
- **CORNE DE L'AFRIQUE** : Une région en voie d'éclatement, par Philippe Leymarie. - En Ethiopie, des rivalités ethniques si anciennes, si profondes..., par Gérard Prunier.
- **AFRIQUE DU SUD** : Le Congrès de l'ANC fait confiance à M. Mandela, par Pierre Beaudet.
- **AMÉRIQUE LATINE** : L'Initiative pour les Amériques fait des inquiètes, par Jean-Marie Caroit.
- **SOCIÉTÉ** : Alerte, immigrés !, par Philippe Videler.

En vente chez votre marchand de journaux - 18 F

فكرنا من الأصل

سكنا من الاجل

SCIENCES • MEDECINE

Pauvres dinosaures

Pour les uns, l'extinction des dinosaures serait due à la chute d'une ou de plusieurs météorites géantes ; pour les autres, de gigantesques éruptions volcaniques en seraient la cause

Les dinosaures et les mammifères sont apparus à peu près au même temps, il y a environ 230 millions d'années. Pendant ces soixante-cinq millions d'années, les mammifères ont vécu sous la forme de toutes petites espèces fort discrètes alors que les dinosaures prospéraient et dominaient même le monde vivant. On en connaît actuellement quelque cinquante espèces, petites ou grandes, carnivores ou herbivores, bipèdes ou quadrupèdes, qui sont tous à tour apparues et ont disparu. Et on en découvre de nouvelles tous les ans. A la fin du crétacé, le dernier étage de l'ère secondaire, c'est-à-dire il y a 65 millions d'années (plus ou moins 300 000 ans), les dinosaures et d'autres espèces animales et végétales ont disparu alors que survivaient les mammifères, les oiseaux, les crocodiles, les tortues, de nombreux végétaux, etc.

Cette extinction massive, qui marque la fin du secondaire et le début du tertiaire, n'était ni la première, ni la dernière, ni même la plus importante de toutes celles qui, à diverses époques des temps géologiques, ont fait disparaître une bonne partie du monde vivant. On est sûr qu'il s'en est produit d'autres aux alentours de -570 millions d'années, de -350 millions d'années, de -235 millions d'années, de -195 millions d'années, de -65 millions d'années, de -37 millions d'années. Sans compter celle d'il y a 10 000 ans (à la fin de la dernière grande glaciation) lorsque ont disparu, notamment, les mammouths et divers autres gros mammifères (le Monde du 13 novembre 1989).

L'extinction la plus massive, par le nombre de groupes d'êtres vivants affectés (y compris ceux des minéraux marins), est celle de -252 millions d'années. Elle est -65 millions d'années en arrière de la dernière glaciation ; elle a même été récemment minimisée par J. David Archibald, de l'université de Californie à San-Diego, qui pense que

64 % des espèces animales y ont survécu et donc que 36 % seulement ont alors disparu.

On ne sait trop à quoi attribuer ces extinctions répétées. Jusqu'à présent, on ne peut pas les relier à de grandes variations climatiques ou à des régressions marines importantes. Et, curieusement, c'est l'extinction massive de -65 millions d'années - pas la plus importante donc - qui est la plus énigmatique et de controverse. Probablement parce qu'elle a fait disparaître les dinosaures, qui sont, sans nul doute, les animaux fossiles les plus populaires, les plus aimés du grand public de tous âges.

Des vagues de 500 à 1 000 mètres

En 1978, le physicien américain Luis Alvarez (prix Nobel en 1968) et son fils Walter, géologue, ont proposé l'hypothèse selon laquelle l'extinction massive de -65 millions d'années aurait été provoquée par la chute d'une énorme météorite. Ils avaient trouvé en Italie, en effet, que la mince couche géologique datant de cette époque était anormalement riche en iridium (40 à 55 parties par milliard) et en osmium (45 parties par milliard), éléments très rares sur la Terre (0,3 partie par milliard au maximum dans les sédiments «normaux») mais présents en relativement plus grandes quantités (500 et même plus parties par milliard) dans certaines météorites. Par la suite, la même anomalie en iridium et en osmium a été détectée en diverses régions de notre planète dans des minces couches géologiques du même âge. En outre, ces excès d'iridium et d'osmium sont accompagnés de cristaux de quartz ayant incontestablement subi les effets d'un choc très violent.

Dans le même temps, d'autres spécialistes envisageaient l'idée que l'extinction massive de -65 millions d'années pouvait avoir pour cause la gigantesque émission de laves (plus

d'1 million de kilomètres cubes) qui, à cette époque et en quelque 100 000 ans, ont recouvert 650 000 kilomètres carrés du Deccan d'une couche de basalte (les *trapps*) épaisse par endroits d'environ 3 000 mètres. La vapeur d'eau, le gaz carbonique et les composés soufrés, fortement émis en même temps que les laves, auraient pu produire des variations importantes du climat, fatales à nombre d'espèces vivantes.

Bien que la théorie volcanique ne pût expliquer la présence des quartz choqués et l'abondance relative d'iridium et d'osmium, aucune des deux hypothèses n'arrivait à «battre» l'autre. Mais à partir de novembre dernier, plusieurs découvertes sont venues renforcer la théorie de la météorite géante on de plusieurs météorites géantes qui pourraient être les morceaux d'un unique corps céleste.

On a d'abord trouvé dans le nord de la péninsule mexicaine du Yucatan la structure de Chicxulub, d'un diamètre probable de quelque 170 kilomètres, qui semble bien être la trace d'un impact d'une énorme météorite d'un diamètre de 10 à 15 kilomètres. La chute d'un gigantesque corps céleste dans la mer engendrant forcément un monstrueux tsunami (une onde qui, à l'approche de certaines côtes, s'élève en vagues de centaines de mètres). Dans le cas d'une météorite de 10 kilomètres de diamètre, les vagues auraient pu être hautes de 500 à 1 000 mètres.

Or, en 1988, Joanne Bourgeois, de l'université de Washington, avait trouvé sur les rives d'un petit cours d'eau du Texas les traces d'un énorme tsunami. Mieux encore, on a découvert que, dans le sud de Haïti, la fameuse couche enrichie en iridium

et en osmium contenait beaucoup de microtectites, c'est-à-dire de minuscules billes de verre provenant des effondrements très violents impact sur des roches terrestres. Les tectites de Haïti sont les plus grosses connues à ce jour (jusqu'à 8 millimètres de diamètre) parmi celles qui sont liées à l'événement de -65 millions d'années : elles ont pu, en effet, être datées avec une bonne précision : 64,5 millions d'années (plus ou moins 100 000 ans). Enfin, des études de la couche à iridium, osmium et tectites ont montré que sa texture est le résultat de plusieurs événements successifs : impact d'une énorme météorite et peu après quelque chose qui pourrait être le déferlement d'un gigantesque tsunami.

Deux autres structures

On connaît aussi dans l'Etat américain de l'Iowa la structure Manson, qui ne mesure «que» 35 kilomètres de diamètre mais à laquelle les données faites au début de 1989 ont donné un âge de -65,7 millions d'années (plus ou moins 1 million d'années). Et on vient de réviser la datation de la structure de Popigai (en Sibirie) : de -30 millions d'années, on est passé à -65 millions d'années.

La conjonction de ces nouvelles arguments ne convainc pas tous les tenants de la théorie volcanique. Ces derniers, même s'ils ne peuvent dire en combien de temps (de 0 à 500 000 ans) s'est produite l'extinction massive de -65 millions d'années, font remarquer que les énormes quantités de poussière, forcément projetées dans la stratosphère par l'impact de gigantesques météorites, sont non moins forcément retombées après un délai relativement bref, pas assez long en tout cas pour avoir provoqué un «hiver météoritique» suffisamment long pour faire disparaître de nombreuses espèces vivantes.

Mais il ne faut pas oublier qu'à l'obscurcissement plus ou moins long - ou plus ou moins bref - du ciel sont sûrement venus s'ajouter les ravages monstrueux faits par le tsunami sur les continents, les incendies planétaires dont on retrouve les traces incontestables dans la couche à iridium et les répercussions qu'une ou plusieurs chutes de météorites géantes ont dû avoir dans l'atmosphère basse et haute.

A l'International Conference on Near-Earth Asteroids, qui s'est tenue en Californie du 30 juin au 3 juillet, P. Hut (Institute of Advanced Study de Princeton), Eugene M. Shoemaker (US Geological Survey), Walter Alvarez et A. Montanari (université de Californie à Berkeley) ont fait une communication très intéressante sur l'éventuelle multiplicité de chutes de météorites géantes. Pour ces quatre chercheurs, on peut imaginer qu'une comète de 20 kilomètres de diamètre s'est divisée en nombreux fragments - comme cela arrive à 3 % des comètes connues - et que des morceaux sont tombés sur la Terre à des intervalles de temps rapprochés (de un jour à plusieurs années). D'énormes projections de poussière se seraient ainsi succédées. Les auteurs de la communication reconnaissent honnêtement que le scénario qu'ils proposent doit être fort rare, même à l'époque lointaine de l'ère secondaire (-245 à -65 millions d'années) puisque l'essentiel des chutes des énormes météorites qui ont contribué à la formation de la Terre s'est produit entre -4,6 milliards d'années (période où s'est constitué le système solaire) et -3 milliards d'années.

Certes, trois impacts seulement ont été retrouvés à ce jour pour les alentours de -65 millions d'années. Mais il ne faut pas oublier que les océans couvrent la plus grande partie de la planète (71 % actuellement) et donc qu'il y a eu beaucoup plus de chutes de météorites dans l'océan que sur les continents. En outre, les fonds

océaniques se renouvellent constamment : les nouveaux se créent, tandis que les anciens disparaissent dans les profondeurs de la Terre. Enfin, sur les continents, les cratères marquant l'impact des météorites sont peu à peu effacés par l'érosion : les traces des «vieux» cratères sont difficilement repérables.

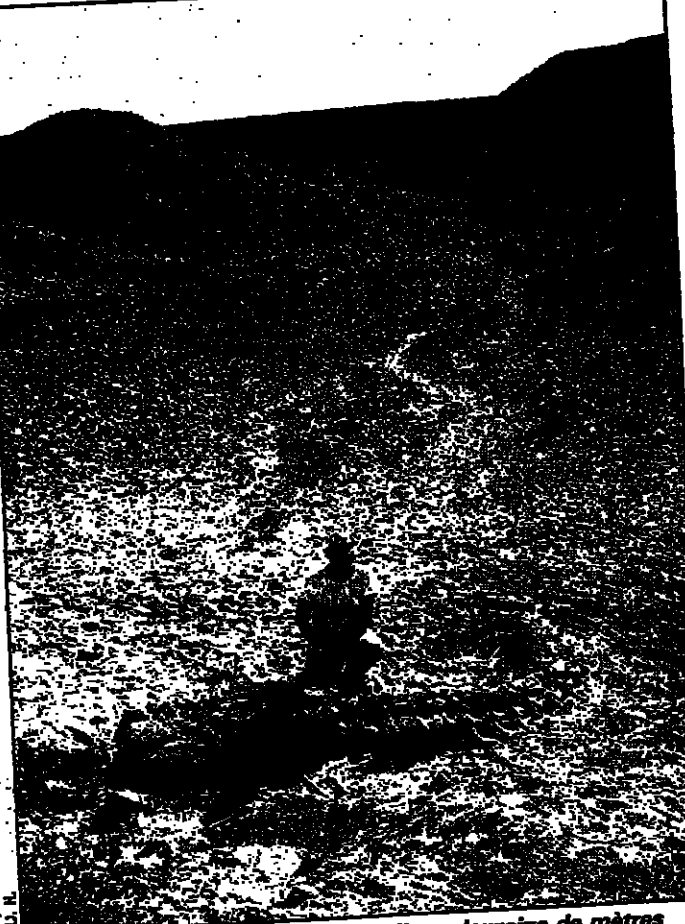
Une dernière découverte «troublante» a été annoncée dans le numéro du 22 août de l'hebdomadaire britannique *Nature* par David Brex Carlisle (Environment Canada) et Dennis R. Brannan (Royal Tyrrell Museum, Drumheller, Alberta) : ces deux chercheurs ont trouvé, dans la couche à iridium d'un site de la province canadienne de l'Alberta, des diamants minuscules (de 3 à 5 millimètres de diamètre) comme on en connaît dans les météorites carbonées. Pour Claude Perron (Muséum national d'histoire naturelle), la présence de ces diamants pourrait être justifiée par la relative proximité des impacts du Yucatan et de l'Iowa.

Toutes ces récentes découvertes et observations ne permettent pas - tout au moins pas encore - d'avoir des certitudes sur les causes de la disparition des dinosaures... et de quelques autres espèces. Mais elles ont apporté un séduisant faisceau de présomptions concordantes. Espérons qu'au cours des mois ou des années prochains d'autres éléments d'informations seront versés au dossier. Ce qui obligera peut-être les spécialistes à réviser complètement leurs théories et leurs hypothèses... Mais, de toute façon, n'oublions pas que, même si la cause de la disparition des dinosaures est un jour élucidée, il restera à comprendre les raisons des autres extinctions. Enfin, il faut se rappeler que, toutes, ont eu l'effet bénéfique de libérer des niches écologiques, des espèces vivantes n'auraient pas eu les conditions indispensables à leur «succès» ultérieur.

YVONNE REBEYROL

Les squelettes du désert de Gobi

«Vous voyez un bout d'os qui affleure. A la main, vous débarrassez le sable très fin, on pourrait dire fluide. Et peu à peu apparaît un squelette complet, long parfois de plusieurs mètres, dont tous les os sont encore en connexion, dans la position même où le dinosaure est mort. Vraiment, le désert de Gobi de Mongolie est le paradis pour les amateurs de dinosaures...». L'enthousiasme de Philippe Taquet, titulaire de la chaire de paléontologie au Muséum national d'histoire naturelle, fait plaisir à voir. Tout comme celui de Donald et Danie Russell (CNRS), dont les «objets» sont nettement moins spectaculaires, puisqu'il s'agit de crânes minuscules de tout petits mammifères.



Un fossile de tarbosaurus long d'une douzaine de mètres

Nouveaux partenaires

On sait depuis 1923 que tout le sud désertique de la Mongolie est une des régions du monde les plus riches en fossiles de dinosaures et de petits mammifères contemporains des «terribles lézards». Cette année-là, en effet, une expédition américaine était allée dans le désert de Gobi à la recherche du barreau de l'humanité. Elle n'y avait rien trouvé dans le domaine de la paléontologie humaine, mais avait découvert d'innombrables restes de dinosaures, ainsi que ceux de petits mammifères. Après la seconde guerre mondiale, l'URSS, puis la Pologne (à partir de 1963), en coopération avec les paléontologues mongols, ont envoyé plusieurs expéditions très fructueuses dans le désert de Gobi (le Monde du 27 juin 1973).

Les changements politiques survenus au cours des années récentes en URSS et en Mongolie - qui se démarquent peu à peu du communisme depuis plus d'un an - ont amené les spécialistes mongols à chercher de nouveaux partenaires. Dès le printemps de 1990, les Mongols ont donc demandé au Muséum national d'histoire naturelle et au Centre d'études et de recherche de la fondation Ligabue (Venise), d'une part de leur envoyer plusieurs de leurs paléontologues qui travailleraient

sur le terrain avec les leurs, d'autre part d'étudier avec la Mongolie l'organisation d'une exposition qui présenterait d'abord à Venise puis à Paris, quelques-uns des plus beaux dinosaures et mammifères du désert de Gobi. L'expédition a au lieu du 1^{er} au 31 juillet (1). L'exposition se tiendra à Venise de janvier à septembre 1992 et au Jardin des Plantes de Paris d'octobre 1992 à mars 1993.

Cette richesse paléontologique extraordinaire s'explique parce que l'histoire géologique a divisé le

désert de Gobi en hauts bassins continentaux, isolés et fermés depuis 230 millions d'années (le milieu du Trias). Cette situation exceptionnelle a fait que des sédiments continentaux s'y sont accumulés depuis lors - avec leurs fossiles - et s'y sont conservés d'autant mieux que la région est désertique ou semi-désertique et n'est donc le siège d'aucune grande et régulière érosion fluviale. En plus, les très rares pluies sont parfois violentes et les vents sont

très fréquents et très forts, ce qui dégage naturellement les fossiles.

L'expédition du mois de juillet dernier dans le sud de la Mongolie, comme toutes celles qui l'ont précédée, est fructueuse, même sur des sites qui avaient déjà été explorés. Les fossiles mis au jour - dont certains ont été confiés pour étude par les Mongols à la France et à l'Italie - sont assez tardifs pour des dinosaures puisqu'ils datent du crétacé inférieur (-135 à -95 millions d'années) et supérieur (-95 à -65 millions d'années).

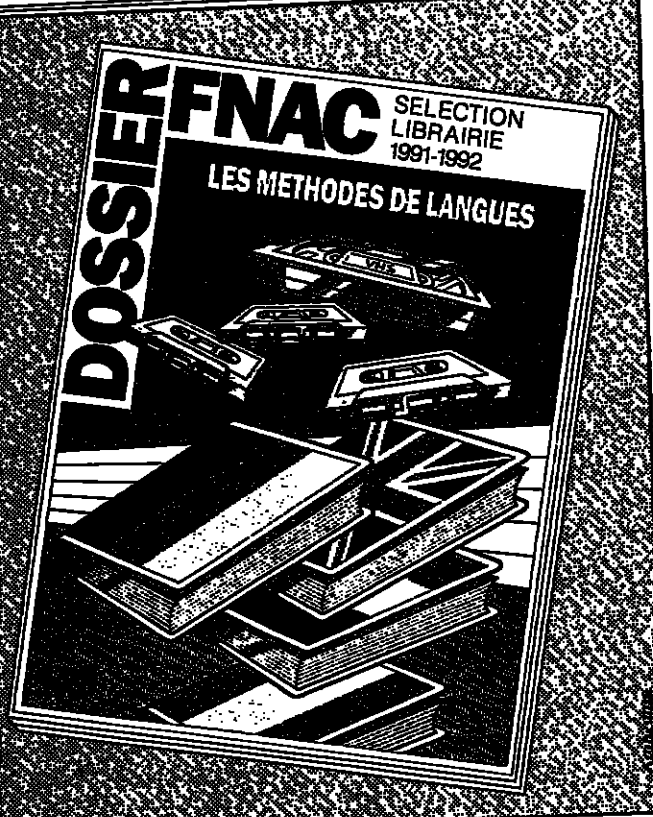
Une main complète d'iguanodon

Ont été découverts cette année une main complète d'iguanodon, qui permet d'étudier la parenté avec les iguanodonts d'Europe, deux nids de sauroptiles avec leurs œufs, deux crânes complets de petits mammifères avec leurs dents «multituberculées» (des molaires à bombes), comme on en connaît déjà des cousins d'Amérique du Nord, un crâne complet de protoctérope (un gros herbivore), des squelettes complets de tarbosaurus (de énormes carnivores longs d'une bonne quinzaine de mètres comme leurs contemporains tyrannosaures d'Amérique du Nord), la première empreinte connue de la peau granuleuse d'un tarbosaurus. Pour ne parler que des découvertes les plus importantes.

Tout au long de l'expédition, des études de terrain ont été faites, des photos et un film ont été pris. Ce qui permettra de remettre dans leur cadre ancien et actuel les dinosaures de Mongolie présentés aux expositions de Venise et de Paris.

Y. R.

(1) Ont participé à cette expédition de juillet 1991 Barnold Rüchsen (directeur de l'Institut de paléontologie de Mongolie et, depuis, Kaishiguyin Tsogbaatar (conservateur du musée de paléontologie d'Orlan-Bator), Philippe Taquet, Donald Russell, Bernard Badat (paléontologue au Muséum national d'histoire naturelle, qui parle très bien mongol et un peu mongol), Giancarlo Ligabue, Sergio Manzoni et Viviano Domegnini (tous trois de la fondation Ligabue).



Dans le brouhaha des méthodes de langues la Fnac vous aide à choisir celle qui vous parle le mieux.

Parler parfaitement une langue étrangère, comprendre et se faire comprendre, c'est aujourd'hui une nécessité, mais aussi un plaisir. Seul problème : trouver la bonne méthode parmi toutes celles qui existent sur le marché, et elles sont nombreuses ! Pour vous aider dans ce choix difficile, les libraires spécialistes de la Fnac ont sélectionné parmi près de 100 méthodes les 56 meilleures. Ils les ont testées et analysées selon des critères précis et les ont réunies dans un dossier. Vous pourrez constater que les plus connues ne sont pas forcément les plus performantes... Le dossier Fnac : la bonne méthode pour choisir la meilleure méthode de langues.



SCIENCES • MEDECINE

Les protéines à la ferme

La production de protéines humaines dans le lait d'animaux transgéniques pourrait passer, dans les prochaines années, à un stade industriel

A quand les fermes « moléculaires » ? La production industrielle de protéines humaines à usage thérapeutique dans le lait des chèvres, des brebis, ou même des vaches, deviendra-t-elle, dans les prochaines années, une réalité ? Cette perspective apparaît suffisamment réaliste aux industriels de la pharmacie pour qu'ils collaborent à de nombreux programmes de recherche.

En 1987, une équipe de chercheurs britanniques démontait pour la première fois qu'un souris « transgénique » pouvait produire dans le lait une protéine étrangère, en l'occurrence une bêta-lactoglobuline de mouton.

Depuis, une dizaine d'équipes ont travaillé à travers le monde sur différents mammifères pour aboutir à la production de protéines humaines. Trois équipes de chercheurs viennent de faire état dans l'édition de septembre de la revue britannique *Bio-technology* de résultats particulièrement encourageants pour le passage à un stade industriel. Deux d'entre elles rapportent notamment la production à des taux « économiquement viables » de protéines humaines produites dans le lait de brebis et de chèvre.

La « transgénèse » permet de créer des animaux capables de cette alchimie. Au prix de manipulations génétiques complexes, les mammifères inté-

grent, dans leur patrimoine héréditaire, un ou plusieurs gènes, qui leur sont normalement étrangers. Il faut adjoindre au gène de la protéine humaine qu'on souhaite voir produire par l'animal un « promoteur », c'est-à-dire une séquence génétique particulière. Son rôle est de contrôler le fonctionnement du gène et de déterminer dans quel tissu (foie, glande mammaire...) il doit « s'exprimer ». Ensuite, plusieurs copies du gène sont injectées avec une micropipette directement dans l'embryon, qui a été prélevé sur une femelle après fécondation *in vivo*. Enfin, les œufs sont réimplantés chez une femelle « pseudo-gestante » (1).

Selon les travaux publiés dans *Bio-*

technology, une brebis transgénique a pu ainsi produire plus de 60 grammes d'alpha-1-antitrypsine par litre de lait, une protéine humaine prescrite dans le traitement de l'emphyseme. Cette production s'est ensuite stabilisée aux alentours de 35 grammes par litre. Ce « record » incombe à la société Pharmacia Proteins (Edimbourg, Royaume-Uni). Au total, l'équipe écossaise a réussi à obtenir quatre brebis transgéniques produisant toutes plus d'un gramme par litre de lait de cette protéine. Un niveau considéré comme rentable par les industriels de la pharmacie.

L'alchimie des gènes

Une autre équipe associant l'université de Tufts (Grafton, Massachusetts) et la société Genzyme Corporation (Frammingham, Massachusetts) a réussi à produire une autre protéine, le tPA (activateur tissulaire du plasminogène), à partir du lait d'une chèvre transgénique. Cette enzyme, capable de dissoudre les caillots sanguins, est utilisée dans le traitement des infarctus du myocarde. Les niveaux de production atteignent 3 microgrammes par millilitre, une quantité négligeable. Mais les chercheurs annoncent, dans leur article, que ce niveau a été, depuis lors, dépassé par un autre animal qui produit 2 à 3 grammes par litre de lait de cette protéine (les technologies actuelles ne permettent pas de maîtriser le site d'intégration du gène dans le génome, qui influence la production de la protéine).

Enfin, une troisième équipe, néerlandaise, associant l'université de Leyde et la société Gene Pharming Europe, a produit un bovin transgénique porteur du gène de la lactoferrine humaine, une protéine qui transporte le fer et aurait des propriétés antibactériennes. Toutefois, le mâle ne produira pas cette protéine, qui doit normalement « s'exprimer » dans la glande mammaire d'une femelle. Mais sa future progéniture pourrait avoir plus de chances.

Actuellement, les rendements de ces

opérations restent faibles. En manipulant cent embryons de souris, on peut espérer obtenir de deux à cinq souris transgéniques. Cette proportion chute pour les autres mammifères. Ainsi, dans l'étude de l'équipe écossaise, 549 embryons de moutons ont dû être manipulés pour obtenir cinq animaux transgéniques. Ces techniques deviennent particulièrement onéreuses avec les bovins, qui sont porteurs, par leur production de lait, des animaux intéressants.

Des estimations portent à 30 000 francs le prix de revient d'un lapin transgénique obtenu par la méthode de micro-injection, contre 300 000 francs pour un mouton et 2 500 000 francs pour une vache. Dans l'étude hollandaise, les chercheurs ont réussi à abaisser le prix de revient de leurs vaches transgéniques en prélevant des ovocytes sur des vaches d'abattoir. Ces ovocytes ont ensuite fait l'objet d'une maturation et d'une fécondation *in vitro* et non pas *in vivo*.

Des lapins transgéniques

En France, l'Institut national de recherche agronomique (INRA) avec la société Transfusion Méricum Innovation (TMI) et l'Institut national de transfusion sanguine, s'adresse à la production, par des lapins transgéniques, de facteur VIII, une protéine essentielle à la coagulation, et d'érythropoïétine, une protéine qui stimule la production des globules rouges. La production de lait de ces lapins, autour de 200 millilitres par jour, en font des prétendants honorables à la production de certaines protéines nécessaires en quantité limitée. Leur rapidité de production et leur prix de revient bon marché plaident également en leur faveur.

« Avec trois cents femelles allaitantes », explique M. Louis-Marie Hondebrine, directeur de recherche à l'INRA, on peut espérer obtenir un kilo de protéines recombinantes (2) par an. Mais il nous faut trouver des formules d'associations adéquates avec des

industriels si nous voulons développer cette méthode à grande échelle. Nous souhaiterions d'ici à la fin de l'année 1992 avoir obtenu des lapins producteurs de lignes capables de produire plusieurs grammes par litre de lait d'érythropoïétine ou de facteur VIII. Pour l'heure, les lapins de l'INRA se limitent à la production d'alpha-1-antitrypsine dans le sang, qui constitue un « fluide biologique » nettement moins intéressant que le lait, facilement renouvelable.

Dans les années à venir, on estime que trente-cinq protéines humaines pourraient être candidates à une production à partir du lait d'animaux transgéniques. Parmi les mieux placées, figurent l'alpha-1-antitrypsine, l'érythropoïétine, l'hormone de croissance humaine, le tPA, les facteurs VIII et IX, la protéine C, ou encore l'albumine. Actuellement, les protéines humaines sont obtenues à partir de différentes techniques, issues du génie génétique ou non. Elles peuvent pour certaines, comme le facteur VIII, être extraites du plasma de sang humain. D'autres, comme l'érythropoïétine, sont produites à partir de cultures de cellules de mammifères. D'autres encore à partir de cultures de bactéries ou de cellules d'insectes. Dans cette panoplie de techniques, chacune à ses inconvénients et ses avantages, les protéines considérées. Et le coût devrait être le facteur déterminant dans le choix de l'une ou de l'autre.

Pour l'heure, on est encore loin de la phase industrielle. Même si les travaux de certaines équipes sont très avancés, il faut encore passer la phase des essais cliniques, qui risquent d'être longue et complexe, pour aboutir à l'autorisation de mise sur le marché.

MARTINE LARONCHE

(1) Il s'agit d'une fécondation préférentiellement accomplie avec un mâle vasectomisé afin d'éviter toute fécondation naturelle.

(2) Une protéine recombinante est une protéine fabriquée par un gène qui a été transféré dans un organisme étranger.

Les chemins de Bibracte

Les fouilles du site gaulois du mont Beuvray sont l'un des « grands chantiers » présidentiels

D EPUIS 1984, le mont Beuvray - l'ancien oppidum de Bibracte de la tribu gauloise des Eduens, où Vercingétorix a été élu par les représentants des diverses tribus chef des armées gauloises, où César a écrit ou dicté, pendant l'hiver de 52 avant notre ère, ses Commentaires sur la guerre des Gaules - est un « site national » et un des « grands chantiers du président ». Des crédits annuels d'environ 3 millions de francs lui ont ainsi été attribués pour une période de dix ans. Depuis six ans, une équipe d'archéologues français et étrangers, dirigée actuellement par Jean-Paul Guillaumet (CNRS), fouille le site à 821 mètres d'altitude et étudie les innombrables trouvailles (100 mètres cubes, soit quelque 10 millions d'objets divers, dont les neuf dixièmes sont des tessons de céramique) dans la base archéologique voisine de Glux-en-Glenne (Nièvre).

Abandonné quelques décennies après la conquête romaine au profit d'Autun avec laquelle il a été longtemps confondu, le site de Bibracte était tout de même vaguement resté dans la mémoire populaire locale. Mais il a fallu attendre les premières fouilles faites de 1867 à 1895 par Jacques-Gabriel Bulliot, puis de 1897 à 1907 par Joseph Déchelette, pour que le mont Beuvray soit formellement identifié comme étant le site de Bibracte.

Les fouilles actuelles sont, bien évidemment, beaucoup plus rigoureuses que celles de Bulliot et de Déchelette et elles s'efforcent, comme c'est maintenant la règle absolue en archéologie, de retrouver les modes de vie : développement de l'urbanisation en Gaule et organisation spatiale de la ville, structure de la société gauloise, économie de l'oppidum, processus de la romanisation, jalons chronologiques qui mettent en concordance les vestiges matériels et les sources écrites.

Les vestiges matériels ne sont pas très spectaculaires, comme c'est presque toujours le cas avec les Gaulois : l'essentiel des constructions, en effet, était alors édifié en bois et terre. Même le rempart, long de 5,250 kilomètres, large de 5 mètres et haut de 4 mètres, qui entourait complètement l'oppidum

et qui n'est plus visible que par un talus à peu près continu mais informe.

Les fouilles ont montré que le rempart gaulois - qui a été construit en plusieurs phases et qui a succédé à une simple palissade - était conforme aux descriptions de *muris gallicis* données par César : de la terre armée de poutres en bois non équarries, entrecroisées à l'horizontale et clouées à leurs croisements ; le tout habillé d'un simple parement de pierres sèches. La porte du Rebut, celle par où entre la route moderne à sens unique qui traverse le site, est en cours de reconstruction avec 4 mètres de rempart. Ce travail expérimental utilise, autant que faire se peut, les pierres d'origine et une terre aussi semblable que possible à la terre « gauloise », qu'il a fallu aller chercher à 20 kilomètres. La porte du Rebut se composait de deux portes successives décalées en tenaille l'une par rapport à l'autre. Elle était large de 12 à 20 mètres - un record pour tous les oppida connus. Sa reconstruction permettra aux visiteurs d'avoir une bonne idée de ce qu'était un *muris gallicus*.

Comprendre la civilisation gauloise

Les fouilles actuelles ont montré que l'oppidum de Bibracte avait été fondé vers 150 ou 120 avant Jésus-Christ et que les 135 hectares de la ville forte des Eduens étaient organisés en quartiers spécialisés : au milieu, résidences aristocratiques dont subsistent de grandes caves et parmi lesquelles une maison « romaine » (avec atrium et péristyle) est en cours de fouille ; au nord-est et au sud-ouest, artisanat et commerce ; au sud, marchés ; sans oublier des lieux de culte au moins dans trois endroits différents.

Bibracte a continué à jouer un rôle important jusqu'au début de l'ère chrétienne. Ce qui permet de voir les premières influences de la conquête romaine. Ainsi, la voie gauloise, qui traverse tout l'oppidum, a-t-elle été recouverte par une voie gallo-romaine pavée, large de 15 mètres qui devait être bordée de portiques en bois.

De cette époque aussi date proba-

blement le bassin de pierres long d'une douzaine de mètres qui occupait le croisement de cette voie avec une « rue » de moindre importance et qui a été découvert en 1987. Ce bassin est fait de pierres trapézoïdales de granite jointoyées par une argile plastique très pure. Ce granite ne vient pas de l'oppidum mais probablement d'une carrière située à 7 ou 8 kilomètres. Les blocs ont été apportés à l'état d'ébauches : les débris de la taille finale ont été retrouvés tout près du bassin.

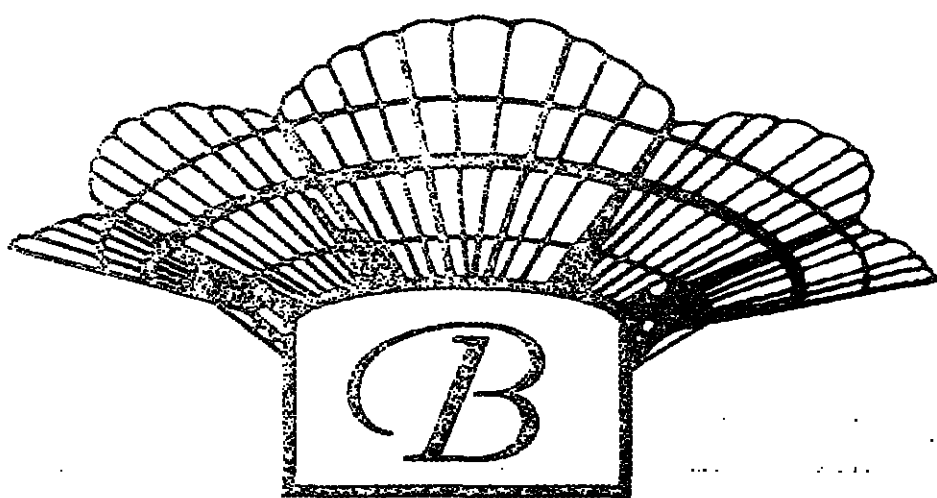
Tout récemment encore a été faite une découverte fort intéressante : dans la fontaine Saint-Pierre, antique certes mais restaurée au dix-neuvième siècle et visitée très longtemps comme lieu de pèlerinage chrétien, les archéologues ont trouvé un énorme et long pilier de bois sculpté d'un décor géométrique. Cela montre que les Gaulois, qui étaient de superbes orfèvres, savaient aussi faire des architectures de bois soignées et artistiques.

L'oppidum des Eduens n'a pas été complètement abandonné au début du premier siècle de notre ère. Une foire très importante s'y est tenue le premier mercredi de mai jusqu'au dix-neuvième siècle. En outre, un couvent de cordeliers, construit en grande partie avec les pierres du rempart du *muris gallicus*, l'a occupé du quatorzième au dix-huitième siècle. L'absidiole de la chapelle a été dégagée en 1990. Ce qui a permis de mettre au jour des restes d'enduit des murs et de pavage de terre cuite.

Ces vestiges sont peu spectaculaires. Mais les visiteurs devraient bientôt comprendre la civilisation gauloise, brillante et pourtant méconnue. A un endroit qui reste à préciser, mais qui sera situé en contrebas de l'oppidum, sera construit un musée de la civilisation celtique. Là seront exposés des objets trouvés à Bibracte et des copies d'objets découverts sur d'autres sites celtes français et étrangers et seront expliqués les modes de vie de « nos ancêtres les Gaulois ». Depuis le mois de juin, une petite exposition, installée au bord de la route d'accès au site, donne déjà une idée de ce que devrait être le futur musée.

Y. R.

Du 17 au 23 Sept. 1991



Essayer
Une gamme d'exception
à la Grande Cascade

À la Grande Cascade du Bois de Boulogne,
vous pourrez essayer
les modèles de la gamme Renault 25
et les dernières nouveautés :
la Elie Baccara
la Elie 16 Soupapes
la Renault Espace
la Renault Alpine
et la toute nouvelle Renault 19 Cabriolet.



Si vous souhaitez prendre
un rendez-vous d'essai,
téléphenez au
NUMERO VERT 05 25 19 92

RENAULT
LES VOITURES
À VIVRE

هكذا من الأصل

هكذا من الامل

AFRIQUE

Un colloque francophone à Cotonou (Bénin)

Les moyens élémentaires du «renouveau démocratique»

Réunis sur le thème «L'Etat de droit au quotidien», les participants à un colloque international de la communauté francophone, qui s'est achevé samedi 14 septembre à Cotonou, ont défini quelques propositions pratiques pour développer et renforcer la démocratie, notamment en Afrique, où une «révolution», comparable à celle de l'Europe de l'Est est en train de gagner le continent. Juristes et parlementaires pour la plupart, les délégués ont contribué ainsi à la préparation du quatrième sommet de la francophonie, qui aura lieu fin novembre à Paris, leurs recommandations devant être soumises aux chefs d'Etat et de gouvernement des quarante deux pays membres de l'organisation.

COTONOU

de notre envoyé spécial

«Qu'il est long le chemin de la liberté et de la démocratie...» Déclame à l'ouverture du colloque, ce poème ne pouvait mieux en introduire les travaux. Il avait été composé en janvier 1989 par les étudiants de l'université de Cotonou, dont la grève allait sonner le glas du régime dictatorial du président Mathieu Kérékou. Mais, deux ans et demi après, il traduisait encore les espoirs et les inquiétudes du Bénin, qui a lancé en Afrique - jusqu'au Zaïre, en passant, entre autres, par la Côte d'Ivoire et le Niger - le phénomène des «conférences nationales». Ces «états généraux» devenus, avec plus ou moins de réussite pour le moment, la recette d'une transition en douceur vers la démocratie dans des pays auparavant en proie à des systèmes politiques autoritaires de parti unique.

Pour beaucoup membres actifs de ces assemblées, les congressistes de Cotonou n'ont pas craint d'affirmer que le mouvement de liberté qui

s'étend actuellement sur le continent africain est «irréversible», alors qu'il connaît bien des aléas et des difficultés. Le secrétaire général de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), organisation intergouvernementale de la francophonie, M. Jean-Louis Roy, a même déclaré que, «aujourd'hui, c'est le multipartisme qui est la règle et son contraire l'exception». A en croire le rapport final du colloque, l'ensemble de la communauté francophone est unanime pour admettre l'avènement d'une «Internationale de la démocratie libérale et pluraliste». Pourtant de notables «exceptions» demeurent. Les délégués ont définitivement tourné la page de l'histoire sur le marxisme-léninisme, devant un représentant impassible du Vietnam, tout comme ils ont annoncé la fin des dictatures et des régimes où sévit l'arbitraire, en présence de leurs collègues zairois et marocains.

Là où le changement s'est produit, une fois les fondements constitutionnels de la démocratie établis dans un grand moment d'euphorie, on peut dire que les emus commencent... Les Béninois peuvent en témoigner, alors que leur pays subit maintenant des graves en série, qui mettent en péril une économie déjà exsangue et risquent de déstabiliser le nouveau gouvernement. «Renouveau démocratique»? Encore faut-il avoir les moyens les plus élémentaires de l'assurer et de le développer, voire tout simplement de le préserver. Les pays africains sont fort démunis.

Le nouveau président d'une République du Bénin qui a rayé son adjectif «populaire». M. Nicéphore Soglo, a souligné, à l'ouverture du colloque, les «exigences de la démocratie», en précisant qu'il ne saurait y avoir de «liberté sans «pain». «La crise économique, révélatrice des errements et faiblesses des systèmes africains a rendu évidente l'urgence d'une coopération internationale politique et développement socio-économique», a-t-il déclaré, ajoutant que le «tableau», pour l'ensemble de la région «est singulièrement celui du Bénin», est «déplorable»: «Une économie délabrée et sous programme d'ajustement structurel au-

terité imposée par les créanciers et bailleurs de fonds, un taux de chômage galopant (...), un pouvoir d'achat faible exaspérant l'impatience».

Le rapport général du colloque ajoute qu'il faut redouter que les «espoirs légitimes des peuples» puissent «être déçus» et «se transformer en cauchemar».

Protéger les droits

Au chapitre des «actions concrètes», les experts réunis à Cotonou indiquent que tous les Etats qui ne l'ont pas fait devraient être amenés à ratifier les différentes conventions internationales ou régionales sur les droits de l'homme et recommandent la création au sein de la communauté francophone d'une «structure» chargée de la «protection» de ces droits, ainsi que de la réception des plaintes collectives ou individuelles ayant trait à leur violation. Les participants au colloque souhaitent «la définition du statut - ou l'élaboration d'une charte - des partis politiques», qui porterait aussi sur leur financement, et posent la question de leur éventuel caractère ethnique ou confessionnel, sans se prononcer sur ce problème épineux.

Estimant que le travail des parlements est souvent déprécié et mal connu des citoyens, ils dénoncent le «manque criant» de moyens en matériel et en personnel administratif qualifié, surtout au niveau de la documentation - bien que des initiatives internationales aient été prises dans ce domaine. Ils conseillent un accroissement des efforts déjà réalisés en matière de formation et de coopération interparlementaire. Jugant que démocratisation va de pair avec une «large décentralisation» du pouvoir, ils insistent sur le besoin général d'une administration publique «efficace» et «transparente». «Mal formés, mal payés, peu considérés, les fonctionnaires méconnaissent fréquemment les règles les plus élémentaires de leur déontologie», déclarent les rapporteurs, qui évoquent, bien sûr, ces maux endémiques: le «clientélisme» et la corruption, en rappelant la devise «ser-

vir et non se servir». Ils préconisent l'inspection périodique des services et un «audit» régulier de l'action publique pour mieux l'adapter à l'attente des citoyens et des gouvernements.

Ainsi que l'avait fait au début le président Soglo en parlant de la nécessité de la «réhabilitation de la justice comme pilier de l'Etat de droit», le colloque a mis l'accent, cinq jours durant, sur les carences des appareils judiciaires mis en sommeil sous des régimes de non-droit. Une visite de la cour d'appel de Cotonou révèle un dénuement complet, tout à fait semblable, selon les magistrats étrangers présents dans la capitale béninoise, à celui de nombreuses juridictions dans les autres pays africains: manque de machines à écrire et même du mobilier nécessaire pour ranger les dossiers; des photocopies seraient presque un luxe. L'ACCT, qui a mis à l'étude une banque de données informatiques commune pour la francophonie, a déjà lancé un programme destiné à fournir matériel et documentation de base (souvent, et depuis de nombreuses années, codés et recueils n'ont plus été mis à jour et les journaux officiels ont cessé de paraître). Là aussi, un effort accru est absolument indispensable pour assurer le «quotidien» de l'Etat de droit.

FRANCIS CORNU

ANGOLA: M. Bush souhaite des élections au plus tôt. - Le président George Bush a appelé, lundi 16 septembre, le président José Eduardo Dos Santos à ouvrir «rapidement» à la mise en application des accords de paix en Angola, qui prévoient, notamment, des élections fin 1992. Les Etats-Unis n'établissent des relations diplomatiques qu'avec un gouvernement issu d'un scrutin «libre, juste et sous supervision internationale», a précisé la Maison-Blanche, à l'adresse du président Dos Santos, dont c'était la première rencontre avec un président américain depuis l'indépendance de l'Angola en 1975. - (AFP)

TUNISIE: ancien premier ministre et opposant

M. Mohammed Mzali voit sa propriété mise aux enchères par l'Etat

TUNIS

de notre correspondant

L'Etat devait procéder, mercredi 18 septembre, à la mise en vente aux enchères publiques de la propriété de l'ancien premier ministre, M. Mohammed Mzali, située à La Soukra, dans la banlieue de Tunis: une grande villa et ses bâtiments annexes entourés de quelque trois hectares, en partie plantés d'orangers. Ce domaine est mis à prix à un million de dinars (environ six millions et demi de francs).

Dans les milieux officiels, on affirme que cette affaire n'a aucun caractère politique et que la procédure judiciaire n'a fait que suivre son cours normal depuis le jugement rendu par contumace au printemps 1987 contre M. Mzali. Accusé de «mauvaise gestion des deniers publics, abus de pouvoir et malversations», l'ancien premier ministre du président Bourguiba avait été condamné, quelques mois avant la destitution de ce dernier, à quinze ans de travaux forcés, diverses amendes et à la mise sous séquestre de ses biens.

Lorsqu'il arriva au pouvoir, M. Ben Ali annonça que tous les exilés politiques ayant fait l'objet de condamnations pouvaient ren-

trer en Tunisie sans risquer de se retrouver en prison. Il s'en portait garant. Tout juste devaient-ils régulariser leur situation en faisant appel du jugement prononcé à leur encontre. La plupart se pliaient à cette procédure qui fut respectée. Mais M. Mzali la rejeta, estimant avoir été victime d'un «procès inique».

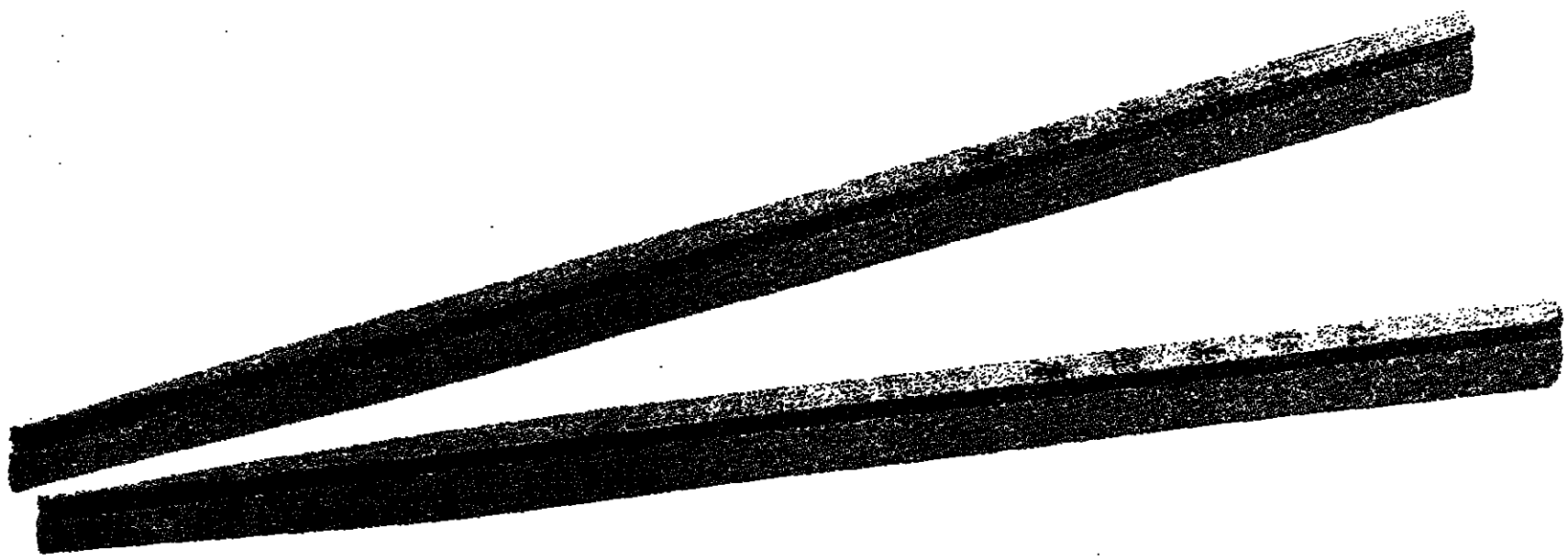
Depuis lors, M. Mzali est entré en opposition ouverte au régime de M. Ben Ali et semble avoir fait cause commune avec les islamistes puisqu'en mai, il a signé un communiqué avec le chef du mouvement Ennahdha, M. Rachid Ghannouchi. Selon des sources diplomatiques arabes et occidentales, l'ancien premier ministre entretiendrait de longue date, mais surtout depuis son exil, des rapports étroits avec les pays du Golfe. Tout récemment, un journal de Tunis a publié le texte d'une lettre qu'il aurait adressée à une notabilité de la région pour lui demander une aide d'un million de dollars afin de constituer «un lobby très puissant grâce aux trois millions d'Arabes vivant en France» et «d'entretenir un réseau de relations dans les secteurs politiques et médiatiques» français.

MICHEL DEURÉ

(Publié)

IRAK
SADDAM
HUSSEIN: ECHEC
MAIS PAS MAT
Comment et pourquoi le maître de Bagdad est toujours au pouvoir, bien qu'il ait été et reste l'homme à abattre pour les Etats-Unis. Dans ARABIES du mois de septembre en kiosque et en librairie.
Tél.: 47-66-46-00
Minitel 3617 ARABIES

Paris-Singapour non-stop.
Ça laisse peu de temps pour s'entraîner.



Paris-Singapour non-stop 4 fois par semaine.

Il vous faudra désormais être très rapide pour apprendre à manier les baguettes. Jugez plutôt. UTA vous emmène de Paris Charles de Gaulle 2 à l'aéroport Changi 2, plaque tournante de l'Asie du Sud-Est, sans la moindre escale. Et ce, 4 fois par semaine avec 3 allers et 4 retours de nuit, ce qui permet de dormir pendant le vol. Alors tant pis pour les baguettes, et vive la fourchette! Pour plus d'informations, composez le 40.17.46.46 ou contactez votre agent de voyages.

GROUPE
AIR FRANCE

UTA

Aller très loin pour être plus proche de vous.

PROCHE-ORIENT

Les entretiens de M. Baker à Jérusalem

Américains, Israéliens et Palestiniens auraient fait quelques progrès

Trois heures et quart de discussions avec les Israéliens, trois heures et demies avec une délégation palestinienne : la nouvelle visite de M. James Baker à Jérusalem, qui devait s'achever mardi 17 septembre, pourrait aboutir à quelques progrès dans le processus de paix engagé par le secrétaire d'État, sans qu'aucune concession américaine nouvelle ait été faite sur l'affaire des « garanties » bancaires demandées par Israël.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Le secrétaire d'État, qui devait revoir mardi matin ses interlocuteurs israéliens pour une dernière session de travail, aurait accepté de fournir à chacune des deux parties une sorte de « mémorandum » ou de « lettre d'assurance » - aux termes duquel ni Israël ni les Palestiniens n'auraient à accepter ce que les uns et les autres rejettent par avance. Pour les Israéliens, cela signifierait surtout ne pas être contraints de s'asseoir à une table de négociation avec des gens qu'ils n'ont pas acceptés ; pour les Palestiniens, il s'agirait de leur droit de choisir leur propres délégués.

Officiellement qualifiés d'« amicaux », les entretiens entre le secrétaire d'État américain et les trois hommes-clés du gouvernement israélien, MM. Itzhak Shamir, premier ministre, Moshe Arens, responsable de la défense, et David Levy, chef de la diplomatie, n'ont cependant pas suffi pour remettre au beau fixe le baromètre des relations entre les

deux alliés. Les entretiens, préalablement assombris par la question des garanties bancaires que réclame l'État hébreu pour emprunter et que refuse, pour l'instant, le président Bush, devaient reprendre mardi dans la matinée, les deux parties étant au moins parvenues à un accord sur la nécessité de « résoudre » leurs « différends » et de garder, en attendant, le silence face à la presse.

« J'espère que nous parviendrons mardi à un accord sur cette affaire », déclarait lundi soir M. Levy. « Nous sommes allés si loin, nous avons tant investi d'efforts, aurai-je dit un peu plus tôt le ministre à M. Baker, qu'il serait idiot de gâcher tout pour une question qui n'est pas politique. » M. Baker aurait dit, sans s'engager outre mesure, que « les États-Unis ne cherchaient en aucun cas une confrontation » avec l'État hébreu sur cette affaire.

Arrivé d'URSS, lundi en début d'après-midi, le chef de la diplomatie américaine s'est immédiatement rendu chez le premier ministre. Son cortège a bien reçu une ou deux tomates en passant devant un petit groupe de manifestants protestant contre l'attitude de M. Bush, mais il n'y a pas eu d'incident sérieux. Un peu plus tôt dans la matinée, c'est M. Yossi Ben Aharon, directeur général de la présidence du conseil, qui, en dépit des appels au calme lancés la veille par M. Yitzhak Shamir, avait fait encore un peu monter la tension en déclarant, à la radio de l'armée, que ceux qui estiment « pouvoir parvenir à un résultat par des pressions sur Israël se trompent lourdement ».

M. Aharon, qui est considéré comme le plus écouté des conseillers de M. Shamir, avait ensuite

précisé que, en ajournant l'étude des demandes israéliennes de garanties, le président Bush avait, sans aucun doute, « projeté une ombre sur le processus de paix en cours ». Cette ombre, que M. David Levy s'emploie énergiquement à dissiper, n'aurait cependant pas empêché les deux parties d'enregistrer « des progrès sérieux », selon la radio nationale.

« Espoir et satisfaction »

Le « mémorandum » - ou la « lettre de garantie » - réclamé par Israël se subdiviserait en trois chapitres : les questions de procédure de la conférence de paix (participation, invitations, commissions, etc.) ; la composition de la délégation jordan-palestinienne (pas d'OLP, pas de résident à Jérusalem-Est, pas de Palestine de l'extérieur) ; l'assurance américaine qu'en cas d'échec des négociations israélo-arabes la conférence ne se poursuivra pas automatiquement dans le cadre des Nations unies, ce dont Israël ne veut pas entendre parler, jugeant l'ONU par trop favorable à ses adversaires.

De source américaine, on confirmait seulement mardi matin que Washington et Moscou, parrains de la future conférence de paix, n'enverraient aucune invitation à quiconque sans consultation avec Jérusalem.

La partie palestinienne, qui a enregistré « avec espoir et satisfaction » la position de M. George Bush sur l'affaire des garanties bancaires - et surtout son attaque contre le lobby juif américain - souhaite, elle aussi, obtenir quelques engagements américains, notamment pour que les négociations avec Israël soient bien basées sur les résolutions 242 et 338 des

Nations unies, celles qui prévoient la restitution « de » ou « des » territoires arabes occupés, en échange de la paix.

Selon M^{me} Hannan Ashrawi, l'une des trois personnalités désormais habituées à rencontrer M. James Baker, il y avait encore, sur cette question, des « clarifications » américaines à obtenir. Selon d'autres sources, les Palestiniens étaient, mardi matin, sur le point d'obtenir satisfaction, au moins en ce qui concerne l'interprétation américaine de la résolution 242.

Pour le reste, les Palestiniens se montraient assez satisfaits de leur rencontre avec M. Baker et laissaient entendre que leur participation à la prochaine conférence ne dépendait plus que du prochain Conseil national palestinien, qui se réunira la semaine prochaine à Alger. « Les documents de cette nuit ont été transmis à l'OLP, disait-on de source palestinienne, et ils sont en principe approuvés. »

PATRICE CLAUDE

Un hélicoptère américain s'abîme dans le Golfe : six morts.

Un hélicoptère de la marine américaine s'est abîmé dans les eaux du golfe Persique au cours du week-end et les six membres de son équipage ont été tués, a annoncé lundi 16 septembre le Pentagone. L'accident s'est produit peu après que cet appareil de la 1^{re} escadille d'hélicoptères antimines eut décollé d'un navire d'assaut amphibie, au large des côtes de Bahreïn. Il effectuait une mission de transfert de vivres et de courrier. - (AFP, AP)

AMÉRIQUES

CUBA

La Havane prépare la population à des sacrifices supplémentaires

Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Boris Pankine, a eu beau affirmer que l'intention de Moscou, annoncée le 11 septembre par le président Mikhail Gorbatchev, de retirer une unité de 3 000 hommes relevait surtout du symbole, celui d'une « ère révolutionnaire », Cuba n'en continue pas moins d'envisager le pire. Et le pire a déjà reçu un nom officiel à La Havane : « l'option zéro », c'est-à-dire l'arrêt total des livraisons soviétiques de pétrole, de marchandises agricoles, de produits manufacturés et autres pièces détachées.

Craignant que l'aide soviétique, économique plus que militaire, ne diminue davantage, les dirigeants cubains préparent la population, qui endure déjà de sévères restrictions depuis le fin de l'an passé, à d'autres sacrifices, tout en essayant d'obtenir des États-Unis qu'ils lèvent l'embargo économique décrété en 1960.

Les Cubains sont informés que l'utilisation du pétrole (importé à 90 % d'Union soviétique) à des fins domestiques pourrait être interdite et l'électricité sévèrement rationnée, en plus du gaz en bouteilles et des cigarettes qui viennent de subir le même sort. Aussi, les militaires, les réserves et les cantines s'entraînent-elles à utiliser du charbon de bois en lieu et place du pétrole.

La population, qui se déplace de plus en plus souvent sur des bicyclettes chinoises - fiant de carburant ou de pièces détachées pour

les transports en commun - et les agriculteurs, qui troquent les tracteurs contre les charrettes tirées par des bœufs, seront appelés à se familiariser davantage avec l'écologie.

Le gouvernement a lancé plusieurs expériences de production d'électricité grâce à l'énergie éolienne et a entrepris la construction d'une trentaine de « villes nouvelles » à la campagne, qui pourront accueillir, peut-être dès le début de l'an prochain, des centaines de milliers de citoyens réquisitionnés pour les travaux agricoles, afin que l'île atteigne une relative autosuffisance en matière alimentaire.

De nombreux fonctionnaires et ouvriers ont déjà été envoyés dans les champs mais les augmentations de la production de fruits, légumes et viande, dont se targuaient les autorités, ne se sont pas traduites sur les étals des magasins.

An lendemain de l'annonce du prochain retrait de troupes soviétiques, M. Raúl Amado Blanco, économiste en chef de la Banque de Cuba, a évoqué de possibles « restrictions substantielles dans les secteurs de la santé et de l'éducation », les deux domaines où le régime castriste est le plus fier de ses réalisations.

Le prochain congrès du Parti communiste cubain, qui doit s'ouvrir le 10 octobre, a pour thème « la préparation de la société pour la défense de la patrie et de la révolution ». Les menaces qui appellent cette défense seront-elles plus extérieures qu'intérieures, à un moment où la population manque de tout, y compris de savon, depuis plusieurs mois ?

M. J.

Océan Indien

ILE MAURICE : lors des élections législatives

La coalition gouvernementale a remporté une victoire écrasante

L'Alliance gouvernementale, dirigée par le premier ministre, Sir Anerood Jugnauth, s'est assurée une victoire écrasante lors des élections législatives, organisées dimanche 15 septembre, en emportant cinquante-sept des soixante-deux sièges de députés, selon les résultats officiels, rendus publics lundi soir à Port-Louis. L'Organisation du peuple de Rodrigues (OPR), principal parti du gouvernement mauricien, a obtenu deux sièges.

Quant à l'opposition, elle doit se contenter de trois élus : le Dr Navin Ramgoolam, fils du premier chef du gouvernement d'après l'indépendance en 1968 et principal dirigeant de l'Alliance de l'opposition, le Dr Arvin Boolell et le Dr Vasant Bunwara. Parmi les candidats malheureux, figurent le dirigeant du Parti mauricien social-démocrate

(PMSD), Sir Gaëtan Duval, l'ancien ministre des finances, M. Vishnu Lutchmeharadoss, et l'ancien vice-ministre et ancien ministre des affaires étrangères, Sir Seetam Boolell.

Ce scrutin, marqué par une très forte participation des quelque 682 000 électeurs, constitue un quasi-plébiscite pour le régime en place. Selon les observateurs, la campagne virulente des partis de l'opposition - dénonçant la « dictature » de Sir Anerood Jugnauth - n'a pas suffi à convaincre la population mauricienne. Il est vrai que, personnellement, y compris dans les rangs de l'opposition, on conteste le libéralisme économique, patiemment mis en œuvre par l'actuel premier ministre, au pouvoir depuis 1982. Cette politique - marquée par le développement du tourisme de luxe et la création de

zones franches - a remporté des succès indéniables. En moins de dix ans, le pays est passé d'un état de crise économique à celui d'une nation en réel développement.

Le futur parlement devra être composé de soixante-dix députés. La commission électorale doit se réunir jeudi, afin de désigner les huit députés restants, selon le système des « meilleurs perdants », qui permet d'assurer une répartition équilibrée entre les communautés ethniques au sein de l'Assemblée. - (AFP, Reuters)

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINITEL 36.15 CODE A3 T puis OSP

Vte. S/épis. Pal. Just. CRETEIL (94) JEUDI 26 SEPTEMBRE 1991 à 9 h 30
PROPRIÉTÉ à VILLEJUIF (94800)
43, rue Louis-Molot - sur 1^{er} étage - 3 Pces - 500 P. P.
COUR DEVANT - M. à Px. 580 000 F
ET JARDIN AUTOUR - M. à Px. 580 000 F
S'adr. M^{re} TEL. MAGLO avocat à CRETEIL (94000) 4, allée de la Toison d'Or.
Tél. : 49-80-01-85 - Vis. s/pt. le 23-09-91 de 11 h 30 à 12 h 30.

Vte. S/épis. Pal. Just. NANTERRE (92) JEUDI 26 SEPTEMBRE 1991 à 14 h
APARTEMENT à ASNIERES (92600)
10, rue Louis-Molot - sur 1^{er} étage - 3 Pces - Cuis. - Salle de Bain W.C.
Salle de Bain W.C. - M. à Px. 300 000 F
CAVE N° 6
S'adr. M^{re} M. WISLIN avocat à NEUILLY-SUR-SEINE (92200)
7, avenue de Madrid - M^{re} J.-C. ABADIE avocat à PARIS 4
23, boulevard Henri-IV - Tél. : 42-72-07-41 (avant 16 h)

Vente au Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 3 OCTOBRE 1991 à 14 h
APARTEMENT de 3 PIÈCES
entrée, cuisine, salle d'eau
LEVALLOIS-PERRET (92)
9, rue Marjolain - MISE A PRIX : 350 000 F
S'adresser à M^{re} BOUCHERY-OLANNE, avocat au Barreau des Hauts-de-Seine,
12, boulevard du Sud-Est (92000) NANTERRE - Tél. : 47-21-49-95 (le matin).
Sur les lieux pour visiter le LUNDI 30 SEPTEMBRE 1991 de 11 h à 12 h.

Vte. S/épis. Pal. Just. CRETEIL (94) JEUDI 26 SEPTEMBRE 1991 à 9 h 30
MAISON AVEC JARDIN à L'HAY-LES-ROSES (94240)
44, rue Eugène-Olivier - compt. : entresol (Cave et Réserve) Rez-de-Ch.
1^{er} et 2^{es} étages - 10 Pièces Principales Tout confort - Garage indépendant - Petit bâtiment en annexe.
M. à P. : 1 600 000 F
S'adr. M^{re} S. TACNET avocat à CHAMPIGNY-SUR-MARNE (94500)
20, rue Jean-Jaures - Tél. : 47-06-94-22 - M^{re} J.-C. ABADIE avocat à Paris 4, 23, boulevard Henri-IV - Tél. : 42-72-07-41 (avant 16 h).

ASIE

HONGKONG : après le premier scrutin démocratique

Le succès des libéraux marque une défaite symbolique pour Pékin

PÉKIN

de notre correspondant

Seize sièges sur les dix-huit du Conseil législatif de soixante sièges soumis au scrutin universel, les autres étant attribués d'office par le gouvernement colonial : le verdict est, en apparence, catégorique. Les candidats qui réclamaient une plus grande démocratie pour Hongkong, quoi que puisse dire Pékin, ont reçu un mandat populaire certain. Mieux, plusieurs candidats provinciaux, soutenus massivement par Pékin, qui leur a fourni une logistique de campagne importante par le biais de ses relais dans la colonie, ont mordu la poussière.

L'âme damnée des communistes, l'avocat Martin Lee, chef de file des Démocrates unis, a recueilli sur son nom 10 % du total des votes exprimés. Ce record sera interprété par la Chine populaire comme un claque. M. Lee est partisan de renégocier l'accord britannique prévoyant une démocratisation très limitée des institutions de Hongkong d'ici la rétrocession de 1997. Près de vingt-quatre heures après l'annonce des résultats, les médias officiels de Pékin n'en avaient toujours pas fait état. C'est un signe de gêne manifeste.

Intimidation chinoise

Cependant, le faible taux de participation renforce le cliché de l'apathie politique traditionnelle de la population hongkongaise. Moins de 40 % des 1,9 million d'électeurs sont venus aux urnes, alors que le gouvernement colonial en attendait 50 % et que certains sondages - nécessairement imprécis faute de pratique solidement établie - prévoyaient jusqu'à 70 %.

Ce chiffre apporte de l'eau au moulin de la Chine, qui considère que la population de Hongkong, d'abord soumise de faire de l'argent, n'est pas intéressée par le débat démocratique.

En fait, Pékin semble avoir réussi à intimider l'électorat par sa tactique de la grosse voix dans les jours ayant précédé le scrutin. La Chine a distillé, par le biais des organes de presse qu'elle contrôle

à Hongkong, son fiel contre les libéraux, accusés de manquer de « patriotisme » - reproche signifiant qu'ils ne sont pas à la botte du Continent.

Deux jours avant le scrutin, la représentation officielle du régime communiste dans la colonie qualifiait de « fantasme irréaliste » l'idée que la composition de l'Assemblée législative - qui n'a jamais eu, dans le passé, qu'un rôle de chambre d'enregistrement des décisions du gouverneur - puisse être modifiée avant 1997 pour inclure un nombre plus important que prévu de députés élus.

Londres et Pékin se sont mis d'accord pour que ceux-ci ne dépassent pas le tiers de la chambre. Il y a peu de chance que Londres tienne sa vague promesse de réexaminer la situation en 1995, à deux ans de la rétrocession.

Un commentateur politique en vue, Lee Yee, estime que, Londres ayant largement perdu son pouvoir de négociation face à Pékin, toute accélération de la démocratisation est compromise par ce scrutin. Celui-ci, de fait, apparaît davantage comme un geste donné à une opinion publique majoritairement résignée à voir le continent communiste faire main basse, avec ses méthodes autoritaires, sur la quatrième place financière du monde.

La satisfaction affichée à Londres sur la qualité démocratique des élections de dimanche est, en soi, suspecte, si on la rapproche de la tradition de décolonisation britannique. Selon certains, la population hongkongaise a manqué sa dernière chance de prendre plus fermement en main son avenir.

FRANCIS DERON

Les perspectives de négociations en Afghanistan. - Le Pakistan a annoncé lundi 16 septembre que le gouvernement afghan était prêt à engager des discussions avec des représentants de l'opposition, sans que le président Najibullah y prenne part en personne. M. Najibullah avait proposé dimanche un cessez-le-feu unilatéral aux rebelles afghans. - (AFP)

4 ESPACES CONSEILS AU CŒUR DE PARIS

3, RUE LA BOÉTIE	112, BD ST-GERMAIN	132, BD ST-GERMAIN	18, BD DE SEBASTOPOLE
------------------	--------------------	--------------------	-----------------------

9990 F.T.C. 9990 F.T.C. 6950 F.T.C.

CANON PC 15 Photocopieur sans entretien, agrandissement et réduction, plateau fixe

CANON STARWRITER 80 Traitement de texte portable impression 1000 caractères par minute

CANON FAX 260 F Télécopieur avec PTT 64 numéros de gis

DEMANDEZ NOTRE CATALOGUE GRATUIT

BUREAUTIQUE **DURIEZ** INFORMATIQUE

مكتبة من الأصل

POLITIQUE

Devant les petits patrons réunis à Bordeaux

M^{me} Cresson présente les mesures en faveur des PMI-PME comme « la première étape du programme Maignon »

En s'exprimant, lundi 18 septembre, à Bordeaux, lors d'une réunion exceptionnelle du comité directeur de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME), M^{me} Edith Cresson a expliqué que le « plan global » pour les PME-PMI qu'elle présentait n'est que « la première étape du programme Maignon », c'est-à-dire du « programme du gouvernement en matière économique », dans lequel devraient figurer aussi, a-t-elle annoncé, l'ouverture du capital des entreprises publiques et des mesures pour l'emploi et la formation, présentées « avant la fin de l'année ».

BORDEAUX

de notre envoyé spécial

Si ce 16 septembre n'a pas été la « fête » de M^{me} Cresson, c'est parce que le premier ministre ne l'a pas voulu. Tout, pourtant, avait été mis en place, à Bordeaux, pour que la Sainte-Edith fût dignement fêtée. Pas seulement parce que M. Jacques Chaban-Delmas a accueilli, en sa mairie, son lointain successeur à l'hôtel Maignon avec une gigantesque gerbe de roses, trop beaux que sa ville eût été choisie pour un événement national en ce jour anniversaire de son discours sur la « nouvelle société » (1). « Cette idée, a-t-il dit, que j'ai lancée avec M. Jacques Delors [...], reste toujours d'actualité. » Le maire de Bordeaux a couvert d'éloges le ministre préféré du chef du gouvernement, M^{me} Martine Aubry, fille de M. Delors.

Non, si ce 16 septembre aurait pu être la fête du premier ministre, c'est parce que le « patron » des petits patrons aurait aimé que ses ouailles fissent un triomphe à ce chef d'un gouvernement socialiste si compréhensif avec elles. Ce n'était pas par intérêt politique qu'il souhaitait lui faire cette fleur. M. Lucien Rebuffel est un élu parisien du RPR et n'a rien d'un crypto-socialiste, mais parce qu'il était trop heureux qu'un premier ministre donne enfin satisfaction à bon nombre de revendications de son organisation, que tous

ses prédécesseurs, de droite comme de gauche, n'avaient pas voulu prendre en compte, et parce qu'il était particulièrement satisfait que ce plan ait été négocié avec la CGPME, ce qui ne peut que renforcer celle-ci dans sa perpétuelle lutte d'influence avec le CNPF.

M. Rebuffel avait donc décidé d'offrir un triomphe à M^{me} Cresson. Il avait organisé une réunion exceptionnelle du comité directeur de la CGPME, ouverte à tous ses adhérents, pour que le premier ministre puisse présenter son « plan PMI » devant ses bénéficiaires. Surtout, il avait préparé un discours dithyrambique pour M^{me} Cresson et les ministres qui l'accompagnaient : M. François Douhin, le ministre délégué à l'artisanat, au commerce et à la consommation, a « notre confiance totale », a-t-il dit, car ses idées « rejoignent les nôtres pour l'essentiel ». M. Dominique Strauss-Kahn, le ministre délégué à l'industrie et au commerce extérieur, agit avec « un calme qui lui permet sa compétence reconnue ». M^{me} Aubry a su dissiper la « confusion », en assurant qu'elle ne voulait pas que des délégués syndicaux extérieurs à l'entreprise puissent pénétrer à l'intérieur de celle-ci (un engagement que M^{me} Cresson a repris à son compte en assurant qu'il n'a « jamais été question » d'une telle réforme).

Les félicitations de M. Rebuffel

Le plus beau florilège de compliments a pourtant été pour M^{me} Cresson et tellement appuyé qu'il aurait probablement fait rougir même un premier ministre de droite : ce plan « témoigne de la cohérence de votre pensée », a déclaré M. Rebuffel, ajoutant : « Jamais un tel plan global ne nous a été proposé. » Et, comme par hasard, les demandes initiales du président de la CGPME portaient sur les revendications dont il savait qu'elles allaient être satisfaites, alors que, par avance, des excuses étaient trouvées à la non-prise en compte des autres. Il s'est amusé, même, à faire applaudir des formules dont il n'a avoué qu'après coup qu'elles étaient de

M^{me} Cresson. Il fallait bien, d'ailleurs, une telle ruse pour faire applaudir un premier ministre par les plus de mille cinq cents patrons pour qui, manifestement, un socialiste reste un socialiste, même quand il leur accorde ce qu'ils réclament.

Ces applaudissements, apparemment, M^{me} Cresson ne les souhaitait pas trop. Elle n'a rien fait, en tout cas, tout au long de son discours, pour les faire jaillir. Laisant de côté le texte écrit qui lui avait été préparé, et dont plusieurs formules étaient aptes à soulever l'enthousiasme de ses auditeurs, elle s'est fiée à sa connaissance du dossier pour improviser une présentation assez froide du catalogue des mesures de son plan (le Monde du 17 septembre). Certes, le premier ministre a pris plaisir à souligner que « les difficultés des PME viennent, dans une large mesure, de ce que, en France, elles n'avaient jamais été traitées ni considérées en tant que telles » et qu'un plan tel que le sien, qui tend à mettre fin à cette situation, était « indispensable à la cohésion nationale ». « Je suis venue vous apporter ce que, je crois, vous attendez, c'est-à-dire mon soutien résolu et durable », a assuré le premier ministre, soutien qui se traduit par des mesures visant, « à la fois (a) oxygéner les entreprises et (b) les renforcer ».

Sans demander vraiment des efforts en échange de ce qu'elle offre à ces petits patrons, M^{me} Cresson a souhaité établir avec eux un « contrat de confiance », car « rien ne se fera sans vous », leur a-t-elle lancé : il faut donc que, « toutes ces mesures, vous vous en empariez ». A l'intention, non de ses auditeurs, mais des militants socialistes de la Gironde, qu'elle a rencontrés avant d'aller à la mairie, M^{me} Cresson a tenu à préciser : « Il ne s'agit pas d'enrichir les individus, mais de renforcer les entreprises ».

Le « paradoxe de Bordeaux » est ainsi apparu clairement. M^{me} Cresson venait faire plaisir aux petits patrons, mais elle ne tenait pas à ce que son plan apparaisse comme ayant cela pour objectif premier. D'où son souci de le replacer dans le plan économique de son gouvernement, ce qu'elle appelle dorénavant le « programme Maignon ». D'où son insistance, dans son discours oral, à expliquer qu'il s'agit de remédier au tissu économique de la France pour lui permettre de faire face à la mise en place du marché européen, et pour lutter contre le chômage.

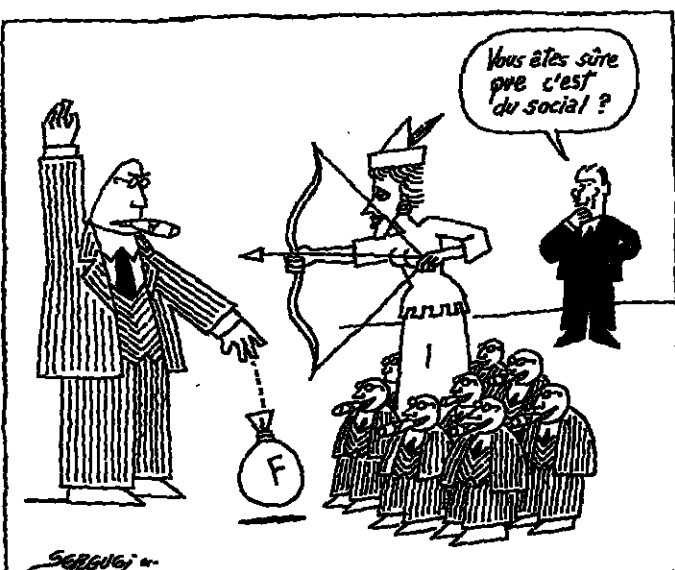
Comment donner de l'espoir au patronat sans désespérer les militants socialistes, dont la mine des élus présents à Bordeaux — MM. Henri Emmanuelli, Christian Piret et Jacques Roger-Machart — suffisait à montrer que certaines conclusions sont dures à avaler ?

THIERRY BRÉNIER

(1) Prononcée le 16 septembre 1989 à l'Assemblée nationale et approuvée, le lendemain, par 369 voix (gaullistes, giscardiens et centristes) contre 85 (communistes et Fédération de la gauche), la déclaration de politique générale de M. Chaban-Delmas, premier ministre de Georges Pompidou, dressait un diagnostic de la « société bloquée » et proposait de construire une « nouvelle société », voulue « prospère, jeune, généreuse et libérée ». Trois ans plus tard, le 5 juillet 1972, M. Chaban-Delmas, bien qu'ayant reçu de l'Assemblée un nouveau vote de confiance (368 voix contre 96) le 24 mai précédent, était prêt par le président de la République de présenter la démission de son gouvernement.

M. Madelin : « Pas à la hauteur ». — M. Alain Madelin, vice-président de l'UDF, ancien ministre de l'Industrie, a déclaré, mardi 17 septembre, sur Europe 1, que le plan en faveur des PME-PMI « va dans le bon sens », mais « n'est pas à la hauteur de l'enjeu et représente une sorte de bric-à-brac de mesures qui passent peut-être à côté de l'essentiel ». « D'un côté, a-t-il dit, on annonce une baisse des impôts sur les sociétés, mais, de l'autre côté, on augmente d'autres impôts sur les sociétés [...], ce qui fait qu'au bout du compte, [...] cela n'aura pas d'effet significatif sur l'emploi ».

Le PS : « une avancée importante ». — M. Pierre Mauroy a déclaré, lundi soir 16 septembre, que les mesures annoncées par M^{me} Edith Cresson pour les PME-PMI constituent un « plan de grande ampleur » en faveur de ces entreprises, qui « assurent 58 % des investissements et 67 % de l'emploi total ». Le premier secrétaire du PS estime que « par son financement, ce plan encourage l'initiative et la prise de risques » et « privilégie l'économie réelle plutôt que la spéculation financière ». C'est pourquoi, a ajouté M. Mauroy, « le Parti socialiste considère donc cette étape comme une avancée importante et en attend avec confiance les prochains développements », tout en attendant « avec espoir » dans le prolongement de ces mesures structurelles, le plan pour l'emploi annoncé pour la fin du mois de septembre.



Des réactions professionnelles et syndicales en demi-teinte

Le plan global en faveur des PME-PMI, révélé lundi 16 septembre à Bordeaux, a suscité des réactions en demi-teinte. Le président de la CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises), M. Lucien Rebuffel, a salué « la double ambition hexagonale et internationale de ce plan ». Pour le ministre délégué à l'industrie et au commerce extérieur, M. Dominique Strauss-Kahn, les mesures annoncées « ne sont pas directement des mesures qui créent des emplois du jour au lendemain ». S'exprimant sur France-Inter, M. Strauss-Kahn a toutefois ajouté que les dix-neuf mesures destinées aux PME-PMI allaient leur donner à terme des marges de manœuvre supplémentaires « dont l'effet sur l'emploi sera important ».

Les critiques les plus vives sont venues du CNPF. M. François Perigot a qualifié le plan PME-PMI de « plan en trompe-l'œil » qui n'était « pas à la mesure des enjeux ». Pour le président du CNPF, « des dispositions essentielles pour les PME sont insuffisamment traitées, comme les mesures d'incitation aux augmentations de capital, la transmission des entreprises, ou totalement absentes comme le décalage d'un

mois des délais de paiement ». La Chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCIP) estime de son côté que le plan présenté est insuffisant et qu'il y manque le volet essentiel de l'innovation technologique. Les experts de la CCIP réclament, entre autres, une aide durable à la création d'emploi « avec, par exemple, la réduction des charges sociales pour l'embauche des deuxième et troisième salariés ».

Du côté des organisations syndicales, c'est le scepticisme qui domine. La CFDT juge « qu'un pas important vient d'être franchi au niveau économique », mais souhaite « qu'un même pas franchi au niveau social ». Elle demande que « des mesures concrètes soient prises pour permettre la représentation collective dans les PME et assurer aux salariés des droits équivalents à ceux des autres entreprises ». La CGT estime, dans un communiqué, que « pour l'essentiel les crédits vont permettre des allègements fiscaux d'importance, sans que soit mentionnée la moindre contrepartie contraignante ayant trait aux créations d'emplois ». Enfin, le secrétaire général de FO, M. Marc Blondel, doute que le plan « réponde au problème posé ».

Manifestation des salariés de Dassault

BORDEAUX

de notre correspondant

Environ huit cents salariés des usines Dassault et du pôle aéronautique et spatial de Gironde (Aérospatiale, SEF, SNPE, CAEPE, Thomson, Sextant-Avionique, CEA et CEL) ont manifesté, lundi 16 septembre, à l'occasion de la visite à Bordeaux de M^{me} Edith Cresson. La CGC, d'un côté, la CGT, la CFDT et FO, de l'autre, ont bloqué en deux cortèges différents, pendant quelques heures, la rocade autour de l'agglomération bordelaise. Les manifestants se sont rendus jusqu'aux abords du Palais des congrès, où M^{me} Cresson présentait son plan en faveur des PME.

Les réductions du budget et des commandes militaires suscitent l'inquiétude au sein du complexe militaro-industriel aquitain. Vingt-sept mille emplois directs ou indi-

rects dépendent, en effet, de cet ensemble. Or les salariés de l'usine Dassault de Mérignac redoutent la baisse des commandes de Mirage 2000 en 1991 et leur suppression en 1992, ainsi que le retard du programme « Rafale-Air ». L'abandon des « missiles à roulettes », les S 45, risque d'entraîner, en outre, quatre cents suppressions d'emploi, soit le quart des effectifs de l'Aérospatiale à Saint-Médard-en-Jalles. Cent cinquante autres suppressions sont envisagées, pour la même raison, à la Société européenne de propulsion, également à Saint-Médard-en-Jalles, où sont fabriqués les tuyères de missile.

Les diminutions des commandes militaires auraient des répercussions sur les carnets de l'emploi d'une multitude de sous-traitants, dont l'activité dépend exclusivement des grands groupes aéronautiques implantés dans le Sud-ouest.

G. de M.

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

AFRIQUE CULTURELLE

Envoyer 40 F (timbres à 2,50 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en joignant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 F d'essai), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

M. Barre approuve « toutes les mesures » qui renforcent les entreprises

Invité, lundi 16 septembre, du Club de la presse d'Europe 1, M. Raymond Barre a estimé que le plan en faveur des PME présenté par M^{me} Edith Cresson était « un plan utile » et qu'il fallait « approuver toutes les mesures qui tendent au renforcement des entreprises ». L'ancien premier ministre a toutefois ajouté que ces mesures n'auront pas d'effet immédiat et a souhaité qu'elles soient effectivement « appliquées ».

M. Barre s'est prononcé pour une privatisation de « toutes les entreprises du secteur concurrentiel », tout en reconnaissant que, « dans certains cas extrêmement limités », l'Etat doit détenir une minorité de contrôle. Il a jugé « très fâcheux de vendre des participations de l'Etat dans des entreprises pour se donner des recettes

budgétaires ». « Avant d'alimenter le budget de l'Etat, il est indispensable de laisser la privatisation bénéficier d'abord aux entreprises », a-t-il poursuivi, qualifiant la situation actuelle de « ni-ni amélioré ».

Le député du Rhône a estimé que la France « ne part pas vers une catastrophe économique », mais qu'« elle n'utilise pas suffisamment ses atouts ». La reprise sera, selon lui, « progressive et modérée ». M. Barre a rendu hommage à la politique de M. Pierre Bérégovoy « qui consiste à défendre les grands équilibres ». Enfin, M. Barre s'est montré optimiste sur l'évolution de la société française, jugeant qu'elle était « en train de se déverrouiller ». « Les partis étant équilibrés », l'avenir appartiendra, selon lui, « aux hommes qui acceptent de travailler ensemble aux problèmes du pays ».

Pendant Apple Expo, tous les hommes ont la parole, mais chacun à leur tour.

CONFÉRENCES	11 H 00	14 H 00	15 H 00	16 H 00
MERCREDI 18 SEPTEMBRE	Information électronique : - Des bornes interactives au Multimédia pour tous -	- Rencontre avec Système 7 -	- Macintosh et les Grands Comptes : la preuve par l'exemple d'Entremont -	Education : - Le Macintosh à l'école -
JEUDI 19 SEPTEMBRE	Gestion : - Améliorer la gestion de son entreprise grâce à Macintosh -	- Rencontre avec Système 7 -	- Couleurs : le traitement de l'image de qualité photographique passe par Macintosh -	Réseaux : - Macintosh, un réseau pour travailler ensemble -

Pour connaître le programme complet des conférences, venez à Apple Expo ou tapez 3614 code Apple.
Apple Expo est au Cnit/La Défense, du 18 au 21 septembre 1991.

Apple Expo



POLITIQUE

Après la Fête de l'Humanité

Le PS oppose une fin de non-recevoir à la « confrontation d'idées » proposée par le PCF

Le porte-parole du Parti socialiste, M. Jean-Jack Queyranne, a affirmé, lundi 16 septembre, qu'une rencontre PS-PCF n'est pas à l'ordre du jour. « Le PC doit d'abord tirer toutes les conséquences de la fin du communisme dans les pays d'Europe de l'Est, a-t-il souligné. Le dogme ne peut pas rester entier et la direction du PC n'en a pas encore pris la mesure. » Le porte-parole du PS réagissait ainsi par la négative au discours prononcé dimanche à La Courneuve, par M. Georges Marchais, dans

lequel le secrétaire général du PCF avait estimé opportun de « confronter, dans une initiative publique, les idées du Parti socialiste et du Parti communiste, comme cela avait été envisagé au printemps dernier. »

Les communistes contestataires et les socialistes critiques réunis depuis le 16 avril dernier par le manifeste « Refondations » devaient tenir, de leur côté, mardi matin, une conférence de presse pour exposer comment ils entendent développer leurs activités en vue de « refonder une perspec-

tive, une culture, une pratique de transformation sociale. »

Au nom du Mouvement des élus progressistes (MEP), M. Gaston Viens (ex-PC), et des communistes « reconstructeurs », M. Claude Poperan se proposent d'annoncer, mercredi, à Orléans, d'autres initiatives « en vue d'un rassemblement dans la vie politique, y compris dans sa dimension électorale. »

« La fête a parlé. » Sous ce titre, à la « une » de l'Humanité, mardi 17 septembre, le quotidien du PCF se réjouit du succès de sa kermesse de La Courneuve. Il y voit la confirmation que les communistes français « ne sont ni morts ni seuls ». Commentant, d'autre part, les élections partielles du week-end, qui ont fait perdre au PCF un siège de conseiller général dans l'Allier mais qui ont mis en évidence un regain de son audience en Loire-Atlantique, l'éditorial de l'Humanité se refuse à toute « conclusion hâtive » tout en affirmant que l'on peut tout de même y déceler le désir (des électeurs) de ne pas se laisser servir par la politique gouvernementale au moment où Edith Cresson annonce de nouveaux et somptueux cadeaux financiers aux patrons.

Le fait que l'effondrement du communisme en Union soviétique et dans les pays de l'Est n'ait pas affecté le traditionnel succès populaire de la Fête de l'Humanité et la bonne tenue des candidats communistes aux derniers scrutins locaux sont évidemment de nature à conforter la direction du PCF dans sa ligne.

Ce double constat n'introduit pourtant aucun élément vraiment nouveau dans le paysage politique. Paris n'étant pas Moscou et l'histoire de France n'étant pas celle de l'Union soviétique, l'effet « repoussoir » que l'effondrement des régimes communistes de l'Est peut susciter dans une partie de l'opinion publique française aux dépens des communistes français ne peut qu'être tempéré par l'image nuancée qui demeure celle du PCF, compte tenu de son passé, au sein de l'électorat de gauche, invité à débattre à la fête de l'Humanité, le vice-président de la SFRES, M. Jérôme Jaffré, soulignait ainsi : « Les gens savent que le PCF est très attaché au multipartisme et aux valeurs républicaines. Mais il reste beaucoup à faire pour que les communistes fassent percevoir ce qu'ils sont, ce qu'est leur projet de société. »

Quant à la dimension protestataire qui caractérise souvent les votes en faveur du PCF, elle est

aussi vieille que le communisme et la captation des réflexes protestataires par le Front national, depuis que la politique des gouvernements mitterrandiens a commencé à décevoir l'électorat majoritaire de 1981, n'a pas été étrangère, loin de là, au déclin de la formation de M. Georges Marchais. A partir du moment où le PS a spontanément tendance à s'engager davantage dans la voie de la social-démocratie, sous la pression des vents venus de l'Est, il devient inéluctable que le PCF, qui dénonce cette dérive, recouvre son rôle naturel de réceptacle des mécontentements. M. Marchais a en effet beau jeu d'observer, comme il l'a fait dimanche à La Courneuve, à propos des dernières déclarations de M. François Mitterrand : « Réaffirmer son identité de gauche tout en allant plus loin dans une politique de droite est une contradiction qui devient de plus en plus intenable. »

Flou général

Ces évidences ne modifient en rien, toutefois, les questions qui sous-tendent les débats internes au PCF. Elles ne réduisent pas la portée des arguments des communistes critiques qui, tels M. Charles Fiterman ou M. Philippe Herzog, soutiennent que leur parti se condamne lui-même à une impasse s'il s'engage dans une attitude d'opposition systématique au pouvoir sous des formes illusoires d'actions purement revendicatives, au risque de se retrouver surtout en concurrence, sur ce terrain, avec M. Jean-Marie Le Pen. Au mieux, le PCF se cantonnerait alors dans la gestion d'un fonds de commerce aux débouchés forcément marginaux.

La tâche de tous les partisans d'une « refondation » de la gauche en sera néanmoins rendue encore plus difficile, et surtout celle des « refondateurs » du PCF, car dans une telle perspective la direction du PCF interpréterait assurément un simple arrêt de son déclin électoral comme une grande victoire et la promesse d'un renouveau suf-

fisant pour justifier le maintien de ses positions.

En l'état actuel des choses la situation paraît donc figée. La direction du PS a changé son fusil d'épaule. Elle refuse aujourd'hui de s'associer à l'état-major du PCF. La fin de non-recevoir opposée lundi par son porte-parole, M. Queyranne, au discours de M. Marchais, qui avait relancé l'idée d'organiser un colloque public où pourraient débattre tous les socialistes et tous les communistes, semble refermer la parenthèse ouverte le 6 juin par les retrouvailles de MM. Pierre Mauroy et Georges Marchais. Il n'est plus question, pour le moment, au PS, d'ouvrir « un dialogue nouveau » avec le PCF. Quand il invite à l'autocritique la direction du PCF et en appelle aux « hommes de progrès » au sujet des prochaines échéances électorales, le PS mise clairement sur la démarche des communistes « refondateurs ». Mais, dans la mouvance où se situent les communistes contestataires, personne ne juge sérieux, pour l'instant, de s'en remettre au PS pour rénover

la gauche. Qu'il s'agisse de la nouvelle « entente démocratique » préconisée par les refondateurs, du « rassemblement des forces progressistes » souhaité par les « reconstructeurs », de « l'autre futur » cultivé par les inspirateurs du manifeste « Refondations », le plus grand flou subsiste sur les suites opérationnelles de toutes les démarches engagées pour essayer de ressusciter une sorte d'union de la gauche au moment où ce concept est lui-même frappé d'archaïsme. Sur ce terrain, les censeurs du PCF ne sont pas plus avancés que M. Marchais et ses partisans qui s'en remettent, eux, à l'intervention des « forces populaires » pour pousser les uns et les autres à jeter les bases d'un changement « de politique, de pouvoir, de société », selon l'expression du secrétaire général du PCF. L'avenir appartiendra peut-être à ceux qui, les premiers, sauront clarifier par quels chemins politiques ils espèrent parvenir à leurs objectifs.

ALAIN ROLLAT

A l'Assemblée nationale

Premières auditions publiques de la commission d'enquête sur le financement des partis

La commission d'enquête sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales, présidée par M. Jean-François Deniau, député (UDF) du Cher, organise, mardi 17 et mercredi 18 septembre, ses premières auditions publiques (1). Elle a convoqué à cette occasion les trésoriers de campagne des six principaux candidats à la dernière élection présidentielle, dans l'ordre suivant : M. Pierre Sotura pour M. André Lajoinie, M. Dominique Chaboche pour M. Jean-Marie Le Pen, M. Etienne Tête pour M. Antoine Waechter, M. Gilbert Beaux pour M. Ray-

mond Barre, M. Henri Nallet pour M. François Mitterrand, M. Dominique Perben pour M. Jacques Chirac. Au-delà, le programme des travaux de la commission n'est pas encore connu.

Lors de la dernière réunion préparatoire, mercredi 11 septembre, les députés n'ont pu se mettre d'accord sur les noms de la vingtaine de personnalités qui, compte tenu de la durée de vie de la commission, pourraient être entendues d'ici à la fin du mois d'octobre prochain. Mesurant chaque jour un peu mieux les effets de la publicité

des auditions, certains députés redoutent que des responsables politiques ou économiques soient en quelque sorte « jetés en pâture » à l'opinion publique, tandis que des auteurs d'ouvrages sur les affaires, tel l'inspecteur Antoine Gaudin, pourraient en profiter pour se faire de la publicité à bon compte. Face à la perspective de tels dérapages, des membres de la commission ont alors imaginé de renoncer à la publicité des auditions, au risque de paraître vouloir cacher la réalité de certains financements.

La commission d'enquête est également partagée entre ceux qui veulent aborder certaines affaires pour mieux dénoncer le système de leurs travaux et ceux qui souhaitent s'en tenir, d'une façon plus générale, à l'étude des mécanismes de financement des partis pour déboucher sur de nouvelles dispositions législatives. Enfin, les députés se heurtent à l'article 141 du règlement de l'Assemblée nationale, selon lequel la commission ne peut aborder des faits qui font actuellement l'objet de poursuites judiciaires.

Dans ces conditions, la proposition de loi (co-signée par MM. Laurent Fabius, Jean Aron, pour le PS, Bernard Pons, RPR, Charles Millon, UDF et Pierre Méhaignerie, UDC) visant à instaurer la publicité des auditions ainsi que son application, pour la première fois, à la commission d'enquête sur le financement des partis risquent de déboucher sur des résultats décevants. En décidant de se rendre personnellement devant la commission d'enquête alors qu'il n'y a pas été invité, le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, montre d'ailleurs qu'il est déjà prêt à exploiter toutes les failles de la nouvelle procédure.

J.-L. S.

(1) La commission est composée de quinze députés socialistes, sept RPR, cinq UDF, deux UDC, un PC.

□ M. Mazaud (RPR) s'oppose à l'audition de M. Le Pen. — M. Pierre Mazaud, député (RPR) de la Haute-Savoie, vice-président de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales, a indiqué, lundi 16 septembre 1991, que « M. Le Pen n'est pas convoqué ». Le président du Front national

La préparation des élections régionales

M. Le Pen s'installe dans les Alpes-Maritimes

Bien avant d'annoncer officiellement, le 7 septembre, sa candidature aux élections régionales dans les Alpes-Maritimes, M. Jean-Marie Le Pen avait élu domicile à Nice. L'équipe de campagne du président du Front national est en place, et le calendrier de ses principaux meetings est arrêté.

NICE

de notre correspondant régional

Amateur d'images, M. Le Pen s'était présenté, le 7 septembre, comme un « amiral » venant « mettre sa flamme de guerre sur le bâtiment le plus important de l'écadran ». Bien avant une bataille, probablement peu conforme aux règles de la Navale et qui doit être, selon lui, « décisive », le président du Front national avait loué un deux-pièces dans un immeuble de grand standing, avenue Gay, au centre de Nice, près de l'église russe.

Dès la fin du mois, il devrait disposer de bureaux de campagne, d'une superficie de 150 mètres carrés à 200 mètres carrés, qui se situeront sur l'une des principales artères de la cité (1). Ce « PC » sera complété par les deux permanences nicoises du Front national, situées, également, dans les quartiers centraux République et Gambetta.

Le « staff » de M. Le Pen sera constitué de six cadres et sera localisé de son parti : MM. Max Baeza, Jacques Peyrat, Albert Peyron, Jean-Pierre Ghost, Claude Scanapico et Jean-Paul Ripoll, à

l'exclusion de toute autre personnalité extérieure au département. D'où l'idée directrice de la campagne : « Pour la Côte d'Azur, une équipe locale avec un leader national (2). » Un comité de soutien au président du Front national est en cours de création dans les Alpes-Maritimes. Présidé par M. Baeza, porte-parole du Front national dans le département, il sera formé de quatre collèges (élus, décorés, société civile et mouvement associatif).

Selon M. Baeza, quarante-cinq titulaires de la Légion d'honneur, dont trois commandeurs, ayant tous des attaches dans les Alpes-Maritimes, ont décidé d'en faire partie. Parmi les élus figurent d'anciens membres du RPR et de l'UDF.

M. Le Pen a donné quelques indications sur son programme, dont les principaux thèmes seront, sans surprise, ceux de la sécurité et de l'immigration, ainsi que ceux de l'emploi, de la formation et de « la préservation de la beauté de la région ». Après une première campagne d'affichage (« Le Pen, vite ! », qui annonçait la venue du leader du parti d'extrême droite, deux autres vagues devraient suivre d'ici au 1^{er} décembre, date à laquelle les candidats se seront plus ou moins auto-qualifiés par la utilisation des panneaux commerciaux. Le Front national a reçu, en l'occurrence, le renfort d'une partie des anciens agents électoraux méditerranéens, lesquels, a précisé M. Baeza, « ne viennent pas en mercenaires, mais pour le plaisir de travailler avec M. Le Pen ».

Cinq

grands meetings

La première manifestation de la campagne dans le département sera organisée le 27 septembre, sous la forme d'une conférence donnée par le président du Front national à l'initiative des « décideurs locaux », sous les auspices de l'Institut français national, un organisme qui regroupe les intellectuels membres ou proches du mouvement lèpéniste. Il est prévu, d'une part, que M. Le Pen anime cinq grands meetings dans les principales villes des Alpes-Maritimes (Nice, Antibes, Cannes, Grasse et Menton). Il participera à des réunions dans les chefs-lieux des cinq autres départements de la région (Marseille, Toulon, Digne, Avignon et Gap).

L'équipage du « vaisseau amiral », c'est-à-dire la liste du Front dans les Alpes-Maritimes, ne sera connue qu'à la fin du mois de novembre. M. Baeza et les deux anciens députés d'extrême droite du département, MM. Peyrat et Peyron, devraient en occuper, dans cet ordre, les premières places derrière leur chef de file. Lors de sa conférence de presse du 7 septembre, M. Le Pen avait évoqué la participation de plusieurs personnalités départementales « de premier plan ». Il est probable, enfin, que des tentatives de démarchage seront faites en direction d'élus municipaux nicois (sans exclusion des ralliements spontanés).

Conséquence de ce risque, M. Martine Daugreilh, députée (RPR) et adjoint au maire de Nice, a allumé un contre-feu en tentant de ses collègues de la majorité municipale (sur cinquante et un) qui ont prêté une sorte de serment d'union de la droite locale contre « la venue de prédateurs parisiens, de M. Le Pen à M. Tapies ». Pour les élections cantonales, le Front national s'apprête, néanmoins, à rendre public le nom d'un élu méditerranéen, conseiller général sortant et maire d'une commune du littoral, qui vient de solliciter et d'obtenir son soutien.

GUY PORTE

(1) Le lion (avenue Jean-Médard, avenue Maloussène ou cours Saleya) n'est pas encore défini. Le loyer de ces locaux serait de l'ordre de 10 000 F à 12 000 F par mois.

(2) Le Front national revendique un peu plus de cinq mille adhérents dans le département.

avait annoncé, le 15 septembre, son intention de se rendre « en personne » devant la commission, à la place de son trésorier de la campagne présidentielle de 1988 (le Monde du 17 septembre). Lundi soir, sur TF1, M. Le Pen a indiqué que « si les huisseries [lui] interdisent l'entrée de la salle de réunion, il obéira « aux ordres du président de la commission », en laissant « le public juge ».

DIAGONALES

UN des premiers produits français prêts à envahir les nouveaux marchés de l'Est sera, paraît-il, le Loto. Pour le panache, on aurait préféré une reprise de contact plus conforme à notre prestige dans l'ordre de l'esprit. Il va nous falloir changer de fierté : avec l'apaisement et autres loteries clignotantes, la patrie des droits de l'homme fourguera aux néophytes du paradis capitaliste ses derniers attraits-nigauds en matière d'égalité des chances.

Nous aurions pu exporter une autre spécialité nationale, si les pays de l'Est n'y étaient passés maîtres et n'en avaient, on l'espère, soupé : l'épuration. Là-dessus, la France bat tous les records des démocraties libérales. Comme nulle part à l'Ouest et à l'Est, l'offondrement du communisme a ravivé chez nos intellectuels la guéguerre civile et les inquisitions torves par quoi ils cherchent périodiquement à se redonner une importance perdue. Quarante-cinq ans après les batailles d'excubation, la chasse aux ex-cocos est ouverte. La vindicte a changé de camp, mais les méthodes restent strictement les mêmes. La presse anticomuniste espère réintroduire du rationalisme dans une « victoire » par trop miraculeuse, et sauver son fonds de commerce, en publiant des listes nominatives de suspects, comme aux pires jours de proscription. Les agendas des anciens sympathisants sont épluchés, passé leur degré de compromission, malgré leurs « bouts de chemin » avec la Mal. La visite à Moscou ou à Cuba vers 1960 remplace, dans le catalogue des hontes, le voyage à Weimar en 1942.

Comme en 1945, comme toujours, les repentis sont les plus schématisés à accuser, croyant ainsi faire mieux oublier leurs propres torts, et ce d'autant plus qu'ils se sont ravisés tard, tels les résistants de la dernière heure devenus épureurs sans merci.

Épuration

La manie de la curée s'alliant volontiers, chez nous, au respect des filous et au sens du copinage, les dénonciateurs d'aujourd'hui, comme ceux d'hier, épargnent les affiliés et ceux des intellectuels qui les ont rejoints ou servis. La prime aux traîtres, une vieille histoire ! Et toujours le même prétexte pour assouvir l'instinct revanchouillard : nos tartuffes agissent contre l'« amnésie », pour l'édification de nos chères têtes blondes ! Elles vont être édifiées, en effet !

Bel exploit de mémoire courte, en vérité ! Certains des croisés anticomunistes d'aujourd'hui se sont plaints de tels procédés, en tant que procédés, quand ils eurent à la suite de la part des résistants. Leur attachement aux principes était donc de pure circonstance, comme la justice qu'ils récusent. Encore les combattants antinazis avaient-ils payé de leur sang la victoire, au lieu que celle-ci semble tomber du ciel, et y avaient-ils laissé des frères d'armes...

Un macabre à retardement et à la française est en train de se mettre en place, avec la violence des frousses rétrospectives. Irrationnel jusqu'aux procès en due forme ? Lois et ordonnances existent, concernant la démolition ou l'intelligence avec l'ennemi. Lors de la décolonisation, certains écrivains fêrés d'éclat et brouillés avec notre justice depuis l'« épuration » n'ont pas craint d'appeler ses foudres sur la tête du voisin.

Mais on ne met pas Voltaire en prison, comme le rappelle de Gaulle à propos de Sartre ; et les intellectuels, pour leurs castagnes, ont beaucoup mieux que les tribunaux. Ils se couvrent mutuellement d'opprobres, pensant se

rajeunir la plume. Ils obligent le suspect à se justifier, vieille jouissance à laquelle les artistes américains eux-mêmes n'ont pas renoncé, dans les années 50. On va voir, miam ! comment Untel se défend d'avoir chanté à Sofia, tel autre d'avoir été traduit en kirghiz... Fini le silence des clercs ! La rancœur fratricide leur a toujours redonné du poil de la bête : elle va leur tenir lieu, une fois de plus, de débat d'idées.

Les noises cherchées aux individus n'ont guère plus d'importance que les coups tordus de potaches sous les prétextes. On s'en remettra, tant qu'il ne sera pas question, comme ce serait logique, de réhabiliter le LVF comme pionnière du combat aujourd'hui gagné...

Plus redoutable est la chasse faite aux idées et aux idées. Jouant insolamment sur les mots, les soi-disant libéraux assimilent toutes les formes de socialisme au léninisme qu'elles ont combattu dès l'origine, bien plus utilement que le conservatisme lanceur d'anathèmes. Déjà, des militants maquillés en experts débloquent le marxisme qui serait tapi dans la moindre de nos institutions scolaires ou culturelles. Les soviets morts, on va en voir partout. Ne sera démocrate bon teint et lavée de soupçon que la droite, y compris l'extrême...

Ces amalgames et procès truqués contre la social-démocratie rappellent la mauvaise foi avec laquelle certains résistants socialistes présentaient le maurassisme comme une pépinière de collabos, alors que l'AF produisait au moins autant de gaullistes que de vichystois. Qui, de ces derniers, aura le scrupule de s'en souvenir ?

Mauriac, en juin 1946 : « La haine est une patrie où les frères ennemis se rejoignent sans se voir. »

فكرنا من الأصل

MÉDECINE

Dans un rapport préliminaire du National Institute of Health américain

Le professeur Gallo est accusé d'avoir « censuré » l'article sur la découverte du virus du sida

Les pressions exercées sur lui pour qu'il ne parle pas avant d'être vaincu : Mikulas Popovic, le virologue en chef du laboratoire du professeur Robert Gallo (National Cancer Institute, Bethesda) au moment de la découverte du virus du sida, a craqué. Il n'a pas voulu porter seul le chapeau des irrégularités commises dans ce laboratoire à cette époque. Et, du même coup, le véritable commencement d'apparition dans ce qui constitue la plus incroyable polémique scientifique du siècle.

En effet, selon un rapport préliminaire du National Institute of Health, dont la teneur a été révélée par le *Chicago Tribune* du 15 septembre, le professeur Gallo a tout simplement « censuré » son principal collaborateur, l'empêchant d'écrire, dans l'article annonçant qu'il avait découvert le virus du sida (1), qu'il avait utilisé pour ce faire comme « virus de référence » celui que le professeur Montagnier (Institut Pasteur, Paris) lui avait adressé quelques mois plus tôt. Si le professeur Gallo avait publié dans *Science* l'original de l'article qu'il avait rédigé pour son compte Mikulas Popovic en mars 1984, il n'y aurait pas eu d'affaire. Tout aurait été clair, et personne n'aurait contesté la paternité des chercheurs français sur la découverte du virus du sida.

A en croire Mikulas Popovic (qui avait pris soin d'envoyer une copie du manuscrit original à sa sœur qui demeure en Tchecoslovaquie), des discussions pour le moins animées auraient eu lieu à l'époque entre lui-même et Robert Gallo. « Je n'ai rien dit d'autre », déclare aux enquêteurs du NIH le docteur Popovic, « pour que nous omettions de citer les références de notre travail. Nous avons eu tort de

ne pas indiquer plus clairement quelle a été la contribution du groupe de Luc Montagnier. » Pour les experts du NIH, il ne fait pas de doute que le professeur Gallo a exercé une « censure » caractérisée, contrevenant ainsi aux règles les plus élémentaires de la communication scientifique.

Une accusation très grave

Et par la suite, des années durant, il n'a cessé de mentir, affirmant qu'il n'avait pas fait pousser le virus de Pasteur en ligne continue. Au terme de ce rapport préliminaire de 200 pages, les experts du NIH s'en tiennent donc à l'accusation de censure, estimant que l'on ne peut encore parler formellement de « mauvaise conduite » scientifique. Une accusation très grave qui contraindrait la direction du NIH à prendre des

sanctions à l'égard de son chercheur vedette.

On saura donc dans quelques semaines, à l'occasion de la publication du rapport définitif du NIH — après que ce document aura été une dernière fois revu par Robert Gallo, Mikulas Popovic, le Département of Health and Human Services et les deux groupes d'experts indépendants nommés par le NIH, — si l'on peut ou non conclure que le professeur Gallo a délibérément « volé » le virus de l'Institut Pasteur. Pour sa part, par l'intermédiaire de ses avocats, Mikulas Popovic a rejeté toutes les accusations de fraude et de falsification dont l'accusait, il y a quelques semaines, un précédent rapport préliminaire du NIH (*Le Monde* du 17 août).

FRANCK NOUCHI

(1) Publié le 4 mai 1984 dans la revue américaine *Science*.

CORRESPONDANCE

Le dopage dans les courses hippiques

Notre enquête sur les inculpations relatives à l'utilisation de médicaments interdits et de substances dopantes dans le monde des courses hippiques et de l'élevage des pur-sang (le *Monde* du 4 septembre) a suscité plusieurs réactions de lecteurs.

Le président de la Fédération nationale des sociétés de courses, M. Bernard Le Quellec, reconnaît que nous avons reproduit ses propos selon lesquels « il faut faire le maximum pour que l'institution des courses soit au-dessus de tout soupçon ». Il regrette toutefois que « parant de faux-divers dont seule la conclusion des instructions en cours permettra de mesurer la gravité », l'article « donne de l'institution des courses une très mauvaise image qui n'est pas méritée ». En matière de contrôle et de lutte antidopage, précise-t-il, « la réglementation française est la plus rigoureuse qui soit » : « les gagnants de toutes les courses supports d'es-

jeux urbains sont systématiquement l'objet de prélèvements aux fins d'analyse », ajoute-t-il.

Pour sa part, le président du Syndicat des éleveurs de chevaux de sang de France, M. Michel Henochberg, indique que « si le monde des courses et de l'élevage vit parfois avec difficulté sa confrontation avec le progrès des techniques sportives et médicales, et s'il est soumis à des lois et réglementations parfois en retard, voire inadéquates, par rapport aux pratiques modernes », le syndicat des éleveurs est favorable à une amélioration de la fiabilité des contrôles et à un aménagement « parallèle de la législation ».

Enfin, voulant « éviter tout amalgame », M. François Boutin, entraîneur à Chantilly, nous a déclaré avoir été « mis en cause de façon présumée » puisqu'il ne fait pas, à ce jour, l'objet d'une inculpation. « En vingt-cinq ans d'activité, je n'ai non seulement jamais

fait l'objet de la moindre inculpation, mais encore jamais connu le moindre problème qui puisse se pencher sur moi », déclare-t-il. « J'ai toujours exercé mon métier avec la plus grande rigueur (...) ». Faut-il ajouter que l'entraîneur des chevaux qui me sont confiés sur leur valeur intrinsèque et non en recourant à des drogues (...) ? Je suis très dans mes intérêts les plus légitimes — les miens et ceux de mes collaborateurs — car l'entraînement que je dirige est une entreprise de cent personnes, à la réputation sans tache. Tout cela est décevant, injuste et, permettez-moi, scandaleux. » Notre article se contentait d'indiquer que le parquet de Sens avait pris des réquisitions pour inculpation à l'égard de M. Boutin. Tout prévenu est, faut-il encore le rappeler, présumé innocent.

Après la mise en vente du sumatriptan en Grande-Bretagne

Le coût d'un médicament antimigraineux retarde sa commercialisation en France

Les autorités britanniques viennent d'autoriser la multinationale Glaxo à commercialiser au Royaume-Uni le sumatriptan, un nouveau médicament contre la migraine, souvent efficace mais très coûteux. Cette décision a pour effet de poser de manière concrète en France les problèmes financiers liés à la prochaine commercialisation de ce médicament.

Après les Pays-Bas et la Nouvelle-Zélande (en mai dernier), le Luxembourg, le Portugal et le Royaume-Uni ont, ces dernières semaines, décidé d'autoriser la commercialisation sur leur territoire du sumatriptan, le nouveau médicament antimigraineux de la multinationale pharmaceutique Glaxo. Le sumatriptan est une

molécule de la famille des agonistes de la sérotonine. Elle a une action spécifique sur certaines catégories de récepteurs présents au niveau des vaisseaux crâniens et directement impliqués dans la physiopathologie de la crise migraineuse. S'il ne peut, en aucune façon, être présenté (cela a déjà été le cas) comme un traitement miracle de la migraine, le sumatriptan a bel et bien démontré, au travers de plusieurs études expérimentales, qu'il pouvait élever, voire dépasser, l'efficacité des meilleurs « cocktails médicamenteux » pouvant être utilisés aujourd'hui contre cette pathologie fréquente, chronique, douloureuse et souvent très handicapante (*Le Monde* du 30 septembre-1^{er} octobre 1990 et du 17 juillet 1991).

En fonction des prescriptions

Bénéficiant d'un traitement médiatique souvent très louangeur, cette molécule pose un problème délicat aux responsables de santé publique. La multinationale Glaxo a décidé de demander à la fois le remboursement du produit par les organismes de Sécurité sociale et un prix de vente très élevé, souvent perçu comme prohibitif. Depuis le 17 juin dernier, par exemple, le sumatriptan est commercialisé aux Pays-Bas sur la base de 195,75 francs l'injection sous-cutanée et de 79,80 francs le comprimé (traitement proposé pour une crise). Pour les responsables de Glaxo, il s'agit de références pour un « prix européen » qu'ils entendent obtenir dans l'ensemble des pays de la Communauté. Outre les Pays-Bas, le produit est déjà acquis au Luxembourg et en Grande-Bretagne (pour la forme sous-cutanée).

Quelle sera l'issue de ce bras de fer en France, où les médecins spécialistes de la migraine attendent depuis plusieurs mois déjà la commercialisation du produit, d'ores et déjà réclamé ici ou là par le « lobby » des migraineux ?

Aucune difficulté technique — à l'exception de la liste précise des contre-indications (pathologies hypertensives et coronariennes) — n'existe pour ce qui est de l'autorisation de mise sur le marché. Tout le problème, en revanche, réside ici dans le prix demandé par la firme, étant entendu que plusieurs études dignes de foi situent à environ 12 % la proportion de la population française souffrant de migraine à raison, en moyenne, d'une crise ou plus par mois.

« Nous sommes prêts à discuter ouvertement avec les pouvoirs publics du prix du sumatriptan », nous déclare, en juillet dernier, M. Edwin Nathan, PDG de la filiale française de Glaxo. Tous les échanges sont possibles en termes de recherche, d'investissements industriels, voire même de risques si nous dépassons les volumes prévisibles des ventes de ce produit. » Interrogé ces dernières semaines sur l'état d'avancement du dossier, l'estomac de M. Bruno Durieux, faisant savoir que le ministre délégué à la Santé avait décidé, d'une manière générale, de ne plus faire accorder d'autorisation de mise sur le marché avant que le pays où le médicament avait été mis au point n'ait accordé une telle autorisation, le cas échéant, un remboursement. C'est désormais chose faite pour le sumatriptan, et l'on voit mal les pouvoirs publics français attendre encore très longtemps avant de prendre une décision.

Dans ce contexte, le sumatriptan constituera le premier et fort délicat dossier de la future politique pharmaceutique que le gouvernement souhaite au plus vite mettre en place (*Le Monde* du 28 août). Une politique qui cherche notamment, grâce à la future Agence du médicament, à organiser un système contractuel, le prix des nouvelles substances, « innovantes » étant fixé en fonction des volumes prévisibles des ventes, c'est-à-dire en fonction du nombre des prescriptions médicales.

JEAN-YVES NAU

TV CÂBLE ET VISIOPASS

Une nouvelle culture télévisuelle

Avec France Télécom comme partenaire, Lyonnaise Communications-TV Câble lance la nouvelle génération du câble.

Parmi ces destinataires : les 100 000 premiers abonnés de Paris et de sa périphérie, bénéficiant de la télévision du XXI^e siècle.



Après un an et demi, la télévision par câble a fait ses preuves. Elle offre une qualité d'image et un son de qualité, une programmation riche et variée, et une diversité de choix. Elle est accessible à tous, à un prix très avantageux. Elle est la solution pour ceux qui veulent profiter pleinement de la télévision moderne.

La révolution tranquille de la vie audiovisuelle. L'année 1991 marque le franchissement d'une nouvelle étape, avec la mise en place de nouveaux programmes : les options Ciné-Cinéma et Ciné-Cinéma, qui pourront choisir les passionnés du septième art ; la première, consacrée aux grands films des années 80, la seconde aux chefs-d'œuvre du cinéma d'aujourd'hui. À noter, jusqu'au 31 décembre prochain, les nou-

ENVIRONNEMENT

Fen vert gouvernemental pour la ligne à très haute tension dans les Hautes-Pyrénées

M. Lalonde pris à contre-pied

Le feu vert du gouvernement pour la construction d'une ligne à très haute tension entre la France et l'Espagne (*Le Monde* du 15-16 septembre) tombe au plus mal pour le ministre de l'environnement, M. Brice Lalonde. Le ministère de l'Industrie a en effet annoncé la nouvelle alors que l'ancien animateur des Amis de la Terre réunissait les siens dans l'île de Bardet (Morbihan) pour une deuxième université européenne de l'environnement, et au moment même où le ministre exaltait la fructueuse coopération entre l'Etat et les collectivités locales en signant le contrat de vallée du Scorff, samedi 14 septembre.

M. Antoine Weachter, porte-parole des Verts, a beau jeu aujourd'hui de demander la démission du ministre, qui se voit ainsi définitivement désavoué sur un dossier qu'il n'a jamais réellement défendu. Depuis mars 1990, en effet, le premier ministre, M. Michel Rocard, avait tranché en faveur d'EDF. Et comme les vallées de la Neste, de la Nivole et de la Loure (Hautes-Pyrénées) sont très peu habitées — ce qui en fait leur beauté sauvage — peu de protestations se sont fait entendre de la part des élus, au

moins côté français. Seuls les écologistes, à commencer justement par M. Weachter, venu plusieurs fois sur le site, avaient protesté et proposé un tracé alternatif.

M. Lalonde n'a décidément pas de chance avec les Pyrénées. Il s'est mis à dos les chasseurs en interdisant une zone à ours, sans pour autant se rallier les défenseurs du plantigrade, qui protestent contre l'ouverture de nouvelles pistes forestières. Le Conseil de l'Europe a retiré son label au parc national des Pyrénées, bien que le ministre de l'environnement ait obtenu que la construction du tunnel du Somport n'empêche pas sur le territoire du parc. Et voici maintenant une des dernières vallées préservées des Pyrénées livrée aux pylônes d'EDF et aux câbles de 400 000 volts. Même l'adjoint au maire de Tarbes, M^{me} Ariette Dubalen, pourtant membre du mouvement Génération écologie de Brice Lalonde, a jugé sévèrement ce « coup de force inadmissible dans un Etat de droit ».

R. C.

De la recherche suisse

BONNES NOUVELLES POUR CELUI QUI PERD SES CHEVEUX

BALE - Adieu à la chevelure ? Il semble qu'il s'agisse là de la plus grande préoccupation de celui qui perd ses cheveux (en France, il s'agit d'une véritable multitude).

Prête à rassurer ceux qui perdent vite l'espoir de conserver leur chevelure, voici une nouvelle qui arrive de Suisse.

Les chercheurs des laboratoires d'une société (Cosphor Labo) de Bâle ont mis au point une préparation cosmétique à base de Nicoténil (association de deux molécules et d'un vasodilatateur à usage topique).

Testée par le professeur Ernst Fink du Therapy and Performance Research Institute d'Elmengen, la préparation a montré une efficacité particulière sur pratiquement l'ensemble des sujets soumis au test. En appliquant la préparation pendant 4 mois, les volontaires n'ont rencontré qu'une seule gêne : une légère rougeur de la durée d'une heure environ au point d'application.

Cette découverte, commercialisée sous le nom de Labo, arrivera aussi dans les pharmacies françaises, après que leurs collègues suisses aient eu du mal à se protéger contre la vague des mordus de la chevelure déshabillée dans leur recherche de la préparation.

FAITS DIVERS

Vol d'un appareil radioactif sur un chantier dans le Vaucluse. — Le Service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI) a publié, lundi 16 septembre, un communiqué de mise en garde à la suite du vol d'un appareil radioactif sur un chantier à La Palud (Vaucluse). Il s'agit d'un dispositif de mesure à rayons gamma de la dimension d'un petit

SOCIÉTÉ

TAUROMACHIE

Toreros français en quête de statut

La corne d'abondance de la corrida

Alors que la saison taurine s'achève en France avec la feria nîmoise des vendanges qui aura lieu du mercredi 18 au dimanche 22 septembre, adversaires et partisans de la corrida s'affrontent à propos de la fiscalité appliquée aux courses de taureaux, dont le succès médiatique ne cesse de croître. Une manière de relancer la question du statut de la tauromachie en France.

Le débat est d'autant plus passionné que les arènes de l'Hexagone connaissent une fréquentation jamais égalée. Ainsi, selon le syndicat des toreros français, le nombre de spectacles organisés en 1989, du Var aux Pyrénées-atlantiques, a augmenté de 36 % par rapport à 1988. On estime à environ 1 million de francs le bénéfice laissé en 1990 dans les caisses des arènes de Dax (Landes) et de Vic-Fazensac (Gers) et à plus de 4 millions dans celles de Nîmes. Sans compter les retombées sur le commerce local pour qui l'heure de la feria est une énorme bouffée d'oxygène.

Depuis 1984, les organisateurs de corridas sont soumis à la TVA au taux de 18,60 %. Les associations de défense des animaux réclament son augmentation, les responsables des arènes demandent sa diminution. Ces derniers fondent leur argumentation sur le fait que la course de taureaux appartient, entre Bayonne et Fréjus, à une tradition culturelle, et est reconnue comme telle dans les régions où elle est autorisée. Rappelons, à ce propos, que la corrida a été introduite en France au dix-neuvième siècle par l'Andalouse Eugénie Marie de Montijo de Guzman, qui venait

d'épouser l'empereur Napoléon III. La mise à mort « à l'espagnole » a trouvé un terrain naturellement favorable à son expansion sur ces vieilles terres brûlées du Sud où, depuis des siècles, Languedociens, Provençaux, Landais et Basques « courent » le fauve mythique.

Aucun projet à l'étude

Certains spectacles sont imposés au taux réduit de 5,5 %. C'est le cas pour le théâtre, le cirque, les concerts et les expositions. « Pourquoi pas la corrida ? », font remarquer les aficionados. C'est le dossier qu'a plaidé, récemment à Paris, M. Simon Casas, directeur des arènes de Nîmes. Au ministère du budget, où l'ancien torero a été reçu par un membre du cabinet de M. Michel Charasse, on affirme : « Aucun projet visant à augmenter ou à diminuer la TVA perçue sur les corridas n'est à l'étude ». On est loin des propos de M. Jack Lang qui déclarait au Monde, le 13 novembre 1982 : « Le ministre de la culture est prêt avec l'ensemble des parties concernées à examiner les problèmes en suspens, qui ont trait, en particulier, à la législation et à la fiscalité des courses taurines et au statut social des toreros ». Cette prise de position, qui place officiellement la corrida dans le giron des affaires culturelles, n'a été suivie d'aucune initiative ministérielle pour engager le dialogue.

A travers ce débat est posée la question du statut de la tauromachie en France, dont l'impulsion au grand jour ne doit pas faire oublier qu'elle est toujours sous influence espagnole. Le syndicat des toreros français qui organisera cet automne les premiers « états généraux de la cor-

rida » examinera, bien sûr, les modalités d'application de la TVA mais tentera aussi de combler un vide juridique en définissant un statut professionnel pour les matadors, picadors et banderilleros nés de ce côté-ci des Pyrénées. « Doit-on assimiler ces toreros à des artistes du spectacle et se référer ainsi aux règles édictées par le code du travail et le code de la sécurité sociale ? », demande le syndicat. Voici les acteurs du drame taurin à la recherche d'une politique administrative, sociale, économique et fiscale pour que chacun ait sa juste part du gâteau. Mais peut-on enfermer dans un strict carcan les serviteurs d'un « art qui consiste à se moquer avec grâce de la mort » ?

Une mode éphémère

L'agitation qui a gagné les coulisses de la tauromachie, sortie de la clandestinité, envahit également les gradins. Un déferlement médiatique sans précédent, et pas toujours heureux, projette cape et muleta dans les derniers salons où l'on cause. La publicité, la télévision, la presse écrite s'emparent de l'ultime liturgie païenne et de la vie des hommes chamarrés d'or. La politique n'y échappe pas. M. Alain Marleix, député (RPR) au Parlement européen, a créé à Strasbourg un intergroupe favorable à l'affrontement de l'homme et de la bête alors que certains responsables de spectacles tauromachiques sont tentés par le combat des urnes.

Bref, la corrida est devenue une mode. Et comme toutes les modes, celle de l'arène est superficielle, injuste et éphémère. A la Pentecôte, l'amphithéâtre romain de Nîmes est devenu le temple du paraître. Peu importe

de savoir l'origine des taureaux qui jaillissent du toril, l'important est d'être présent après avoir été vu avant-hier à Cannes et hier à Roland-Garros. Heureux homme de lumière qui sait aussi bien toréer le public que le fauve à la corne menaçante. Cette situation, à Nîmes ou ailleurs, ne va-t-elle pas donner un argument de poids aux adversaires de la corrida ? Car si sur la Croisette ou porte d'Auteuil on peut faire le beau, peut-on raisonnablement avoir la même attitude dans une arène alors que sur le sable blond, et sous le soleil coruscant, la « dame blanche » officie dans le sang ?

Romain Gary affirmait : « La fiesta brava est une fête espagnole. Je ne trouve rien de plus étonnant que le spectacle de quelques milliers de touristes germaniques ou anglo-saxons geignant «olé». Dans le contexte ibérique, je m'incline. Dans le contexte touristique et voyeur, je trouve cela dégueulasse. » Fréquentée à la télévision ou dans les arènes par un public peu averti et envoûté par le geste des toreros drapés de soie précieuse, la corrida ne va-t-elle pas subir l'assaut de ces nouveaux convertis pour réclamer son humanisation ? Dans le Figaro du lundi 9 septembre, M. Antoine Wacziarg, le leader des Verts, condamne la tauromachie, mais montre le bout de l'oreille. Il conclut, en effet : « La corrida n'appartient plus à notre siècle : elle doit évoluer en un jeu sans violence entre l'animal et l'homme ou disparaître. » Peu amateurs des courses de vaches, les aficionados qui du printemps à l'automne pèrinent de places en places ont déjà répondu : « La corrida sera ou ne sera plus. »

JEAN PERRIN

JUSTICE

Incarcé pour tentative d'assassinat depuis février

Le docteur Jean-Bernard Pinaud a été remis en liberté

Le docteur cannois Jean-Bernard Pinaud, qui était inculpé de tentative d'homicide volontaire contre une retraitée et était incarcéré à la prison de la Santé à Paris depuis février dernier (le Monde du 29 août), a été remis en liberté lundi 16 septembre sur décision de la chambre d'accusation de la capitale.

Chirurgien spécialiste des mains et des pieds, Jean-Bernard Pinaud, âgé de cinquante-deux ans, était accusé d'avoir essayé de tuer dans la nuit du 11 au 12 janvier, à Paris, M. Geneviève Martin, soixante-cinq ans, à laquelle il avait acheté un appartement en viager. Cette nuit-là, un homme, coiffé d'une perruque et portant des lunettes de soleil, s'était introduit dans la chambre de la clinique de l'Alma où M. Martin était hospitalisée à la suite d'une opération du genou. L'inconnu avait tiré trois coups de revolver en

direction de la septuagénnaire, qui fut atteinte par deux balles, au cou et à la tête.

Arrêté peu de temps, le docteur Pinaud avait nié être l'auteur de cette tentative d'assassinat affirmant, sans pouvoir le prouver, qu'il était au moment des faits avec son épouse à la station Isola 2000 (Alpes-Maritimes). Aucun des témoins de la tentative d'assassinat n'avait pu formellement identifier le médecin. Des expertises balistiques contradictoires avaient été rendues sur la nature de l'arme utilisée par l'auteur de la tentative d'assassinat.

Le docteur Pinaud s'était présenté dans un premier temps aux élections municipales à Cannes en mars 1989 sur la liste du Front national. Destiné par Jean-Marie Le Pen de son rôle de tête de liste, il avait démissionné de cette fonction et avait présenté une liste dissidente.

■ Décès d'une détenue à Nancy : ouverture d'une information judiciaire.

Après le décès de Corinne Hellis (le Monde daté 15-16 septembre), une détenue de la maison d'arrêt Charles-III de Nancy (Meurthe-et-Moselle), le procureur de la République de Nancy, M. Georges Garrigue, a annoncé lundi 16 septembre, qu'il avait ordonné l'ouverture d'une information judiciaire pour non assistance à personne en danger.

■ De huit à vingt ans de réclusion contre les adolescents de Rumilly. — Les cinq mineurs, originaires de Rumilly (Haute-Savoie), qui avaient participé à plusieurs agressions et meurtres contre des personnes âgées dans la région d'Annecy, entre novembre 1987 et juillet 1988 (le Monde du 11 septembre), ont été condamnés, lundi 16 septembre, à des peines de huit à vingt ans de réclusion par la cour d'assises des mineurs de Haute-Savoie.

■ Un conseiller général socialiste du Gard inculpé d'escroquerie et d'abus de confiance. — M. Bernard Castagnet, conseiller général (PS) du Gard, a été inculpé, lundi 16 septembre, d'escroquerie et d'abus de confiance par le conseiller à la cour d'appel de Nîmes (Gard), M. Chérif Benyoucef. L'enquête ouverte par la section de recherches de la gendarmerie de Nîmes, à la suite d'une plainte, a établi de nombreuses irrégularités dans le fonctionnement de Téléclub, un club culturel de Saint-Sauveur-des-Poirs, présidé par M. Castagnet.

■ Précision : Auchan affirme ne pas être concerné dans l'affaire du séisme d'Yves Laurent. — La société des hypermarchés Auchan, citée par des organes de presse après le suicide du maire de Saint-Sébastien-sur-Loire (le Monde du 15 septembre), a affirmé, lundi 16 septembre, dans un communiqué, ne pas être concernée dans cette affaire. « En 1986, au moment des faits relatés par la presse, la société Auchan n'avait aucune implantation ni aucune négociation en cours dans la région de Nantes. Auchan n'est présente que depuis 1989 dans la région nantaise, après avoir acheté un projet de loi en mains à un autre groupe de distribution, comprenant toutes les autorisations nécessaires. »

ÉDUCATION

L'école en otage

L'école communale de Vernègues (Bouches-du-Rhône), 687 habitants, ne devait pas accueillir d'élèves, mardi 17 septembre, pour cause de prise d'otages. La veille, à l'issue d'une réunion, une quarantaine de parents s'étaient enfermés dans l'établissement, retenus de force les trois instituteurs, afin de protester contre le refus de l'académie de créer un poste supplémentaire. Une des classes accueillies, en effet, trente-deux élèves, du CE 2 au CM2.

Une plainte et sacs de couchage ont transformé une salle au dortoir. L'un des « otages », M. Philippe Batoux, directeur de l'établissement, assurait avoir été bien traité, malgré les rudes de nuit de ses collègues d'un soir. Les instituteurs soutiennent les revendications des parents, même s'ils n'approuvent pas forcément les méthodes employées. Le maire de la commune, M. Patrick Aparicio, avait passé la nuit avec ses administrés, au-dessus de son bureau, puis l'école occupe le premier étage de la mairie.

L'inspecteur d'académie de Marseille restait serein, choisissant mardi matin le Cid comme seul commentaire : « Laisse faire le roi. » L'envisageait pas alors de se rendre à Vernègues.

M. A.

REPERES

DÉFENSE

Dissolution de trois régiments et de douze formations militaires

Les réductions d'effectifs dans l'armée de terre présentées récemment par M. Pierre Joxe, ministre de la défense, devraient donner lieu à la dissolution de trois régiments et de douze formations militaires d'ici à l'été 1992. La suppression de l'un des régiments — le 9^e régiment du génie de Neuf-Brisach (Haut-Rhin) — était connue depuis la mi-août. Deux autres devraient disparaître : le 61^e régiment d'artillerie de Morhange (Moselle) et le 1^{er} groupe de chasseurs de Reims (Marne).

Sont également concernés par ces mesures : les centres mobilisateurs 39 et 109 de Saint-Vaast-en-Caux et Rouen (Seine-Maritime), 100 de Valenciennes (Nord) et 63 de Vitry-le-François

(Marne) ; les annexes d'établissement régional du matériel (ERM) couvrant une zone de Nîmes à Perpignan ; l'établissement de réserve générale du matériel (ERGM) couvrant une zone de Poitiers à Limoges ; l'établissement régional du matériel de Sarrebourg (Moselle) ; le commissariat de l'armée de terre (CAT) 411 ; le centre technique d'administration et comptabilité (CTAC) 991 de Strasbourg ; le centre de traitement informatique de Rennes (Ille-et-Vilaine) ; l'établissement des subsistances de Nevers (Nièvre) et le groupement médical de Sedan (Ardennes), qui sera transféré sur Metz.

ESPACE

Le satellite Olympus de nouveau opérationnel

Le satellite de télécommunications européen Olympus, dont le contrôle avait été perdu le 29 mai à la suite d'une fausse manœuvre, est de nouveau opérationnel. Depuis le début du mois de sep-

tembre, les quatre charges utiles de ce satellite expérimental ont été réactivées après un sommeil de soixante-quatre jours pendant lequel l'engin a été plongé dans un froid terrible pour ses circuits électroniques (− 60 degrés). Selon M. René Collette, directeur des programmes de télécommunications à l'Agence spatiale européenne (ESA), ce n'est pas avant le mois de novembre qu'Olympus sera de nouveau à la disposition des utilisateurs (BBC, RAI, Universal, CERN, ESA). L'ESA et British Aerospace, le constructeur principal de l'engin, souhaitent en effet procéder à de nombreux essais avant de déclarer « bon pour le service » ce satellite dont le sauvetage spectaculaire et quel que peu miraculeux a coûté 10,5 millions de francs.

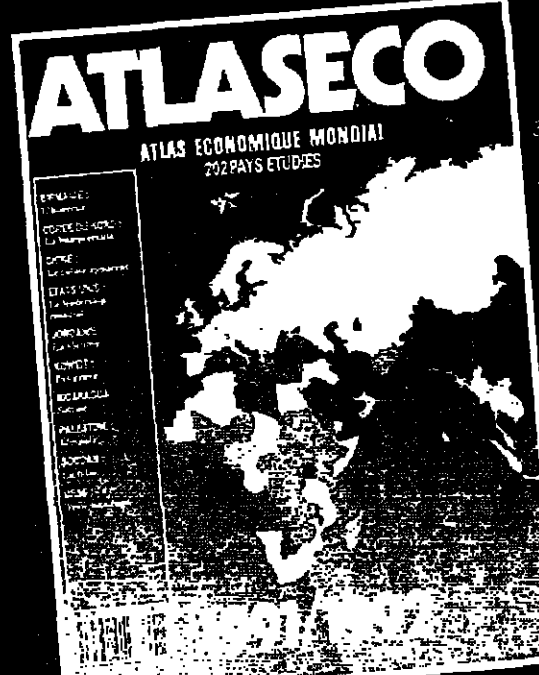
POLICE

La « grève des P V » largement suivie

Lancé pour une durée « illimitée » et dès lundi 16 septembre

en province, le mouvement d'interruption des contraventions, organisé par la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), semble avoir bien commencé. Plus de 80 % des policiers en tenue ont participé à cette action dans les Bouches-du-Rhône, la Rhône ou en Haute-Garonne. Les gardiens de la paix ont cherché le dialogue avec les automobilistes, leur demandant de signer une pétition pour que « la sécurité intérieure soit déclarée priorité nationale ». A Lyon, au lieu de verbaliser des délits mineurs comme le non-bouclage de la ceinture de sécurité, ils ont distribué des tracts aux contrevenants.

Ce mouvement de suspension des PV exclut naturellement les infractions graves, les chauffards et les récidivistes. Jeudi 19 septembre, les policiers en poste à Paris, dans trois départements limitrophes (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne) et dans les DOM-TOM se joindront à l'action revendicative (le Monde du 13 septembre).



ATLASECO
ATLAS ECONOMIQUE MONDIAL
202 PAYS ETUDIES

304 pages.
Format 210 x 285
chez votre marchand
de journaux

110 F

ATLASECO
de poche

Parution Annuelle

1991/1992

ATLASECO

1991-1992

Atlas Economique Mondial

202 Pays Etudiés

Je désire recevoir un exemplaire d'ATLASECO et vous envoie ci-joint un chèque à l'ordre :

LES EDITIONS DU SERAIL : 9, rue d'Aboitir - 75002 PARIS

ATLASECO de poche : 160 F + 18 F de port 178 F

ATLASECO broché : 110 F + 18 F de port 128 F

NOM : _____ Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____ Pays : _____

مكتبة من الاصل

صحة من الامم

SCIENCES • MEDECINE

Aux frontières de la vie

Suite de la première page

Et, en gros, le passage de la chimie moléculaire à la chimie supramoléculaire que nous pratiquons maintenant correspond un peu au passage d'un intérêt pour les structures et les propriétés, vers une approche différente, qui porte plutôt sur les systèmes et les fonctions. On s'efforce avant tout de contrôler les forces dont les molécules interagissent les unes avec les autres, se transforment, s'accrochent, se reconnaissent, et peuvent ainsi donner lieu à un certain nombre de fonctions beaucoup plus intégrées que celles des molécules isolées.

Le chimiste a l'avantage de ne pas avoir les contraintes du biologiste, puisque ce qu'il a dans ses tubes à essai n'a, pour l'instant, pas besoin de vivre. Il peut donc expérimenter sur un domaine beaucoup plus vaste. Les molécules qui font la matière vivante ne sont d'ailleurs qu'une section de l'ensemble de l'univers moléculaire possible qui s'ouvre à lui, et dans lequel il peut entrer à l'importe quel endroit. Ses seules limitations sont les lois fondamentales de la physique, et celles qui régissent la réactivité chimique. Le nombre des systèmes qu'il peut espérer construire ainsi est pratiquement infini. Et, si certaines substances ou propriétés sont, pour l'instant, prévisibles, on en génère probablement beaucoup d'autres encore insoupçonnées.

Vous dites que le contenu de vos tubes à essai n'a, pour l'instant, pas besoin de vivre. Entendez-vous qu'il puisse vivre un jour ?

Il s'agit évidemment, au stade où nous en sommes, d'une bombe. Je n'envisage rien pour l'instant. La science-fiction est, bien sûr, intéressante, mais il faut quand même garder les pieds sur terre. Cela dit, tout dépend de la manière dont on définit la vie. Je ne serais ni gêné ni choqué, ni même surpris, si on arrivait un jour à fabriquer des systèmes qui aient les propriétés des organismes vivants sans être toutefois des organismes tels qu'ils sont définis actuellement.

Ensuite, qu'en est-il ?

Ensuite, c'est à la limite de l'insolite et de l'absurde. C'est un façon de molécules, une capsule avec quelques choses dedans, qui réussit à s'intégrer dans une cellule, parce que des mécanismes moléculaires le lui permettent. Une fois à l'intérieur, il utilise la mécanique enzymatique de la cellule pour se reproduire. Certes,

cessus biologiques complexes. Un domaine un peu plus éloigné, mais pas trop lointain, concerne le génie biologique, ou la chimie génétique. Une chimie de molécules qui interfèrent avec l'expression de certains gènes, et permet de modifier leurs possibilités de régulation est une chose tout à fait envisageable. C'est ainsi que certains antibiotiques s'accrochent sur les acides nucléiques (1) et tirent de cette propriété une partie de leur action. Des médicaments, comme par exemple le Cis-platinum, utilisé dans le traitement



de certains cancers, interagissent directement, eux aussi, avec les bases des acides nucléiques.

« A contrario, au lieu de construire des molécules pour interférer avec des molécules biologiques, on peut utiliser le système et la machinerie biologique pour faire des réactions chimiques. C'est le domaine des biotechnologies.

On fabrique aussi des capteurs branchés sur un dispositif électronique classique, dont la partie sensible est une électrode composée d'une membrane contenant, dissoutes, des substances biologiques qui interagissent directement avec les produits se trouvant dans le milieu à mesurer. Une des applications intéressantes de ce genre de « biocapteurs » permet, par exemple, de surveiller en temps réel le niveau de potassium dans le sang des patients sur la table d'opération.

Encore une fois, cela montre comment un système moléculaire extrêmement complexe peut donner lieu à un système simple d'effets qui, initialement, ne sont pas contenus dans le système.

Un peu à la manière de ce qui s'est produit avec les cryptants qui vous ont valu le prix Nobel en 1987 ?

Effectivement. Initialement, je m'intéressais au système nerveux. Je m'étais dit : comment un chimiste pourrait-il contribuer un peu à la compréhension d'un certain nombre de processus qui s'y passent ? L'un des plus fondamentaux, et qui me semblait aussi le plus accessible chimiquement, est la façon dont, dans les membranes des nerfs, les ions sodium et potassium sont utilisés pour créer le potentiel électrique qui fait l'impulsion nerveuse. J'ai donc cherché à fabriquer des molécules qui pourraient manipuler ces ions sélectivement. Cela, c'était un peu la « préparation du terrain ». Il a ensuite fallu y planter quelque chose qui puisse servir à la chimie. Et le produit final, le cryptant, n'a absolument rien à voir avec le produit biologique. Mais il fait des choses semblables, même si, dans le système nerveux, les choses sont beaucoup plus complexes.

Depuis, les cryptants ont été utilisés à titre expérimental, sur des rats, pour détecter un organisme commandé par le strobilisme radioactif ou le plomb. Leur application à l'homme n'est cependant pas pour demain car il s'agit de substances synthétiques, artificielles, très loin des substances d'ordre biologique, et de longues études de toxicité seraient nécessaires. Rhéa-Poulenc a aussi mis en œuvre des cryptants pour accélérer certaines réactions de polymérisation. Nous avons, enfin, inclus un ion fluorescent dans de nouveaux types de cryptants. Accrochés à un anticorps, ils vont servir dans un système de diagnostic médical par fluorescence, que le FORIS, filiale du Commissariat à l'énergie atomique, est en train de développer.

Propos recueillis par JEAN-PAUL DUFOUR

(1) ADN ou ARN, longues molécules qui portent les gènes, supports de l'hérédité.

POINT DE VUE
Ne plus rembourser les produits homéopathiques !
par le docteur Jean-Jacques Aulas

La nouvelle politique gouvernementale en matière de fixation du taux de remboursement des médicaments aux assurés sociaux paraît actuellement s'inspirer d'une logique où le bon sens y cède à la raison. Quoi de plus rationnel en effet que de ne rembourser que les médicaments réellement efficaces ? En cas de périodes où les coûts de la santé constituent pour les responsables politiques un défi digne de la quadrature du cercle, ne plus rembourser un médicament inutile car inefficace nous semble relever d'une saine gestion économique.

Désormais, ne seront remboursés que les médicaments qui apportent une efficacité thérapeutique supérieure aux anciens ou qui, à efficacité égale, seront mieux tolérés. Or cet apparent bon sens semble battu en brèche par la réalité des faits. Il existe actuellement, en effet, trois grands types de médicaments : ceux qui ne sont pas remboursés ; ceux qui le sont à 40 %, et ceux à 70 %. Récemment, de nombreux médicaments remboursés jusqu'à 40 % (médicaments dits de confort, à l'efficacité douteuse au regard des standards méthodologiques habituels de l'évaluation scientifique) ne le sont plus.

En revanche, de nombreux médicaments qui, au regard de ces mêmes standards, n'ont pas fait la preuve d'une quelconque efficacité, continuent à être remboursés au taux maximum, à savoir 70 %. Tel est le cas des remèdes homéopathiques. Il est incontestable que l'économie réalisée par le déremboursement des médicaments homéopathiques serait dérisoire par rapport au déficit total de l'assurance-maladie et pénaliserait, peut-être injustement, les centaines de milliers de patients qui se trouvent bien de ce type de traitement.

D'un autre côté, au regard de la nouvelle philosophie qui préside à l'attribution du taux de remboursement des spécialités pharmaceutiques par les pouvoirs publics,

maintenir le taux de remboursement des remèdes homéopathiques à celui des médicaments les plus efficaces paraît contredire à l'homéopathie une légitimité scientifique qu'elle ne possède pas encore.

Certes, l'art de guérir ne se résume pas pour le médecin à la prescription de substances médicamenteuses à l'efficacité contrôlée et à « effets indésirables garantis ». Parfois, le praticien doit habilement utiliser l'effet placebo. Dans ces conditions, la prescription de médicaments stupides mais à efficacité douteuse est souvent précieuse et légitime. Cependant, ces réalités de la pratique médicale quotidienne ne sauraient être les seules justifications d'une politique de remboursement qui reste encore largement incohérente.

Car de deux choses l'une : ou bien les responsables politiques décident de ne rembourser que les médicaments ayant incontestablement démontré leur efficacité selon les canons évaluatifs classiques (les autres ne l'étant plus du tout) ; ou bien ces mêmes responsables politiques considèrent que certains médicaments d'efficacité douteuse peuvent être utiles et doivent donc être remboursés. Mais alors il devient nécessaire de préciser clairement quelles sont les « règles du jeu » ; selon quels critères tel médicament à efficacité non démontrée sera-t-il remboursé et pas tel autre ?

C'est pourquoi il nous paraît souhaitable que tous les professionnels concernés par le bon usage du médicament, mais aussi les malades, qui le sont au premier chef, puissent s'exprimer, en toute liberté et transparence, sur l'ensemble de ces problèmes. Espérons, enfin, que la création imminente d'une Agence pour le médicament palliera ces incohérences.

Le docteur Jean-Jacques Aulas vient de publier, en collaboration avec Gilles Bardelay et Jean-François Royer, *Homéopathie. Etat actuel de l'évaluation clinique* (éditions Frison-Roche, Paris, 1991, 250 pages).

BIBLIOGRAPHIE
Le credo d'un mandarin
par le docteur Louis René

ANDRÉ GOUZÉ a choisi un titre gaillard pour nous livrer le témoignage - le credo - d'un médecin au parcours hors du commun (1). Formé à l'Ecole de santé navale - et il faut lire le souvenir et l'empreinte laissée par la traditionnelle croisière sur la Jeanne - puis professeur d'anatomie, cette science fondamentale austère, il devint chef de service de neurochirurgie, discipline clinique difficile et évolutive entre toutes. Se superposant à cette expérience de praticien hospitalier-universitaire, l'auteur a assuré de façon inhabituellement prolongée les charges de doyen de la faculté de médecine de Tours, de président de la conférence des doyens français et de la conférence des doyens de facultés de médecine d'expression française. Soumis tout un « mandat » ! Encore faut-il savoir ce qu'on entend par ce terme. Pour l'auteur, le mandarin est « éclairé, ouvert, c'est celui qui écoute, celui qui nous réconcilie avec l'être ». « Mai 68 m'aide à évoluer », avoue-t-il dans les toutes dernières pages de son livre.

Que le pouvoir médical s'accroisse de nos jours est indéniable aux progrès biomédicaux qui « ont rendu possibles des situations dépassant le champ où s'exerçait jusqu'à la décision médicale », comme le dit excellemment François Lambert. Il y a près de dix ans, le docteur a pris une ampleur inconnue jusqu'ici sans que l'on puisse préciser exactement où et quand la contrainte a pris naissance. André Gouzé, confronté comme nous tous à l'exercice de cette nouvelle puissance, n'entend ni engager une polémique ni transiger avec les règles de l'humanisme médical. Le pouvoir médical, dit-il en substance, ne sera plus démesuré s'il est porté par l'humanisme, « cette philosophie qui met l'homme et les valeurs humaines au-dessus des qualités valeurs, cet humanisme de la qualité des relations du médecin et du malade, de l'écoute, de l'information,

Le plus important écrit sur l'évolution depuis Darwin.

LE GÈNE ÉCOÏSTE
Richard Dawkins
Collection S
354 p., 135 F.

Dans la même collection :
• Les forces de la Nature - Paul Davies
• Nées dans la nuit - Martin Cohen
• Kurt Gödel - Hao Wang

ARMAND COLIN

(Publicité)

THE LADY DAVIS FELLOWSHIP TRUST
BOÎTE POSTALE 1223, JÉRUSALEM 91904, ISRAËL.
TEL/FAX 972-2-663848

BOURSES DE RECHERCHE POUR LES ÉTUDIANTS AVANCÉS, EN MAÎTRISE, DOCTORAT, POST-DOCTORAT ET BOURSES PROFESSIONNELLES À L'UNIVERSITÉ HÉBRAÏQUE DE JÉRUSALEM ET AU TECHNION - INSTITUT TECHNOLOGIQUE D'ISRAËL 1992/1993.

Les lauréats du Fonds Lady Davis sont choisis en vertu du niveau d'excellence de leurs études précédentes et de l'aptitude dans leur domaine de spécialisation.

Les bourses de maîtrise, doctorat et travail post-doctoral sont accordées pour la durée d'une année universitaire entière. Elles peuvent toutefois être prolongées pour une année supplémentaire. Les candidats aux bourses post-doctorales peuvent soumettre leur dossier au plus tard trois ans après avoir complété leur thèse de doctorat.

Bourses pour professeurs en visite (visiting professors) : celles-ci sont destinées à des professeurs titulaires (Associate and Full Professors) dans leurs institutions respectives. Elles sont accordées pour un semestre ou pour une année universitaire entière.

Les bourses couvrent les frais de voyage, une indemnité raisonnable de séjour et, le cas échéant, les frais de scolarité.

Les formulaires dûment remplis doivent parvenir à l'administration du Fonds le 30 novembre 1991 au plus tard. Les candidats (y compris les candidats israéliens) doivent marquer la catégorie de la bourse qu'ils sollicitent. Prière d'adresser les dossiers à l'adresse indiquée ci-dessus.

DOSSIER FNAC
SELECTION LIBRAIRIE 1991-1992
L'ENFANT ET LES LANGUES

L'éveil à la musique des langues, c'est enfantin, c'est à la Fnac.

La 1^{re} rencontre de votre enfant avec une langue étrangère est une étape importante. La découverte de sons nouveaux doit l'attirer comme un jeu, l'amuser comme une chanson et lui donner envie de dire « encore ».

C'est parce que cette première expérience compte pour son avenir, que la Fnac a sélectionné les 40 meilleurs titres du marché rassemblés dans un dossier comparatif.

Cassettes et ouvrages destinés à un usage familial ont été testés et analysés par les libraires spécialistes de la Fnac. Leur avis vous permettra de vous faire une opinion et de favoriser chez votre enfant l'éveil à la musique des langues.

fnac

CULTURE

MUSIQUES

Jean Guidoni et les hommes en noir

Talon aiguille d'un côté et, de l'autre, chaussure de ballerine. Jean Guidoni revient pour trois semaines à l'Auditorium du Châtelet. Danse et travestissement sont les marques de son nouveau spectacle. Ce n'est pas vraiment nouveau. Mais beaucoup plus appuyé que précédemment. Comme si, lui qui est d'abord apparu derrière un maquillage expressionniste violent, en avait assez à présent de se cacher derrière les ambiguïtés d'un personnage mi-ange mi-diable.

Il n'y a plus d'ange et, par voie de conséquence, plus de diable. Il y a un type qui rejette les classifications, qui craque sur scène son ras-le-bol : « C'est quelque chose de physique : c'est la nécessité de crier, de revendiquer je ne sais pas quoi, de laisser aller ma fureur. La rage d'un déchirement, d'une situation de rupture que je vis professionnellement puisque j'ai changé de producteur, de maison de disques... Je pensais d'abord partir d'une idée de catastrophe. D'un coup, tout se serait cassé, puis le spectacle aurait repris de la même façon, sans que les gens sachent si c'était voulu, si ça n'allait pas recommencer. Nous avons abandonné cette idée, mais est restée celle d'une menace ».

Menace, brutalité. Nouvelle présentation, y compris pour des hommes qui ont déjà connu la scène. Un orchestre féminin, plus un batteur. Quatre danseurs auxquels Guidoni se mêle activement. Tous sont pareillement habillés de noir. La chorégraphie s'inspire de Pina Bausch. « La danse contemporaine donne envie d'éclaircir son horizon. Danser et chanter en même temps, sans un seul play-back, représente une contrainte technique — ce n'est pas la même façon de respirer — et une façon de libérer une émotion de liberté. J'ai travaillé comme un fou, trois heures par jour depuis janvier, puis à partir de l'été, huit



« J'ai travaillé comme un fou »

heures, avec les danseurs. Ce n'est pas comme au Bataclan, où les filles répétaient de leur côté et moi du mien ».

Jean Guidoni se met en déséquilibre et force ses danseurs à le suivre, en bas résille et talons aiguilles, si fins, si hauts que seuls les hommes sont capables d'en porter. Son secret : raser sur la demi-pointe. Il se déguise, se théâtralise et se livre, comme jamais. « De la provocation ? Sans doute. En tout cas la volonté d'affirmer... De m'affirmer ». Il a conçu son spectacle en même temps qu'il écrivait une autobiographie : *Quelques jours de trop*, pas exactement romancée. Authentique. C'est à travers

les différents masques de Jean Guidoni qu'apparaît sa vérité vraie, et elle contient aussi la part du rêve. L'histoire se passe dans ces moments incertains où la chronologie est celle des souvenirs. Ces moments de solitude où le chanteur a quitté la scène et n'a pas encore réintégré le monde. On découvre alors un romantisme torturé. De même que Musset, il rencontrera un homme vêtu de noir qui lui ressemble comme un (jeune) frère...

COLETTE GODARD

► Théâtre musical de Paris, à 20 h 30 ; matinee dimanche, à 17 heures ; réédition le mardi. ► *Quelques jours de trop*, Éditions de septembre, 220 p., 130 F.

Le jazz déraile

Une exposition itinérante ferroviaire va retracer l'histoire du jazz.

Analyse d'un projet

Rendons-nous directement dans la voiture 3 du « Train du jazz » patronné par Olivetti et la SNCF, etc. Elle est consacrée à la révolution du be-bop. Comme les autres voitures, la 3 présente des reconstitutions et des images dans une ambiance musicale traitée, semblait-il, avec soin. Une sorte de poésie qu'on appelle « dossier de presse » l'annonce. C'est pour les gens pressés. Le ton est celui que l'on prend généralement pour s'adresser aux enfants, aux idiots ou à l'un de ces types qui bossaient en chantant des *negro spirituals* dans les plantations de coton, vaguement. C'est un ton spirituel, attentif, pas du tout intellectuel, comme on le craint trop souvent. Pas du tout. C'est de la communication.

La poésie commence par un aphorisme de Gillespie : « Pourquoi l'Amérique n'apprécie-t-elle pas le jazz et ne le met-elle pas à son juste niveau ? L'Amérique est un pays musicalement raciste. » Oui, oui, bravo ! On souscrit. C'est à cette sorte de détail qu'on se sait en bonne compagnie. Catastrophe. L'aphorisme est signé Gillespie, repris plus loin dans le texte. Même à FIP, on ne dit plus Gillespie. C'est un signe tout de même !

Reconstitution grévinisée

Détail. On ne va pas en faire une trompette coudée. Allons au nerf du sujet, le texte : « Toronto, Massey Hall, le be-bop au faite de sa gloire : passée la porte à double battant, forme d'arc, 33, splendide scène du Massey Hall à Toronto où se déroule en 1953 le plus grand concert de jazz enregistré, dont les interprètes sont Charlie Parker, Dizzy Gillespie (bis), Bud Powell, Charles Mingus et Max Roach. Dans la salle comble, un public « huppé » assiste à ce spectacle, mais le jazz a acquis ses lettres de noblesse aux USA et ailleurs ». Et hop, reconstitution grévinisée et crétinisée.

Passons sur l'idéologie de la chose. On ira vite en disant qu'on jurerait des travaux pratiques préparant les analyses de Bourdieu, Debord et Pierre Dac. « Le plus grand concert de jazz enregistré » : c'est le texte promotionnel de la maison de disque. La vérité du marchand, qui a sa logique, est-elle celle des « scénographes » ferroviaires ? Question intéressante.

« La salle comble » : non, non, seules 600 ou 700 des 3 000 places du Massey Hall, ce 15 mai 1953, sont comblées. A en juger par l'unique photo, difficile à consulter — mais à un scénographe, rien n'est impossible, — le parterre était très, très clairsemé. On doit supposer les « huppés » tassés dans les balcons. La salle comble était, comme on dit, aux trois quarts vide. Le concert, organisé par le New Jazz Society de Toronto, s'annonçait comme un concert de « creative music » plutôt d'avant-garde. Rien d'officiel : un manifeste, une manifestation, plutôt, assez difficile à monter. C'était un truc plus ou moins militant... Les trois Noirs pensés que l'on voit au parterre sont probablement des musiciens de chez Lionel Hampton, de service au Colonial Tavern ce soir-là.

Le public « huppé » (hip-hop) avait, ce soir-là, d'autres fêtes à fêter. Le combat Rocky Marciano-Joe Walcott, par exemple, titre mondial en jeu (la télévision canadienne le retransmettait). En fait, c'est dur à entendre, pour une musique « éphémère, parfois destructrice, souvent irrévérencieuse (sur) d'un nulle part, composée d'un fantastique échange humain et culturel »... toujours selon la même poétique des scénographes.

C'est dur, mais seule la vérité est révolutionnaire, camarades ! D'ailleurs, Gillespie, on s'en f... — fuduit — il n'y a pas pour l'ordre le cos à la mode — Dizzy, donc, quittait la scène à tout bout de chœur pour suivre le championnat. A l'entente, tout le monde, public compris, se transporta au Silver Rail (l'école,

où Parker s'était enfilé un triple scotch d'un seul trait avant le concert, pour voir quelques images. Ce fut Marciano qui (blessé) l'emporta par K.O. Outre de menues histoires de mafia et de couleur de peau, il est à craindre que quelques picaillons aient été engagés dans l'affaire. Mais cela ne nous regarde pas, ce sont les oignons (Sidney Bechet) de Gillespie.

Parker était ailleurs. C'était sa façon d'être là. Juste en attendant à Toronto, il s'était aperçu qu'il avait oublié son saxophone, un magnifique Selmer en *mi bémol*. Ça la fout mal. Ça ne fait pas vraiment « fête de la gloire ». Ça ferait plutôt « fête de la musique ». L'après-midi, dans une boutique de la ville où on l'avait sûrement pris pour une sorte de Noir joufflu, il avait emprunté un alto en plastique blanc, un Grafon. Ça n'a d'ailleurs pas un grand intérêt. Parker avait tiré des phrases poignantes, des cris d'oiseau, de n'importe quel instrument, et même d'une vieille Orléans à vapeur. Il lui arriva plus d'une fois de jouer sans saxophone dans des trains fantômes.

Toutes les deux heures, Gillespie défilait, pour d'élégantes raisons de longueur de chœur et de présence, à l'arrière de la gare à Mingus, et réciproquement. Mingus enregistra le concert comme il put, avec un matériel si sophistiqué (un Ampex d'emprunt, une bande Scotch) et une ingénierie assez époustouflante pour qu'on n'entende pas la moindre trace, sur la bande, de sa propre partie de contrebas. C'est le bougre ! Il dut la réenregistrer plus tard en studio : ce qui fait assez peu « grand concert enregistré » et très discrètement « musique vivante ».

La comédie qu'on entend en dénouement de *Perdido* est une pure invention de studio. Remarque : quelle heure exacte, pour Mingus, à jouer *Perdido* de ce Jason Tizol qui l'avait voulu tuer en scène, chez Ellington, le 4 février 1945, pour cause de « mauvaise conduite » ? En tout cas, le mort dans l'axe et le diable dans les yeux, Ellington dut le vider. C'est pourquoi Mingus accepta sans entrain le « plus grand concert du siècle » pour lequel il devait louer 150 dollars, comme Max Roach, 450 pour Dizzy, 200 plus d'improbables pourcentages pour Parker, 500 pour le pianiste qu'on n'aurait pas à trouver, avec d'insolubles problèmes de leadership.

Hommage involontaire

Plus tard, Norman Granz publia le disque. On avait convaincu *in extremis* Mingus de ne pas détruire les bandes. Pour de très claires raisons de contrat, Parker se fit assez chatolement appeler Charlie Chan. Chan était le nom de sa femme, qui, trois jours après le concert (le 18), télegraphia à sa mère que Bird est devenu impossible, la vie horrible, le silence intenable. Bird demanda 100 000 dollars. Ça les valait, bien sûr. Il repartit d'un grand éclat de rire. Walcott avait touché 250 000 dollars pour son combat perdu, Marciano 166 000 plus des bricoles. L'affrontement avait duré vingt-cinq secondes de plus que le chœur de Parker dans *Perdido*.

Il reste indéniable que ce concert, ce disque monté à la diable, ont frappé les esprits, que la musique s'y est condensée d'une façon animale, que la folie la dicte et qu'une paix très intéressante la commande, qu'il y a de l'ineffable et de l'évidence dans l'air et que le catéchisme du train du jazz, ce côté révisé, révisonisme, est une sorte d'hommage involontaire, inversé, en creux, au génie de la « great black music ». Peut-on reconstruire sans les bêtifier, sans les épinaliser, l'accident, la joie d'être au monde et la douleur mortelle des conflits ? Le reste du train est du même tonneau. Le jazz vient d'entrer dans sa phase sha-kespearienne : des sons et des fureurs racontés aux enfants par des idiots. Impossible d'imaginer plus comique, plus dogmatique, que ce torillard bruyant. Le jazz a un mal de chien à résister à la banalisation. Il n'est pas sûr qu'il triomphe de ses sectateurs, de ses scénographes et autres serviteurs bien inspirés. Mais, au fond, ce n'est pas joué.

FRANCIS MARMANDE

► « Le Train du jazz », qui doit parcourir vingt-deux villes de France, sera en gare de Paris-Montparnasse 1 (porte Océane, quai 24) les 18 et 19 septembre. Puis à Amiens le 20, à Lille le 21, à Reims le 22, à Strasbourg le 23, à Nancy le 24. Renseignements tél. : 42-85-63-24.

Le phénix niçois

Placés sous l'autorité d'un fonctionnaire territorial, l'Opéra et l'Orchestre de Nice repartent sur des bases nouvelles

NICE

de notre envoyé spécial

Pris dans la tourmente des affaires liées à la gestion de la ville de Nice par Jacques Médecin, l'Opéra de Nice a failli fermer ses portes. Dans le temps même où le ministère de la culture décidait de suspendre le versement de sa subvention (rétablie depuis), certains à Nice, plaident en catimini la dissolution pure et simple de l'Opéra et de l'Orchestre et réclamaient publiquement la tête de Pierre Médecin, directeur artistique des deux institutions et frère cadet de l'ancien maire.

Honoré Baylet, actuel maire de Nice, a tranché en nommant, en mars 1991, Alain Quillon chargé de mission à l'Opéra et à l'Orchestre. Secrétaire général adjoint à la mairie, « placardisé » du temps de Jacques Médecin, M. Quillon avait pour mission de dissoudre l'association Nio-Opéra dirigée par Lucien Salles (1), de reprendre en régie municipale directe l'Opéra et de négocier le transfert des personnels à reclasser.

Le 1^{er} juillet, l'association Nio-Opéra a fait l'objet d'une liquidation à l'amiable. À la même date, M. Quillon a finalement été nommé directeur général de l'Opéra et de l'Orchestre philharmonique de Nice : « Je n'ai accepté cette mission, que m'a confié M. Baylet, qu'à la condition expresse que ne soit pas la liquidation des deux institutions comme certains le souhaitaient. Ma tâche consiste à resserrer les boulons de la maison en mettant sur pied une gestion solide et un service juridique performant de façon à optimiser l'utilisation des budgets et à maintenir la qualité des productions. Il nous faudra aussi maîtriser des coûts qui avaient parfois tendance à dériver. Tout est à reprendre : la gestion de la vente des billets n'est même pas formalisée ! Le reclassement du personnel ne m'a pas trop posé de problèmes et je n'ai eu à licencier que vingt personnes sur les cent quarante employés artistiques de l'Opéra. Dès que j'aurai remis cette maison sur pied, j'aurai remis cette administration solide, ma

mission sera achevée et un nouveau directeur général pourra être nommé. Nous venons de renégocier le contrat de Pierre Médecin qui n'avait pas duré. Le système que nous avons choisi (la régie municipale) est, certes, contraignant dans la gestion quotidienne, puisque tout engagement de dépenses doit être visé par la préfecture, mais il offre les garanties de transparence que M. Baylet et moi-même souhaitons ».

Quelques nuages en voie de dissipation

— de ne pas monter l'opéra que le compositeur contemporain Arribert Reimann a composé en hommage à la grande soprano vénétoise Martha Mödl, qui devait en assurer la création française. M^{me} Hancy a, d'autre part, préféré que l'on reprenne les *Pêcheurs de Perles* de Bizet plutôt que de monter un opéra de Richard Strauss. Mais ce genre de pression n'existe pas à Nice.

Il y a eu dommage que l'action

artistique de Pierre Médecin à la

tête d'un Orchestre et d'un Opéra

qui, sous sa direction, se sont his-

sés à un niveau enviable, soit rem-

mise en cause. Doté d'un budget

d'environ 120 millions (fourmi

majoritairement par la ville, puis

par la région et le ministère de la

culture), l'Opéra et l'Orchestre

philharmonique fonctionnent à

plein régime. L'Orchestre, consti-

tué, en temps normal, de cent

vingt musiciens (il y a actuellement

quelques postes à pourvoir), se

produit environ deux cents fois

par an, à Nice et en décentralisation.

Ses musiciens, directement

payés par la ville (46 millions de

masse salariale annuelle), sont

engagés avec un contrat de trois

ans. Cette épine de Damoclès les

porte-elle à l'excellence, les oblige-

t-elle à assumer cette res-

ponsabilité collective qui manque

à tant de formations françaises ?

L'année mouvementée qui vient

de s'écouler n'a pas eu en tout cas

d'incidence sur la qualité de leurs

prestations. Les musiciens niçois

que nous avons rencontrés sont

heureux d'être là où ils sont.

Reste maintenant à cet orches-

tre, dont l'audience a doublé en

L'amour, toujours

Un grand escalier de porphyre ocre-rouge occupe toute la largeur de la scène. Sur ce décor simple et imposant, les acteurs de la *Flûte enchantée* vont et viennent selon une savante hiérarchie qui fait entrer les personnages sur des marches de plus en plus élevées en fonction de leur rang. La mise en scène de Pierre Médecin, parfois un peu appuyée dans les scènes comiques, repose sur une lecture sérieuse du *Singspiel* de Mozart. Le rêve, les apparitions terrifiantes, l'humour, la gravité s'y équilibrent dans une vision d'ensemble qui ne veut privilégier aucun des aspects de cet opéra donné, pour une fois, dans son intégralité... Intégrale : pas un mot du texte de Schikaneder, pas une note de Mozart n'ont été coupés.

Le metteur en scène a voulu faire de cet opéra un hymne à la femme, à la transcendance de l'amour sur les contingences matérielles (il en a même humanisé la Reine de la nuit dont il justifie les violences par la souffrance que la ronger). La grand-messe maçonnique s'en trouve diluée, et Sarastro apparaît si plein de bonne volonté qu'il en devient presque bonasse.

La distribution est dominée par les hommes. Par Erich

Parce, Papageno attendrissant et vaillant, par Gregory Reinhardt, Sarastro de plus en plus assuré, presque irréprochable vocalement, par Vinson Cole, Monastatos drôle et volubile, et par Theo Adam, Orateur de grand luxe. Les femmes trahissent quelque peu Mozart et Médecin. En Reine de la nuit, Martine Rowland est totalement dépassée par les événements, sa voix est trop lourde, ses aigus criés, ses justesses souvent prises en défaut. Pennina (Joan Gibbons) et Papageno (Jung Ae Lee) sont juste correctes. Restent les excellentes trois Dames et le Taminio de David Hamilton. Excellent acteur, il est un chanteur à la voix infidèle. Ce qu'il réussit est admirable de charme, de couleur, de persuasion. Ce qu'il rate, qu'il n'est jamais prévisible, vous fait rentrer la tête dans les épaules.

Dans la fosse, l'orchestre subit de bout en bout la perfection d'intonation, ses qualités d'ensemble, la sonorité soyeuse de ses cordes, la légèreté de ses vents allusifs, la vivacité de ses réparties. Christof Perick est décidément un chef de tout premier plan.

A. Lo.

► Prochaines représentations : les 18, 22 et 24 septembre. Tél. : 93-85-67-31. De 100 F à 240 F.

PREMIERE LE 4 SEPTEMBRE - LOCATION OUVERTE

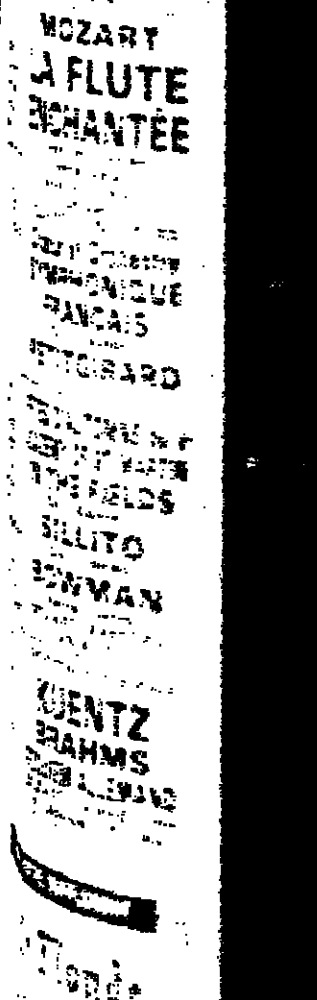
THEATRE DE LA GAITE-MONTPARNASSE
29, RUE DE LA GAITE PARIS 14^e LOC. 42 22 16 18

JEAN-PAUL FARRÉ JEAN-LUC MOREAU

VOLTAIRE ROUSSEAU

UN SPECTACLE DE JEAN-FRANÇOIS PREVAND

DECOR ET COSTUMES DE CHARLIE MANGEL



هكذا من الأصل

هكذا من الراحل

CULTURE

CINÉMA

Grèves et contes de fées

Le Festival de Toronto s'est achevé le 15 septembre après une semaine agitée

TORONTO
correspondance

Le Festival de Toronto a connu une deuxième semaine difficile : grève des postes canadiens, grève du zèle dans les adoptions entravant l'arrivée des invités (et des films), grève des transports urbains, grève des fonctionnaires, imbibitions tout ce qui bouillait encore et, pour finir, vol d'une camionnette contenant vingt-trois des films sélectionnés dont certains (provenant du Sud-Est asiatique) en unique copie sous-titrée.

Malgré cela - la camionnette étant finalement retrouvée avec son contenu - le Festival a connu sa plus belle soirée depuis ses débuts : l'existence, grâce à la présence simultanée de stars internationales et de films de recherche, tous sélectionnés (et c'est là le secret du Festival de Toronto) sur le coup de foudre d'une équipe de programmeurs épris d'originalité et armés d'une solide culture cinématographique.

Sophia Loren, vedette de *Samedi, dimanche, lundi*, de Lina Wertmüller, a respecté au public ce qu'était une star de la grande tradition hollywoodienne. Jodie Foster a brillamment

présenté sa première réalisation, *Little Man Tate*, en plusieurs langues. Sean Penn (*Indian Runner*), Don Johnson (*Paradise*), River Phoenix (*My Own Private Idaho*), prix d'interprétation masculine à Venise, ont su séduire à tour de rôle. Enfin, Peter Greenaway annonçait le projet le plus ambitieux de toute sa carrière : une émission de télévision pour le 31 décembre 1999, réflexion sur la notion de millénaire, qui se déroulerait sur vingt-quatre heures et, simultanément, sur trois écrans interactifs. Les Français ont pris l'initiative du financement.

Côté films, le menu était copieux : 250 titres environ. Il y a ici presque autant de « festivals » que de spectateurs. Certains ont pourtant réussi à faire l'unanimité : *The Adjuster*, d'Atom Egoyan, par exemple, déjà vu à Cannes et à Montréal, dont le réalisateur est en passe de devenir l'un des chefs de file du nouveau cinéma canadien. *A Woman's Tale*, de l'Australo-Néerlandais Paul Cox, qui a su renouveler le thème de la vieille dame indigne avec une étonnante comédie, Sheila Florance. *Page blanche* (déjà présenté à Montréal), d'Ito, Quang Minh, couvre la même période historique que la

Déclaration de Roland Joffé : le génocide perpétré au Cambodge par les Khmers rouges. *La Femme de l'épicerie*, premier film d'un cinéaste de Vancouver, John Pozar, est une œuvre complexe - le portrait tragique d'un homme tiraillé entre plusieurs femmes - à rapprocher d'*Eraserhead* de David Lynch. Un noir et blanc dense et menaçant, une bande-son bizarre, un scénario intrigant, le film de John Pozar a reçu une mention spéciale au palmarès final.

Bien que le Festival de Toronto ne soit pas une compétition, un certain nombre de prix sont en effet remis : prix du film le plus populaire (*The Fisher King*, de Terry Gilliam), prix de la critique internationale (*My Own Private Idaho* de Gus Van Sant), etc. Après avoir (fort justement) souligné la renaissance du cinéma canadien, le jury décernait le prix du meilleur long métrage canadien (25 000 dollars) à Atom Egoyan pour *The Adjuster*. En recevant cette récompense, Egoyan rappelait que, lors d'un festival du jeune cinéma à Montréal, Wim Wenders avait choisi de lui donner une bourse d'un montant équivalent. « C'est une chose que je n'ai jamais oubliée », a-t-il ajouté. Aujourd'hui, grâce au Festival de Toronto, entre autres, je peux montrer mes films. Je n'ai pas vraiment besoin de ces 25 000 dollars, je préfère les donner à John Pozar. » Puis, profitant de la surprise générale (de celle de Pozar en particulier), Egoyan coupa court à toute effusion et s'échappa par une porte dérobée.

HENRI BÉHAR

PETIT MARIGNY

LE MARIAGE DE FIGARO
Jean-Paul Belmondo
Fanny Ardant
LOCATION 42 25 20 74 ET AGENCES

PIANO
4 octobre 1991
BRENDDEL
HAYDN • LISZT
PLEYEL 45-61-06-30

ARTS

Un pathos trop troublant

Débris, fragments, verres cassés : Anselm Kiefer cultive une poétique des ruines fort équivoque

KIEFER
chez Yvon Lambert

Sous la verrière de la grande galerie d'Yvon Lambert est suspendue par un câble une fusée aux ailes tapissées de feuilles de plomb boursoufflées, à mi-chemin d'un modèle d'On a marché sur la Lune et d'un V2 nazi ou d'un Scud irakien très cabossé. Sous les tuyères sont entassés des mottes de terre, des vitres cassées et quelques débris indéfinissables. Au mur, face au missile immobile, sont accrochés des plaques de plomb et des carreaux de verre, la plupart maculés d'argile. Sur le mur d'en face, une inscription en allemand nonchalamment inscrite au crayon révèle le titre de cette « installation » : elle s'appelle *Une tombe dans les cieux*.

L'autour en est Anselm Kiefer, célèbre internationale de l'art contemporain germanique fêté partout, vendue très cher. Dans les autres salles de la galerie, il a disposé d'une part des « tableaux », feuilles de plomb gris qui masquent des photographies en noir et blanc, et d'autre part des vitrines assez semblables à des cercueils de verre sert de fer. Elles contiennent des plantes desséchées, des livres en feuilles de plomb, des toiles brûlées, un projecteur de cinéma éteint et écrasé et d'autres symboles évidents de la déréliction.

Depuis des années, Kiefer n'a d'autre sujet que celui-ci. Qu'il peigne d'immenses tableaux de

landes brûlées et des architectures castrales façon Albert Speer ou conçoive de monumentales mises en scène à base de plomb et de terre, il ne cesse de satisfaire sa passion du désastre. Passion de monomane : sa gloire est fondée sur cette inspiration où ses exégètes aiment à reconnaître des souvenirs de wagnérisme et des reminiscences de romantisme allemand. Passion équivoque surtout. Car on ne sait au juste ce que Kiefer entend suggérer, ni quelle émotion il veut susciter à force de spectaculaire, la déploration du désastre ou, moins avouable, le goût de l'antépasséisme.

Il met tant de soin à loger dans des bières vitrées les choses mortes et carbonisées qu'il collectionne : il accumule avec tant de zèle les allusions guerrières, particulièrement celles qui se réfèrent à la seconde guerre mondiale ; il a éliminé de ses travaux avec tant de rigueur tout ce qui pourrait susciter un peu de plaisir, plaisir de l'œil et du toucher, qu'on pourrait le soupçonner de quelque complai-

sance morbide. D'autres contemporains, à commencer par Gasiorowski, ont manipulé les mêmes éléments historiques - mais n'ont pas pu se tromper sur leur répulsion. On ne saurait hélas en dire autant de lui.

Ses constructions monumentales, métalliques et boueuses comme des tanks, trahissent une déplaisante fascination pour la force meurtrière et la résolution froide que l'on prête à certains assassins. Dans ses installations actuelles, il mime la destruction. On ne veut pas croire que ce soit faute de mieux. Quel artiste aime si fort la mort, qu'il se délecte des images de désastre de façon si peu dissimulée suscite malaise et suspicion. La poétique des ruines selon Kiefer est trop trouble et de trop douteuse essence pour que l'on puisse accepter de céder à son pathos à gros effets.

PHILIPPE DAGEN

► Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, 75003 ; tél. : 42-71-09-33. Jusqu'au 29 octobre.

EN BREF

o Dation Matisse. - Trente-six tableaux, dessins, gouaches et sculptures provenant de la succession de Pierre Matisse - le fils du peintre et lui-même marchand de tableaux - vont enrichir les musées de France par le biais d'une dation, a annoncé le ministère de la culture. Parmi ceux-ci vingt-cinq œuvres d'Henri Matisse (dont treize sculptures, un auto-portrait et deux nus importants), un portrait de Cézanne, cinq œuvres de Jean Dubuffet (dont *Pierre Matisse, portrait obscur*), une figure de Giacometti et une toile de Miro. Le montant de cette dation pourrait égaler celle de Jacqueline Picasso.

o Le David de Michel-Ange endommagé. - Un orfèvre du David de Michel-Ange a été endommagé, le 14 septembre, à Florence, par un homme qui a prétendu avoir agi « sur ordre d'un modèle de l'artiste ». L'homme a sorti un mar-

teau de son pardessus et s'est attaqué à l'un des pieds de la célèbre statue de marbre haute de 4 mètres. Il a été maîtrisé par des visiteurs. Réalisée entre 1501 et 1504, la statue représente David après sa victoire sur Goliath. Elle est admirée chaque année par des milliers de touristes dans la Galleria dell'Accademia. « Le dommage matériel est réparable puisque tous les fragments ont été retrouvés. Mais l'impact moral subsiste », a déclaré le conservateur du musée.

Le directeur général du ministère de l'héritage culturel a admis qu'il était difficile de placer toutes les œuvres d'art derrière une vitre, à l'exemple de la *Pietà*, ainsi protégée, dans la basilique de Saint-Pierre de Rome, à la suite d'une agression similaire. - (Reuters.)

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

ABBAYE DE ROYASSON (14-15-16)
21 septembre
Rm. : (1)
34-85-05-50
(p. Mandel)
(Hauts)
SALLE PLEYEL
Vendredi 20
(Réglement, exception)
Samedi 21
Mardi
24 septembre
20 h 30
Tél. Loc. : 45-81-06-30
(p. Valentin)

18 h : POLYPHONY
dir. Leyland
Stuart Meyer
D. Sordani
20 h 45 : LES MUSiciens DU LOUVRE
Bott, Laurens,
Jossa, Mc Dougal
(p. Mandel)
San Filippo Mari
A. Sordani

MOZART
LA FLUTE ENCHANTEE
Version Concert
Tutti Lissien
ALAIN DUBAUT
(dir. par :
CLAUDE COMFORTES
Chœur et Orchestre
SYMPHONIQUE
FRANCAIS
Dir. : Laurent
PETITGIRARD

BOULSE
Saint-ETIENNE-
de-MONT
Place du
Pavillon
Judi
22 septembre
20 h 30
Tél. Loc. : 43-23-21-75
(p. Valentin)

FÊTES D'AUTOMNE de l'ACADEMY OF ST-MARTIN
IN THE FIELDS
SILLITO
Sol. : James
BOWMAN
Haute-Conte
MOZART, WAGNER,
VIVALDI

ORCHESTRE ET CHORALE
KUENTZ
BRAHMS
REQUIEM ALLENAND
MOZART - Symph. Lira
M. Stevora - P. Liza

Le Monde
ARTS et SPECTACLES

OPERA DE PARIS
BASTILLE
DIRECTEUR MUSICAL MYUNG-WHUN CHUNG
AMPHITHEATRE
1^{er} OCTOBRE - 20H30
LES MUSICIENS DE L'ORCHESTRE NATIONAL DE L'OPERA DE PARIS ET LA MUSIQUE DE CHAMBRE
CONCERT MOZART ET MESSIAEN
Myung-Whun Chung, piano
CYCLE BRUNO MADERNA - HEINZ HOLLIGER
Concertation Opera de Paris / Festival d'Automne à Paris
24 OCTOBRE - 20H30
Heinz Holliger - "Come and Go" - "What Where"
Ensemble Musik der Jahrhunderte
Direction Manfred Schreier
Avec le concours du Goethe Institut, de Pro Helvetia et de la Sacem
30 OCTOBRE - 20H30
Œuvres de :
Bruno Maderna, Luciano Berio, Philippe Fenelon,
Iannis Xenakis, Marco Stroppa
Quatuor Arditti
Avec le concours de la Suisse des députés et conscriptions et de la Sacem
STUDIO
4 OCTOBRE - 20H30
RECHERCHES
Maria Bayo, soprano
EN AVANT PREMIERE
Rencontres publiques à propos des spectacles
"Mozart" animée par André Tubeuf 20 septembre 18h
"Anges de Feu" animée par Philippe Olivier 30 octobre 18h
Co-production Opera de Paris-Bastille/Fnac Musique Bastille
10 OCTOBRE - 20H30
RECHERCHES
LES STAGIAIRES DE L'ECOLE D'ART LYRIQUE DE L'OPERA DE PARIS
Mireille Guigui, mezzo-soprano
LOCATION : (1) 44 73 13 00

Dubuffet
les dernières années
dernière semaine
jusqu'au 22 septembre
galerie nationale du
Jeu de Paume

ACCENTS OF AMERICA
Cours d'américain tous niveaux
Art and the new Technologies
American movies
Public speaking
American history
Business English
Préparation : TOEFL, TSE, TOIC.
TELEPHONE 44 07 05 05
Inscriptions à partir du 3 septembre
25 rue de Condé
75006 Paris
métro Odéon

DANSE
A PARTIR DU 24 SEPT. 20H30
LUCINDA CHILDS
RHYTHM PLUS
Ugèti - Ferrari
avec Elisabeth Chojnacka
clavécin
DANCE
Philip Glass
film/décor Sol Lewitt
LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

GRATUIT
Découvrez les "trucs" des Communicateurs Efficaces
Demandez le premier numéro de la Lettre d'Information confidentielle "Communicateurs Efficaces".
Pour écrire vos lettres avec plein de "punch", rédiger des mémos qui marchent, des rapports qui sont lus, pour donner des conférences et organiser des réunions réussies, pour comprendre, évaluer, convaincre, motiver les autres, voici des idées pratiques qui vous aideront à agir.
Un exemplaire de premier numéro offert à tous les lecteurs de ce magazine qui en feront la demande.
Au sommaire du 1^{er} numéro :
• 3 étapes pour rédiger un memo efficace
• Comment prendre la parole à l'improvise
• 5 méthodes pour améliorer les autres
• Comment mener un entretien d'embauche
• Plus sûr moyen de saper votre confiance en vous et comment l'éviter
• Comment écrire un livre et que faire si l'on est "sec" devant une page blanche
• L'art de raconter des histoires drôles
• Remettre une réunion : les pièges à éviter
• Pour recevoir votre exemplaire gratuit, découpez ce bon, et adressez-le à :
Editions Godelin, BP 94,
91151 Brunthay Cedex.
BON POUR UN
ECHANTILLON GRATUIT
à retourner à Editions Godelin
B.P. 94, 91151 Brunthay Cedex
Votre lettre d'information m'intéresse. Envoyez-moi un échantillon gratuit - le numéro 1 - ainsi qu'une proposition d'abonnement à prix d'introduction sans engagement à l'abonnement.
Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Code _____
Ville _____

SPECTACLES

Programmes du mercredi 18 au mardi 24 septembre

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)
MERCREDI
Les Archives du film présentent : l'Heure suprême (1927), de Frank Borzage, 16 h ; l'Heure suprême (1937, v.o.), de Henry King, 21 h 30.

PALAIS DE TOKYO
(47-04-24-24)
MERCREDI
La Campagne de Cocteau (1989), de Jacques Davila, 18 h ; Le Petit Criminel (1990), de Jacques Dailly, 20 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-28)
MERCREDI
Le Cinéma australien : For the Term of his Natural Life (1927, v.o. s.t.f.), de Norman Dawn, 14 h 30 ; Melcolm (1986, v.o. s.t.f.), de Nadia Tass, 17 h 30 ; Bismark Convoy Smashed (1944, v.o. s.t.f.), de Damien Parer ; A Street to Go (1985, v.o. s.t.f.), de Bill Bennett, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-28-34-30)
MERCREDI
Paris la nuit : Jeune Public : Spot Propag (1982), Les Quatre Cents Coups (1959) de François Truffaut, 14 h 30 ; Erance : Aubert et Ko chante Quand Paris s'éteint (1988), l'École de mer (1988) de Thierry Tardas, Boy meets girl (1983) de Léo Carax, Encore un jour (1970) de J.-P. Bonnaud, 16 h 30 ; Détrésses : Spot Eram (1988), le Père Noël est une ordure (1983) de Jean-Marc Poiret, 18 h 30 ; Les Mercredis de la fiction : le Destin de Rossel (1966) de Jean Prat, 20 h 30.

LES FILMS NOUVEAUX

LE CHOIX D'AIMER. Film américain de Joel Schumacher. v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-52-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-52-41-48) ; UGC Montparnasse, 14 (43-30-40-40) ; UGC Molière, 17 (40-88-00-16) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Paquier, 8 (43-37-35-43) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

MISSISSIPPI MASALA. Film américain de Mira Nair. v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-83) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (45-52-41-48) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-37-90-81) ; Gaumont Montparnasse, 14 (43-30-40-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Les Montparnasse, 14 (43-37-52-37) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-47-94).

LE ROI DES ROSES. Film allemand de Werner Schroeter. v.o. : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; George V, 8 (45-52-41-48).

LA TENTATION DE VÉNUS. Film britannique d'Istvan Szabo. v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-83) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-52-41-48) ; UGC Molière, 17 (40-88-00-16) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Paquier, 8 (43-37-35-43) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LES EXCLUSIVITÉS

A FLEUR DE PEAU (A. v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48).

L'AFFAIRE WALLRAFF (A. v.o.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34).

ALICE (A. v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; Club Gaumont (Publicis Montparnasse), 14 (43-59-31-97).

AN ANGEL AT MY TABLE (Info-zélandais, v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34).

L'APPROCHE FINALE (A. v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

ATLANTIS (Fr.) : Rex (le Grand Rex), 2 (42-36-83-93) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Gaumont Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Kinoparadisa, 15 (43-06-50-50).

LA BANDE A PISCOS (A. v.f.) : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; République Cinéma, 11 (46-05-51-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-41-88) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (Iranien, v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-85).

LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaurgard, 6 (42-22-87-23) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Max Linder Panorama, 9 (43-24-88-88).

BOY'N THE HOOD (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-90) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Montparnasse, 14 (43-30-40-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-Ind., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-83) ; 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-83).

Nous publions désormais le mardi les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du mercredi. Les commentaires concernant les films nouveaux ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figureront dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Ranelagh, 16 (42-58-64-44).

LA CHAIR (R. v.o.) : Latine, 4 (42-78-47-86) ; Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-08) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08).

LA CHANTEUSE ET LE MILLIARDAIRE (A. v.o.) : Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08).

CHIENNE DE VIE (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Pathé Haute-fouille, 6 (43-59-19-08) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; v.f. : Pathé François, 8 (47-20-33-88) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Miramar, 14 (43-20-89-52).

LES COMMITMENTS (Américain, v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-83) ; George V, 8 (45-52-41-48) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.f.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34) ; Le Berry Zébre, 11 (43-57-51-55) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A. v.o.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34).

DANS LA SOIRÉE (It., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34) ; La Bastille, 11 (43-37-48-60).

DAISY (A. v.o.) : Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Les Montparnasse, 14 (43-30-40-40) ; v.f. : UGC Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-46-01).

DELICATESSEN (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (46-36-48-18) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

LES DURS (A. v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; La Bastille, 11 (43-37-48-60) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

DOUBLE IMPACT (A. v.o.) : UGC Normandie, 15 (45-62-16-18) ; v.f. : UGC Opéra, 2 (47-42-60-33).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6 (46-36-48-18) ; République Cinéma, 11 (46-05-51-33) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

L'EMBROUILLÉ EN DANS LE SAC (A. v.o.) : Paris Ciné 10, 10 (47-70-21-71).

LE FER ET LA SOIE (A. v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48).

LE GRAND BLEU (Fr. v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

GREEN CARD (A. v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).

HALFAQUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

HENRY V (Brit., v.o.) : République Cinéma, 11 (46-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

HIDDEN AGENDA (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Les Montparnasse, 14 (43-30-40-40).

HOMICIDE (A. v.o.) : Pathé Haute-fouille, 6 (43-59-19-08) ; George V, 8 (45-52-41-48).

HUDSON HAWK, GENTLEMAN ET CAMBRIOLIER (A. v.o.) : UGC Normandie, 15 (45-62-16-18) ; v.f. : UGC Montparnasse, 14 (43-30-40-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A. v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).

J'ENTENDS PLUS LA GUITARE (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-58-83) ; Elysées Lincoln, 6 (43-59-36-14) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-37-90-81) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34).

JAMAIS SANS MA FILLE (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Paquier, 8 (43-37-35-43) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; Les Nation, 12 (43-43-01-58) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94).

JUNGLE FEVER (A. v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A. v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LIFE IS SWEET (Brit., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5 (43-54-46-85) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; La Bastille, 11 (43-37-48-60) ; Gaumont Montparnasse, 14 (43-30-40-40).

LOS ANGELES STORY (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-52-41-48).

MADAME BOVARY (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-83).

MISERY (A. v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).

NAVY SEALS (A. v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (A. v.o.) : Studio Galande, 5 (43-54-42-34) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

NEW JACK CITY (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50).

NIKITA (Fr.) : Elysées Lincoln, 6 (43-59-36-14) ; Les Montparnasse, 14 (43-30-40-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

NUIT ET JOUR (Fr.-Bel.-Suis.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-83) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-37-48-60) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

POINT BREAK (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-52-41-48) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-30-40-40) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE PORTEUR DE SERVITUDE (It.-Fr., v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-85) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34).

PRETTY WOMAN (A. v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; Elysées Lincoln, 6 (43-59-36-14).

LE PROCÈS DU ROI (Por., v.o.) : Rex, 2 (42-36-83-93).

RAGE IN HARLEM (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-83) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-52-41-48) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-37-48-60) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

RHAPSODIE EN AOUT (Jap., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34).

ROB NEGRO (Fr.-vénézuélien, v.o.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-37-48-60) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

ROBIN DES BOIS PRINCE DES VOLEURS (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Breteigne, 6 (42-22-57-87) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-37-48-60) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

SAILOR ET LULA (Fr.-Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Studio Galande, 5 (43-54-42-34).

SEX, MENSONGES ET VIDÉO (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-08).

LE SILENCE DES AGNEAUX (A. v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Breteigne, 6 (42-22-57-87) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Pathé François, 8 (47-20-33-88) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Opéra, 9 (47-42-60-33) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-30-40-40) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

THE VOYAGER (All.-Fr.-Gr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : UGC Opéra, 2 (47-42-60-33) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Paquier, 8 (43-37-35-43) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; Les Nation, 12 (43-43-01-58) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

THEY ARE MEN (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; George V, 8 (45-52-41-48) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

TORCH SONG TRILOGY (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Le Berry Zébre, 11 (43-57-51-55).

LES TORTUES NINJA II (A. v.f.) : Club Gaumont (Publicis Montparnasse), 14 (43-59-31-97) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-41-88).

TOTO LE HÉROS (Bel.-Fr.-All.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; La Bastille, 11 (43-37-48-60) ; Gaumont Montparnasse, 14 (43-30-40-40) ; v.f. : Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94).

UN TIE AU SAHARA (Brit., v.o.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34).

UN TYPE BIEN (Fr.-Bel.) : Utopia, 5 (43-26-84-85).

UNE ÉPOQUE FORMIDABLE... (Fr.) : George V, 8 (45-52-41-48) ; Pathé François, 8 (47-20-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-30-40-40).

LA VIE DES MORTS (Fr.) : Utopia, 5 (43-26-84-85).

LA VIE, L'AMOUR... LES VACHES (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-52-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-52-41-48) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94).

Y A-T-IL UN FUC POUR SAUVER LE PRÉSIDENT ? (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-18) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Molière, 17 (40-88-00-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LISTEN UP THE LIVES OF CURNCY JONES (A. v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) ; mar. 20 h, jeu. ven. 18 h, sam. 14 h, lun. 16 h.

LOLITA (Brit., v.o.) : République Cinéma, 11 (46-05-51-33) ; mar. ven. 18 h, 21 h 10.

LOS OLVIDADOS (Mex.) : Latine, 4 (42-78-47-86) ; mar. jeu. sam. dim. 16 h 15, 20 h.

LUNE FROIDE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-08) ; mar. jeu. 20 h, ven. 18 h, 22 h 15.

MAURICE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; mar. 10 h 25.

MÉTAL HURLANT (A. v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; mar. 19 h 45, sam. 0 h 30.

LA MORT EN CE JARDIN (Fr.-Mex.) : Latine, 4 (42-78-47-86) ; mar. jeu. sam. dim. lun. mar. 18 h.

PASSION (Fr.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) ; mar. 21 h 50.

PIERROT LE FOU (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77) ; mar. ven. dim. mar. 12 h.

POLO EN AMÉRIQUE (So., v.f.) : Le Berry Zébre, 11 (43-57-51-55) ; mar. 13 h 45, 16 h 30, sam. dim. 15 h.

LE PREMIER EMPEREUR (Can.-Chin.) : La Gode, 19 (40-05-80-00) ; mar. jeu. ven. sam. dim. 14 h, 15 h, 16 h, 17 h, 18 h, 19 h, 20 h, 21 h, 22 h.

LA PREMIÈRE FOLIE DE WOODY ALLEN (A. v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; mar. ven. dim. 22 h.

CINOCHES (A. v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; mar. ven. dim. 14 h, sam. 0 h.

SID & NANCY (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; mar. 10 h 50.

STRANGER THAN PARADISE (A. v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-85) ; mar. jeu. ven. dim. lun. mar. 22 h.

SWEET MOVIE (Fr.-Can., v.f.) : Studio Galande, 5 (43-54-42-34) ; mar. 18 h 10.

TOMBE LES FILLES ET TAI-TOI (A. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-83) ; mar. ven. dim. 16 h 40, 22 h 20 ; sam. 10 h après.

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; mar. 12 h.

LA VALSE DES PIGEONS (Fr.) : l'Empire, 14 (45-43-41-83) ; mar. 14 h 15, 18 h, jeu. 16 h 15, ven. 20 h 15 ; samedi d'un débat, sam. 14 h 15 ; dimanche d'un débat, dim. 14 h 15.

VOYAGE SUR JOURNÉE (Chin.) : Chasse, 19 (42-08-34-00) ; mar. jeu. ven. sam. dim. mar. de 10 h à 21 h 40 tous les 10 minutes.

WARLOCK (A. v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; mar. ven. 13 h 45, mar. 18 h 30.

LES SÉANCES SPÉCIALES

AKIRA (Jap., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; mar. jeu. sam. lun. 15 h 30.

BAGDAD CAFÉ (A. v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) ; mar. 22 h, jeu. sam. 20 h, ven. 16 h, lun. 14 h, mar. 18 h.

BARRY LYNDON (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; mar. 21 h 15.

BÉRUCHET DIT LA BOULIE (Fr.) : Studio Galande, 5 (43-54-42-34) ; mar. 14 h.

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5 (43-54-42-34) ; mar. 20 h 20 dim., lun. 20 h 10, jeu. ven. sam. 16 h, mar. 20 h.

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-08) ; mar. sam. dim. 16 h.

LE CRIME DE M. LANGE (Fr.) : Reflet Logos I, 5 (43-54-42-34) ; mar. 12 h 05.

LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL DIEU TU ADORERAS (Pol.) : Reflet Médias Logos salle Louis-Jourvet, 5 (43-54-42-34) ; mar. avec.

LE DÉCALOGUE 2, TU NE COMMETTRAS POINT DE PARJURE (Pol.) : Reflet Médias Logos salle Louis-Jourvet, 5 (43-54-42-34) ; mar. 12 h.

DIEU VOMIT LES TIÈDES (Fr.) : Utopia, 5 (43-26-84-85) ; mar. dim. lun. 14 h 10.

DO THE RIGHT THING (A. v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) ; mar. 18 h, jeu. dim. 16 h, sam. 22 h, lun. mar. 20 h.

DROWNING BY NUMBERS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; mar. 10 h 40.

L'EAU ET LES HOMMES (Fr.) : La Gode, 19 (40-05-80-00) ; mar. jeu. ven. sam. dim. à 11 h et 13 h avec.

EMMANUELLE (Fr.) : Studio Galande, 5 (43-54-42-34) ; mar. 22 h 30.

FANTASIA (A.) : République Cinéma, 11 (46-05-51-33) ; mar. sam. dim. 17 h.

LES FOURMIS TISSERANDES (Fr.) : La Gode, 19 (40-05-80-00) ; mar. jeu. ven. sam. dim. à 11 h et 13 h.

LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-08) ; mar. sam. dim. 14 h.

HELLZAPOPPIN (A. v.o.) : Reflet Logos II, 5 (4

سكنا من الاصل

21 La grève des fonctionnaires canadiens
La visite de M. Mitterrand en Australie

21 Continuité des accords de pêche
22 Marchés financiers

23 Bourse de Paris
24 Communication

Les pays industrialisés et les perspectives de croissance

La reprise et l'inflation

Le retour de la croissance dans les pays développés amènera-t-il un regain d'inflation? Les déclarations de hausses des prix, que l'on observe actuellement dans le monde entier, ne sont-elles que des trompes-l'œil? Ces questions peuvent surprendre. Tous les indices prouvent en effet que l'hydre inflationniste, incontrôlé depuis la fin des années 80, semble tenue en laisse. L'OCDE notait en juillet dans ses perspectives semestrielles que « les sujets de préoccupation à court terme concernant l'inflation sont moins grands ». La FOMC monétaire internationale devrait confirmer, le mois prochain au cours de sa réunion annuelle, que la reprise en cours (la croissance des pays industrialisés devrait atteindre 2,9 % en moyenne contre 1,3 % cette année) s'effectuera sans poussée des prix. L'inflation serait contenue à 3,8 % en 1992 contre 4,6 % en 1991.

Pourtant, les experts monétaires des vingt-quatre pays de l'OCDE, réunis à Dresde lundi 16 septembre, affichent leur inquiétude. « Nous pensons que l'inflation mondiale n'est pas encore sous contrôle », a déclaré M. Hans Tietmeyer, vice-président de la Bundesbank, qui préside la commission. Les experts relèvent d'abord que les politiques budgétaires de certains pays membres de l'OCDE entraînent des déficits qui sont des facteurs d'inflation. Les États-Unis sont bien, cependant, en tête de liste. Mais l'Allemagne les a rejoints, qui finance son déficit avec un déficit fédéral qui, en 1991, atteindra 3,5 % du produit national brut. Les relèvements d'impôts et de taxes qui ont été décidés par le gouvernement sont jugés « insuffisants » pour apaiser les tensions de long terme.

Les experts soulignent ensuite que la récession qui a traversé certains pays anglo-saxons (États-Unis, Grande-Bretagne, Canada) aurait dû, en toute logique économique, se traduire par des baisses de prix. Mais les trois pays cités sortent de leur crise cette année avec une inflation encore proche de 4 % en rythme annuel. On pourrait trouver d'autres motifs de crainte, les prix futurs du pétrole en particulier. Mais l'inquiétude majeure porte sur le financement de la reprise actuelle. Le manque mondial d'épargne se double d'un accroissement des besoins à l'Est, au Sud, mais aussi, ce qui est quantitativement le plus important, à l'Ouest. États, entreprises et ménages : chaque acteur va avoir besoin d'argent frais pour repartir. Or le moyen le plus simple pour obtenir une croissance forte, l'histoire économique le prouve, est de faire tourner la planche à billets. D'où le rappel à la rigueur des experts monétaires de l'OCDE.

ERIC LE BOUCHER

○ Uruguay Round : un succès cette année devient improbable. — Les États-Unis, le Japon, la CEE et le Canada viennent de renouveler, lors de la réunion de la « Quadrilatérale » à Angers (Le Monde daté 15-16 septembre), leur détermination à terminer les négociations commerciales de l'Uruguay Round, mais leur objectif d'y parvenir avant la fin de l'année prend désormais des allures de mission impossible, estiment les analystes. Les déclarations encourageantes n'ont pourtant pas manqué au cours des trois journées de discussions informelles à Angers entre les quatre principales puissances commerciales de l'Uruguay Round. Mais, en privé, les conseillers des chefs de délégations reconnaissent que la fin 1991 devient une date peu crédible. — (AFP)

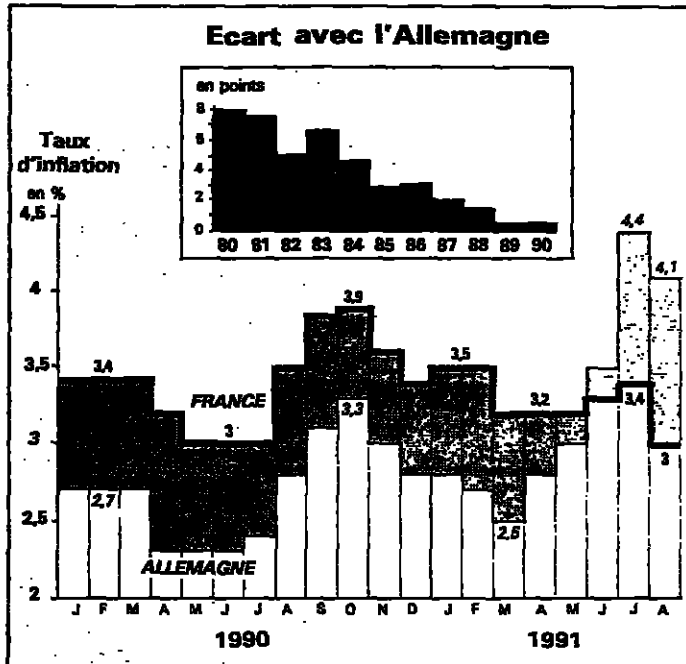
Prix : la France en bonne position

La hausse des prix en France a été modérée au cours du mois d'août, malgré de nombreuses hausses des tarifs publics. Du coup, l'écart d'inflation avec l'Allemagne continue de se creuser en notre faveur : depuis trois mois, les prix de détail augmentent moins vite en France que de l'autre côté du Rhin.

Cette situation s'explique bien sûr par les problèmes immenses posés à notre voisin par la réunification et plus ponctuellement par les hausses d'impôts et de taxes décidées pour enrayer l'impressionnant déficit des comptes publics.

Il n'empêche que, plus profondément, les coûts salariaux allemands ne cessent de s'alourdir alors qu'ils augmentent très faiblement en France, qui voit ainsi sa compétitivité s'améliorer.

Dans quelques temps, M. Bérégovoy pourrait profiter de cette situation favorable pour décider de baisser le taux d'intérêt sans trop avoir à craindre pour la tenue du franc.



Un millier de suppressions d'emplois prévues

Désillusion et incertitude à l'usine Bull de Belfort

Bonne nouvelle pour Belfort : la société américaine Speedy-Printers, spécialisée dans l'impression, vient de confirmer l'implantation de son centre européen dans la cité du Lion, entraînant la création de centaine d'emplois. Cela ne suffira toutefois pas à rétablir la balance du chômage belfortain, lourdement gravée après la confirmation, le 30 août dernier, qu'il ne devrait plus rester, au janvier prochain, que 430 salariés au lieu de 1 450 dans l'usine Bull. Une restructuration délicate, qui, localement, passe mal.

BELFORT

de notre envoyée spéciale

Une allée bordée d'arbres centenaires, un vaste étang où, l'été, s'organisent des parties de pêche, un restaurant coiffé d'un toit de briques : le site de l'établissement Bull de Belfort, étalé sur 34 hectares, rassemble davantage à une maison de repos qu'à une usine.

A l'intérieur des locaux en brique, cette atmosphère apaisante persiste dans l'entassement de couloirs, où les bruits semblent irrémédiablement assourdis. De part et d'autre de ces couloirs, des bureaux définitivement vides, d'autres à moitié pleins, où les derniers acteurs d'une saga qui a démarré il y a plus de trente ans tentent encore de donner le change.

Faire comme si. Alors qu'en janvier prochain il ne devrait plus rester que 430 « bullistes » sur les 1 450 que comptait encore le fleuron de l'industrie belfortaine au début de l'année, 430 salariés, c'est-à-dire un nombre inférieur aux 657 pionniers qui ont, en 1960, participé au lancement de Bull-Belfort sur les débris de la maison DMC, une fabrique de coton à broder, 430 salariés qui seraient répartis entre une filiale de 180 personnes chargée de la réparation des cartes d'ordinateur et une autre de 250 salariés, en charge du seul secteur de l'impression non impact par la micrographie. « Nous avons redéfini arbitrairement le périmètre de ces filiales par rapport à leur charge de travail, qui correspond à celle de deux PME high tech », affirme M. Jean-Claude Albrecht, directeur général de Bull France.

qu'il cherchait un partenaire pour poursuivre l'activité de l'usine de Belfort.

« Jusqu'au mois de mars, Bull nous a fait miroiter l'arrivée d'un repreneur américain, Seagate, qui devait créer 600 emplois. Celui-ci s'est finalement installé en Irlande », se souvient M. Gérard Jacquot, secrétaire général de la mairie de Belfort. « C'était à prévoir, renchérit M. Jacques Maillois, président de l'Agence de développement économique de Belfort, l'Irlande offre des ponts d'or aux constructeurs informatiques étrangers en leur permettant de déduire de leurs bénéfices fiscaux et des charges sociales inférieures de 60 % au niveau français ».

Cet échec fut, en tout cas, particulièrement inopportun pour M. Jean-Pierre Chevènement, qui, au même moment, se lançait dans la reconquête de son siège de député du Territoire de Belfort après la démission de sa suppléante, Mlle Gilberte Marie-Monkovic. La focalisation de la campagne électorale sur le devenir de l'usine et le flux entrant par la direction de Bull quant à ses intentions ont eu pour effet de créer « une situation où s'expriment tous les fantasmes », regrette M. Christian Prost, président (PS) du conseil général du Territoire de Belfort.

De fait, il aura fallu attendre le 28 mai — soit cinq jours avant le premier tour de scrutin — pour obtenir, de l'avis de M. Chevènement, « les premiers résultats concrets » de la part des dirigeants de Bull. Ces derniers se sont, en effet, engagés, à

l'occasion d'une réunion organisée chez M. Dominique Strauss-Kahn, ministre délégué à l'Industrie, à maintenir deux filiales à Belfort, à conserver 700 emplois sur le site.

« 700 emplois conservés sur le site, mais pas uniquement par Bull », rétorque aujourd'hui M. Albrecht, qui précise que « d'autres entreprises sont appelées à venir s'installer dans ces locaux désormais inadaptés ».

Reste que, pour l'heure, convient le numéro deux de Bull, « il est très difficile de faire venir des sociétés dans un cadre où tous les problèmes ne sont pas résolus ».

Table ronde tripartite

L'incertitude constitue également le lot du personnel de l'usine, qui ne s'est pas encore vu proposer de plan social, ce qui le maintient dans l'ignorance de son sort, quant aux conditions de départ qui lui seront offertes. « C'est une situation insupportable », s'insurge M. Didier Culti, député du Territoire de Belfort, car un certain nombre de reclassements potentiels sont suspendus à la présentation de ce plan.

Ainsi l'usine voisine de GEC-Alsthom attend-elle toujours la réponse de quelque 150 « bullistes » à qui elle a proposé une mise à l'essai. La direction générale de Bull reconnaît aussi, pour sa part, que l'annonce du plan n'a que trop tardé et assure désormais qu'elle devrait être imminente. Coincés entre une direction qui, selon M. Prost, « n'a pas encore apporté la preuve de ses

bonnes intentions dans le concret » et des représentants syndicaux qui, regrettant de « n'être pas pris au sérieux », campent sur des positions jugées parfois « maximalistes », les parlementaires socialistes de Belfort appellent aujourd'hui de leurs vœux la tenue d'une table ronde tripartite, susceptible d'examiner « les dossiers au fond ».

De son côté, la municipalité belfortaine se prépare à vivre des heures difficiles : « En ce qui concerne la taxe professionnelle, rappelle M. Chevènement, Bull était notre deuxième contribuable, en nous rapportant 21,7 millions de francs par an ». Or, la cure d'amalgamisme que s'approprie à subir cette usine devrait provoquer en deux ans le second coup de tonnerre dans le ciel fiscal local après celui de la fusion d'Alsthom avec GEC, qui a fait perdre 10,3 millions de francs à la ville. « Nous devons absolument, ajoute M. Jacquot, réduire notre dépendance vis-à-vis des trois pôles industriels autour desquels s'organise le paysage économique de Belfort : GEC-Alsthom, Bull et les équipementiers automobiles ».

Tel est l'un des objectifs poursuivis par M. Chevènement en soutenant la création, en 1987, de la Société de développement industriel (SDI), dotée d'un capital de 40 millions de francs, et financée à parts égales par Bull, l'Etat et les collectivités locales. Cette SDI, dirigée par l'ancien directeur des ressources humaines de la direction commerciale de Bull, M. Georges Valsey, a pour mission de créer des emplois

dans la région, en attirant de nouvelles entreprises. Grâce à elle, M. Albrecht estime ainsi pouvoir créer « 600 nouveaux emplois d'ici à la mi-1992 », soit un nombre de postes équivalent à celui des salariés de l'usine pour lesquels « aucune solution de reclassement n'a encore été trouvée ».

Reste qu'entre le 5 juin, où M. Strauss-Kahn se targuait au Sénat de voir la SDI créer « mille emplois environ à bref délai », et la fin août, où M. Culti annonçait que l'on pouvait espérer « trouver 150 à 200 emplois par ce biais », l'enthousiasme à l'égard de cette nouvelle structure semble être quelque peu émoussé dans la cité du Lion.

La création de ces nouveaux emplois ne devrait de toute façon pas permettre d'offrir une solution de reclassement à tous les membres du personnel de l'usine laissés sur le carreau, un objectif jugé également inaccessible par M. Albrecht. Car le personnel semble le grand oublié de cette affaire, alors même qu'il risque de rencontrer de grosses difficultés sur le marché du travail : il est souvent mieux rémunéré que la moyenne locale et on déçoit en son sein près de 60 % des salariés ayant un niveau égal ou inférieur au CAP et près d'un tiers d'administratifs. Contrairement aux espoirs formulés par certains, l'expansion actuelle du secteur tertiaire sur Belfort risque de ne pas suffire à l'absorber naturellement.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

Une délégation du patronat japonais en France

« Travaillons comme des fourmis »

Une délégation du Kaidanren — patronat japonais — conduite par M. Minoru Inoué, conseiller de la Banque de Tokyo et directeur de la mission de promotion des échanges économiques de l'organisation patronale, a entamé, le 18 septembre à Paris, une visite de douze jours en France. Intervenant un an après un premier voyage, cette mission de vingt-cinq personnes, dont de nombreux dirigeants d'entreprises, se rendra au Mans, à Nantes, Blois, Bordeaux et Toulouse.

« La confiance est établie », a affirmé M. Bernard Camboumac, président de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, en accueillant le Kaidanren et en évoquant la récente visite de M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Industrie, au Japon. « Le mot fourmi a été utilisé », a déclaré M. Camboumac devant la presse, en faisant allusion aux propos du premier ministre, M. Edith Cresson. En bien, travaillons comme des fourmis. Parce que dans la mesure où

les fourmis travaillent si bien et avec une grande efficacité, moi je ne demande qu'une chose, c'est d'être une fourmi utile ».

Selon la chambre de commerce, plus de mille contacts entre entreprises françaises et japonaises ont eu lieu en deux ans et demi et cent cinquante PME d'Ile-de-France ont conclu des accords de partenariat, de joint-ventures, des contrats d'import-export, etc.

M. Inoué, qui a été reçu par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, a minimisé la portée des déclarations « drastiques » de M. Cresson sur le Japon en les expliquant par la nécessité de « mobiliser les potentialités » en France. « Même si certaines expressions n'étaient pas très agréables, a-t-il ajouté, ce n'était pas une source de problèmes ». La visite de M. Strauss-Kahn semble avoir assaini le climat entre les deux pays, et le Kaidanren se déclare confiant sur le développement des investissements japonais en France.

IDATE 91

13èmes Journées Internationales

20-21-22 novembre, Le Corum

Montpellier

Dynamiques Industrielles, Politiques d'Innovation, Nouveaux Marchés

Le rendez-vous de l'automne sur la situation européenne dans le domaine des équipements et services de communication (audiovisuel, informatique, télécommunications) :

enjeux, options et stratégies des acteurs

100 intervenants, 3 tables rondes et carrefours, 20 sessions

contact : Roland CASTANIER

IDATE : ☎ 67 14 44 03 fax : 67 14 44 00

Avec le soutien de la Fondation IDATE (Alcatel CIT, Alcatel NV, Bouygues, CDC, GSI, IBM France, PSA, SARI, SFR), de France Télécom, du Conseil Général de l'Hérault, du District de Montpellier LR et de la Région Languedoc-Roussillon.

Bull, Siemens et Olivetti envisagent des programmes communs de recherche

Les trois constructeurs européens ont confirmé, lundi 16 septembre, avoir signé en août dernier « un accord préliminaire » dans le cadre d'ENS (European Nervous System). Ce programme de la CEE est destiné à accélérer la croissance du marché des applications informatiques en Europe.

L'accord entre les trois firmes a été signé à la suite d'une réunion à Bruxelles le 6 juin dernier entre les responsables européens et ceux des trois groupes. Plusieurs axes de travail ont alors été envisagés : réseau transeuropéen de communication, programmes de formation, développement de logiciels, informatisation des services publics de la santé notamment. Bull, Siemens et Olivetti travaillent maintenant aux détails de ces projets de manière à les proposer à la CEE d'ici la fin de l'année.

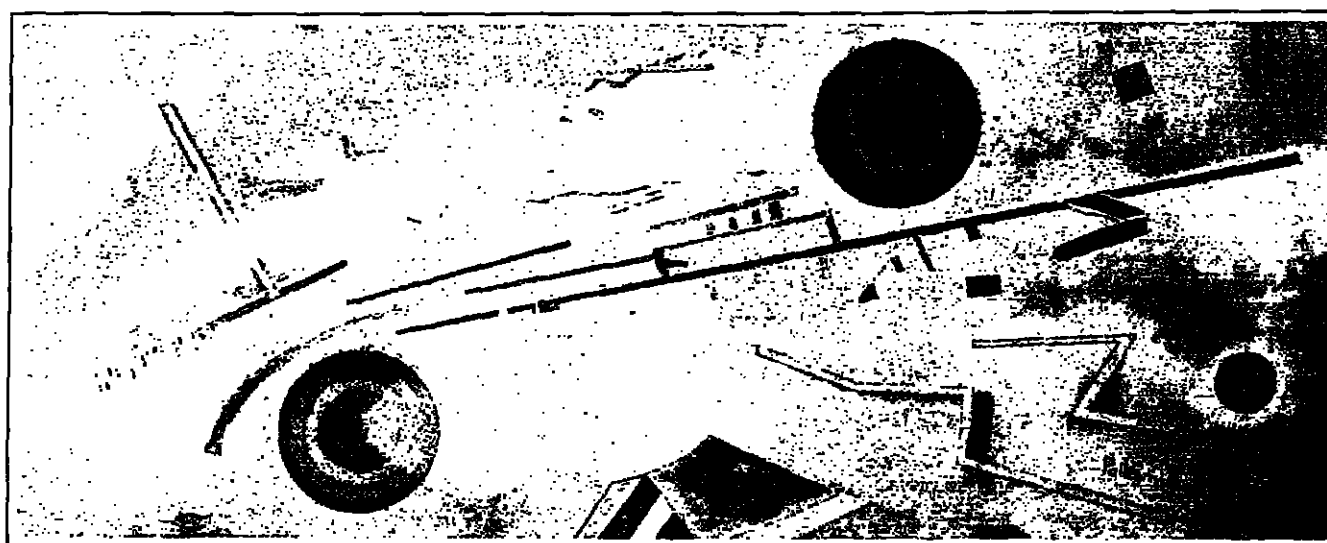
« Ces initiatives sont destinées à améliorer notre compétitivité et à élargir le marché européen de l'informatique pour les groupes européens », a expliqué M. Francis Lorentz, PDG de Bull, lors du séminaire international qui a eu lieu le week-end dernier à Opio (Alpes-Maritimes).

F. Ch.

Go east.

**Haniel in: Bad Doberan • Barby • Bebertal • Berlin • Bodendorf • Chemnitz
Dönstedt • Dresden • Eiche • Erfurt • Flechtingen • Freital • Gorspersgrun
Großvoigtsberg • Haldensleben • Halle • Jena • Leipzig • Magdeburg
Merseburg • Neubrandenburg • Niederlehme • Nienburg/Saale • Niegripp
Nobitz • Osterwedding • Potsdam • Rostock • Rudisleben • Schwerin
Sermuth • Teschendorf • Tollwitz • Weimar • Wismar • Wischer • Wolfen**

C'est le courage de s'aventurer sur de nouvelles voies qui caractérise les entreprises florissantes. Si le rationalisme est une clé du succès, l'intuition en est une autre.



Courage to go new ways characterizes successful firms. Rationality is called for, but intuition is also repeatedly demanded. In this way Haniel has

C'est pourquoi Haniel s'est systématiquement tourné vers de nouveaux débouchés. «Haniel aujourd'hui» cela signifie: marketing, logistique, systèmes, qualité et service – les principaux facteurs de réussite. Grâce à son organisation décentralisée, qui laisse suffisamment de liberté aux initiatives, grâce à une communication efficace et grâce à ses rapides prises de décision, Haniel a su s'engager à temps et en force avec des investissements d'un montant supérieur à FF 3.000 millions et un effectif de plus de 4.000 personnes dans les Nouveaux Länder.

Der Mut zu neuen Wegen charakterisiert erfolgreiche Unternehmen. Rationalität ist gefragt, aber immer wieder auch Intuition. So hat sich Haniel systematisch neue Geschäftsfelder erschlossen. „Haniel heute“ bedeutet: Marketing, Logistik, Systeme, Qualität und Service. Das sind zentrale Erfolgsfaktoren. Dank einer dezentralen Organisation mit unternehmerischen Freiräumen, kurzen Wegen und schnellen Entscheidungen hat sich Haniel frühzeitig und umfangreich mit Investitionen von über FF 3.000 millions und 4.000 Mitarbeitern in den neuen Bundesländern engagiert.

systematically established itself in new areas of business.

“Haniel today” means: marketing, logistics, systems, quality and service. These are factors of central importance to success. Thanks to a decentralized organization with freedom for enterprising manoeuvre, short channels of communication and prompt decisions, Haniel was able to involve itself early and extensively with investments topping FF 3.000 millions and 4.000 jobs in the new Federal German States.

HANIEL

Franz Haniel & Cie. GmbH, StA Information, Franz-Haniel-Platz 1, D-4100 Duisburg 13, Téléphone +49-203-806 (0)-495, Fax +49-203-806-622

مكتبة من الأصل

INFOGREFFE
La Source de l'Information
sur les Entreprises
Unité de Corse - 75181 PARIS CEDEX 04
Tél. (1) 43 29 06 75

coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - • : prix précédent - ■ : marché continu

COMMUNICATION

La Générale d'images fédère TLT, TLM et TMC

Création discrète d'un réseau de chaînes régionales

Aux Etats-Unis, la «syndication» permet aux multiples stations locales indépendantes de télévision d'acheter en commun des programmes et de concurrencer ainsi les trois grands réseaux nationaux et leurs affiliés, en perte de vitesse. En France, les six réseaux actuels sont nés et restent dirigés à Paris, même si M6 et FR3 multiplient les décrochages régionaux. Mais les choses pourraient bouger, car la Générale d'images, filiale de la Générale des eaux, a décidé de jouer le jeu de la syndication pour fédérer les trois chaînes régionales qu'elle contrôle, Télé-Toulouse (TLT, née en 1988), Télé-Lyon-Métropole (TLM, depuis 1989) et Télé-Mont-Carlo (TMC, née en 1954 et relancée en 1990).

Constatant qu'aucune n'avait seule la force de bâtir une grille de programmes complète et attractive, la Générale d'images vient de mettre en place des moyens communs dans les deux secteurs clés que sont la publicité et les achats de programmes.

Dès le 16 septembre, les trois chaînes ont harmonisé leurs grilles avec des rendez-vous «horizontaux» : une heure d'actualité locale à partir de 19 heures, puis des clips à 20 heures avant des soirées thématiques, sport le lundi, séries le mardi, cinéma le jeudi et le dimanche, etc. Cette nouvelle struc-

ture des soirées permet à chacune de puiser dans le lot des programmes achetés en commun, sans que nécessairement la diffusion soit simultanée. Elle permet aussi aux trois chaînes de commercialiser ensemble leur espace publicitaire. Avec 6 millions d'habitants dans leurs zones de diffusion (3,5 millions pour TMC, 2 millions pour TLM, 0,6 million pour TLT), la région commune peut vendre aux annonceurs le «premier réseau de chaînes de proximité» et ses 570 000 téléspectateurs réguliers.

Pour ses promoteurs, cette «nationalisation» — au sens géographique — des soirées permettra de renforcer les créneaux de programmes véritablement locaux, en évitant la dispersion des moyens. Cet embryon de septième réseau sonne néanmoins le glas, s'il en était besoin, des espoirs de télévision locale autonome. Sa naissance en catimini soulève une autre contradiction, interne à la Générale des eaux : elle vante les mérites de ce nouveau réseau dont elle est opératrice et régisseur publicitaire, au moment même où avec les autres câblo-opérateurs elle s'élève contre toute nouvelle chaîne hertzienne gratuite (le Monde du 10 septembre).

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

L'avenir de la presse écrite à l'Assemblée nationale

M. Georges Kiejman est favorable à «une harmonisation par le haut» des législations européennes

Journalistes et parlementaires, même combat ? A l'occasion d'un colloque à l'Assemblée nationale, jeudi 12 septembre, sur «la presse écrite et son avenir», le président du groupe d'études sur l'économie et le développement de la presse, constitué au sein de l'Assemblée nationale depuis 1986, M. Michel François, député (PS) de l'Oise, ne s'est pas fait faute d'évoquer, en présence de l'intéressé, ce constat récent de M. Laurent Fabius selon lequel le Parlement français ne serait plus qu'un «théâtre d'ombres», quand, au même moment, dans les pays de l'Est, les foules font rament de leurs corps pour protéger leurs Assemblées élues.

«A l'Est, les journaux s'attachent à la parole», a également constaté M. François, tandis que de ce côté-ci de l'Europe les effets de la concentration, observés depuis la Libération, et la concurrence des médias audiovisuels ont tendance à réduire le nombre des lecteurs de la presse d'information générale. «Une civilisation fondée sur le verbe, qui s'envole si vite, ou sur l'image, si fugitive, serait sans doute vouée à une certaine forme de décadence», a déclaré M. François, en concédant «une amitié particulière pour l'écrit».

Suspecté, depuis sa nomination au ministère de la communication, d'inimitiés envers la presse, M. Georges Kiejman a réaffirmé que le volume des aides publiques,

directes ou indirectes, qui représente un peu plus de 10 % du chiffre d'affaires de ce secteur d'activité, serait maintenu à son niveau actuel dans le prochain budget. «S'il doit y avoir une harmonisation des législations en vigueur au sein des pays de la communauté européenne, celle-ci doit se faire par le haut», a assuré le ministre. Les nombreux représentants des syndicats patronaux de la presse ne se sont pas satisfaits cependant de cette garantie. Il faudrait ainsi favoriser la naissance de nouveaux journaux par l'institution d'un fonds d'aide à la création, comme il en existe déjà pour le cinéma, ou encore, comme l'a proposé M. Jean-Pierre de Kersau, président du Syndicat national de la presse hebdomadaire régionale d'information, en facilitant les reprises de succession des petites et moyennes entreprises pour éviter la disparition de titres.

Les représentants des éditeurs demeurent toutefois opposés à un retour à l'esprit du législateur des lendemains de la Libération, pour lequel les aides de l'Etat devaient favoriser les journaux qui participent au débat démocratique, et non les titres de la presse spécialisée, celle qui connaît précisément le plus grand essor en s'adressant à des «cibles» de plus en plus restreintes.

JEAN-LOUIS SAUX

La rédaction conteste les projets d'Hachette

Les hésitations du «Nouvel Economiste»

Le *Nouvel Economiste*, hebdomadaire contrôlé par Hachette-Filipacchi (65 %) et la CEP-communication, pourrait ne pas paraître cette semaine. La société des rédacteurs a en effet maintenu sa menace de grève pour mercredi 18 septembre, si elle n'obtient une entrevue avec le patron du groupe Hachette, M. Jean-Luc Lagardère, et des garanties sur l'avenir du journal.

Une assemblée générale lundi 16 septembre avec M. Gérard de Rochemaurel, directeur du journal, n'a pas calmé les inquiétudes des journalistes. Elle a en revanche

confirmé la volonté d'Hachette de changer le directeur de la rédaction en poste depuis quinze ans, Michel Tardieu, qui n'aurait pas accepté un autre poste dans le groupe.

L'hebdomadaire économique, malgré une diffusion de 97 142 exemplaires par numéro en 1990, contre 93 396 en 1989, a vu ses bénéfices d'il y a quelques années se transformer en pertes. Pour les journalistes, la mise en régie publicitaire du titre auprès d'Interdec (régie d'Hachette) est une des causes de cette dégradation, qui se traduit par des restrictions de moyens. Ils contestent aussi les projets élaborés pour réorienter le magazine en vue d'attirer de nouveaux annonceurs, alors qu'une nouvelle formule préparée au sein de la rédaction sous l'autorité de Michel Tardieu n'a pas reçu l'aval de la direction.

Après l'échec de *Fortune-France*, le *Nouvel Economiste* est le dernier fleuron d'Hachette dans la presse économique. Sa vente a été souvent évoquée.

M. C. I.

CARNET DU Monde

Naissances

Le 14 septembre 1991, à Yokohama,

Louis-Seiji,

Wako et Francis MAIZIERES et Charles-Lucy.

Shinohara-chô 1075, Kohoku-Ku, Yokohama 231 (Japon).

Alain et Elisabeth PHILIPPE, Nicolas et Nathalie

sont heureux d'annoncer la naissance de

Sophie,

le 28 juin 1991.

Mariages

Michèle AIMASSO et Gilbert SCHLOEGL

sont heureux de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité, le 6 septembre 1991, à Paris.

Ferme de Cascard, Les Pinchats, 13100 Aix-en-Provence.

Décès

M. et M^{me} Didier Bargas et leurs enfants, M^{me} Dominique Formigini-Bargas et son fils, M. Denis Bargas, M. et M^{me} Alain Vernay, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Robert BARGAS, née Claudine Weil,

leur mère, belle-mère, grand-mère, sœur et belle-sœur.

Elle repose en paix, à côté de son mari,

Robert

et de sa fille, Danièle.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 14 septembre 1991.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les rédemptoristes de la province de Paris,

Les sœurs franciscaines de Notre-Dame-de-Bon-Cœur,

M^{me} Marie-Joséphine Bourdeau, M^{me} Marie-Thérèse Bourdeau, Le colonel et M^{me} Jean Chagneau, ses sœurs et beaux-frères,

M. et M^{me} Pierre Chagneau et leurs enfants,

M. François Chagneau et ses enfants,

M. et M^{me} Loïc Marion et leurs enfants,

M. et M^{me} Paul Chagneau et leurs enfants,

ses nièces et neveux, petites-nièces et petits-neveux,

ont la douleur de faire part du décès de

Révérend Père François BOURDEAU,

survenu subitement le 14 septembre 1991, dans sa soixante-douzième année.

Les obsèques seront célébrées en l'église Notre-Dame-des-Champs, boulevard du Montparnasse, le mercredi 18 septembre, à 14 heures.

L'inhumation aura lieu le jeudi 19 septembre, à 15 heures, en l'église de Pontchaâteau (Loire-Atlantique).

Communauté de rédemptoristes, 170, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris.

Le prieur, 37, rue Nantaise, 44160 Pontchaâteau.

Naissances

Le samedi 21 septembre 1991, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre-du-Gros-Cailhou, 92, rue Saint-Dominique, Paris-7^e, une messe sera célébrée à l'intention de

Simone CACHIN,

décédée accidentellement en montagne le 9 juillet dernier.

De la part de M^{me} Pierre Simon, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Cachin, leurs enfants et petits-enfants.

M^{me} Paul Carol, son épouse, M^{me} Sophie Noteris, Sébastien et Grégoire, M. et M^{me} Jean-Christophe Carol, Guillaume et Marion, M. et M^{me} Xavier Delavenne, Paul, Aurélien, Stanislas et Valentine.

M^{me} Bénédicte Carol, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Frank Ortiz et Allison, M^{me} Muriel Carol, ses neveux, nièces et petits-neveux, ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul CAREL,

survenu le 15 septembre 1991, dans sa soixante-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 19 septembre, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Annonciation, Paris-16^e, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines).

Ni fleurs ni couronnes, dons à la Ligue nationale contre le cancer, 1, rue Stephen-Fichon, 75013 Paris.

1, rue Chernoviz, 75013 Paris.

Sa famille et ses nombreux amis ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Valentine CHEMETILLO, ancien professeur de l'université de Leningrad.

La levée du corps aura lieu à la Maison médicale Jeanne-Garnier, 35, rue de Lourmel, Paris-15^e, le mercredi 18 septembre 1991, à 10 heures.

Elle sera inhumée au cimetière parisien de Thiais.

Lyon, Annonay, Angoulême.

M. et M^{me} Pierre Billoix, ses enfants,

M. et M^{me} Gilles Bertrand, M. et M^{me} Bruno Billoix, M. et M^{me} Robert Ophélie, ses petits-enfants,

Cécile, Olivier, Christophe, Arnaud, Anne-Christine, Camille, Aude, Florian, Vincent, ses arrière-petits-enfants,

Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Léon GIRARD, ancien élève de Saint-Cloud, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 15 septembre 1991, dans sa centième année.

Ses obsèques ont eu lieu mardi 17 septembre, en l'église Saint-Aussonne, à Angoulême.

L'inhumation se fera dans le caveau de famille au cimetière d'Annonay, le mercredi 18 septembre, à 11 heures.

54, rue Waldeck-Rousseau, 16000 Angoulême.

THÈSES

Tarif Étudiants 50 F la ligne H.T.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5609

HORIZONTALEMENT

1. Faire sucer par des ouvrières. — 2. Outil pour évider. — 3. Plaque. Parfois au bout du compte. Blanc, pour l'habit d'un innocent. — 4. Rumeur dans les Pyrénées. Font preuve d'attachement. — 5. D'un auxiliaire. Bordure sur l'eau. Utile pour faire des projets. — 6. Sorte de tartine. Une prune. — 7. Une nourriture qui donne beaucoup d'énergie. Coule chez des voisins. — 8. En Sicile. Adverbe. N'est donc pas sérieux. — 9. Dont on peut dire qu'il est vraiment gonflé.

VERTICALEMENT

1. Festonné. — 2. Obier. Oté. — 3. Sés. Sés. — 4. Tés. Sa. — 5. Originales. — 6. Gls. Eu. — 7. Nons. Pannes. — 8. Etoments. — 9. Sal. Olé. Sue.

Solution du problème n° 5608

Horizontalement

1. Festonné. — 2. Obier. Oté. — 3. Sés. Sés. — 4. Tés. Sa. — 5. Originales. — 6. Gls. Eu. — 7. Nons. Pannes. — 8. Etoments. — 9. Sal. Olé. Sue.

Verticalement

1. Festonné. — 2. Obier. Oté. — 3. Sés. Sés. — 4. Tés. Sa. — 5. Originales. — 6. Gls. Eu. — 7. Nons. Pannes. — 8. Etoments. — 9. Sal. Olé. Sue.

GUY BROUTY

La famille, les parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

Son Excellence RUY KANTHOUL,

ancien président du conseil des ministres du royaume du Cambodge, ancien ambassadeur,

survenu le 13 septembre 1991 dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie funéraire aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, le vendredi 20 septembre, à 15 h 30.

On se réunira à 15 heures avenue du Père-Lachaise.

Les jeunes et les communes de l'Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes, ont la profonde tristesse de faire part du décès de leur président,

Yves LAURENT,

survenu le vendredi 13 septembre 1991.

Yves Laurent a mis tout son dynamisme au service des enfants et des jeunes, afin qu'ils puissent être considérés et pris en compte par les élus locaux.

«On ne naît pas citoyen, on le devient», disait-il souvent.

Yves, nous te regrettons déjà.

ANACEI, 38, rue Liancourt, 75014 Paris.

Jacques Anaxiste, Les membres du bureau du GART (Groupement des autorités responsables de transport), Et leurs collaborateurs, ont la tristesse de faire part de la disparition de leur ami,

M. Yves LAURENT, membre du bureau du GART, président de la commission transport du SIMAN (SYNDICAT des maires de Saint-Sébastien-sur-Loire).

(Le Monde daté 15-16 septembre.)

On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Charles L'EVESQUE,

survenu le 13 septembre 1991, dans sa cent troisième année.

De la part de M. et M^{me} Jean Sauvagnanges et leurs enfants, M^{me} Didier Julien et ses enfants,

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 18 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6^e.

Corne, Grenoble, Paris, Florac, Montvillain.

Catherine LE ROY, née Sandoz, a quitté les siens.

Le partage de l'Eucharistie aura lieu, le mercredi 18 septembre 1991, à 10 h 30, en l'église Saint-Martin de Florac.

De la part de M^{me} Albert Sandoz, sa mère, Pascal, Catherine, Yohann Le Roy, Magali, Philippe, Lila, Clara et Aurèle Deville,

Marie-Pierre et Didier Abraham, Françoise Le Roy, Anne Le Roy, Ses enfants et petits-enfants,

Jérémie et Olivier Marchalik, ses enfants, Françoise Roux, sa compagne, Ses frères et sœur, Les familles Marchalik, D'hier, Vielle, Bertho et Ghout, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Jacques MARSCHALIK, expert-comptable,

survenu le 10 septembre 1991, à Paris.

L'inhumation a eu lieu le 17 septembre dans l'intimité familiale.

36, quai de Jemmapes, 75010 Paris.

L'incinération a eu lieu le 17 septembre dans l'intimité familiale.

36, quai de Jemmapes, 75010 Paris.

L'incinération a eu lieu le 17 septembre dans l'intimité familiale.

36, quai de Jemmapes, 75010 Paris.

L'incinération a eu lieu le 17 septembre dans l'intimité familiale.

36, quai de Jemmapes, 75010 Paris.

L'incinération a eu lieu le 17 septembre dans l'intimité familiale.

36, quai de Jemmapes, 75010 Paris.

L'incinération a eu lieu le 17 septembre dans l'intimité familiale.

36, quai de Jemmapes, 75010 Paris.

L'incinération a eu lieu le 17 septembre dans l'intimité familiale.

36, quai de Jemmapes, 75010 Paris.

L'incinération a eu lieu le 17 septembre dans l'intimité familiale.

36, quai de Jemmapes, 75010 Paris.

L'incinération a eu lieu le 17 septembre dans l'intimité familiale.

36, quai de Jemmapes, 75010 Paris.

L'incinération a eu lieu le 17 septembre dans l'intimité familiale.

36, quai de Jemmapes, 75010 Paris.

L'incinération a eu lieu le 17 septembre dans l'intimité familiale.

36, quai de Jemmapes, 75010 Paris.

L'incinération a eu lieu le 17 septembre dans l'intimité familiale.

36, quai de Jemmapes, 75010 Paris.

L'incinération a eu lieu le 17 septembre dans l'intimité familiale.

36, quai de Jemmapes, 75010 Paris.

L'incinération a eu lieu le 17 septembre dans l'intimité familiale.

36, quai de Jemmapes, 75010 Paris.

L'incinération a eu lieu le 17 septembre dans l'intimité familiale.

36, quai de Jemmapes, 75010 Paris.

L'incinération a eu lieu le 17 septembre dans l'intimité familiale.

36, quai de Jemmapes, 75010 Paris.

L'incinération a eu lieu le 17 septembre dans l'intimité familiale.

36, quai de Jemmapes, 75010 Paris.

L'incinération a eu lieu le 17 septembre dans l'intimité familiale.

36, quai de Jemmapes, 75010 Paris.

M^{me} Jean Mortier, son épouse, M. et M^{me} Claude Rain et leurs enfants, M. et M^{me} Jacques Mortier et leurs enfants, M^{me} Lise Moyart et ses enfants, M. et M^{me} Francis Holder et leurs enfants, ont l'honneur de faire part du décès de leur époux, père et grand-père,

survenu à Lille, le 14 septembre 1991.

Les funérailles auront lieu dans l'intimité au cimetière d'Epinal, le 19 septembre.

Dans l'attente de ses funérailles, son corps repose en chambre funéraire, 4, rue Vronèse, à Lille. Visites ce mardi de 9 heures à 18 heures et mercredi de 9 heures à 16 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

59, boulevard Vauban, 59000 Lille.

Remerciements

Denise Coster, Sa famille Et ses amis, très touchés des nombreux témoignages d'affection, de sympathie et de fidélité qui leur ont été manifestés lors du décès de

Pierre CASTEX,

remercient sincèrement et avec une profonde émotion tous ceux qui, par leur présence ou leurs messages, se sont associés à leur grande douleur.

98, rue Lafayette, 75010 Paris.

Avis de messe

Un service religieux sera célébré le mercredi 18 septembre, à 11 heures, à Paris, en l'église réformée de l'Annonciation, 19, rue Cortambert, Paris-16^e, à la mémoire de

Audrée FATION, directrice générale adjointe de SFBD-Archéologie SA, directeur de la publication d'Archéologie et des Dossiers d'archéologie, décédée le 18 août 1991.

Les obsèques religieuses ont eu lieu en l'église réformée de Dijon, le 21 août.

Anniversaires

Il y a deux ans

Joëlle EISENBERG nous quittait.

Ses amis ne l'oublient pas et se réuniront à Médecins du monde, vendredi 20 septembre 1991, à 18 h 30.

67, avenue de la République, 75011 Paris. Tél. : 43-57-70-70.

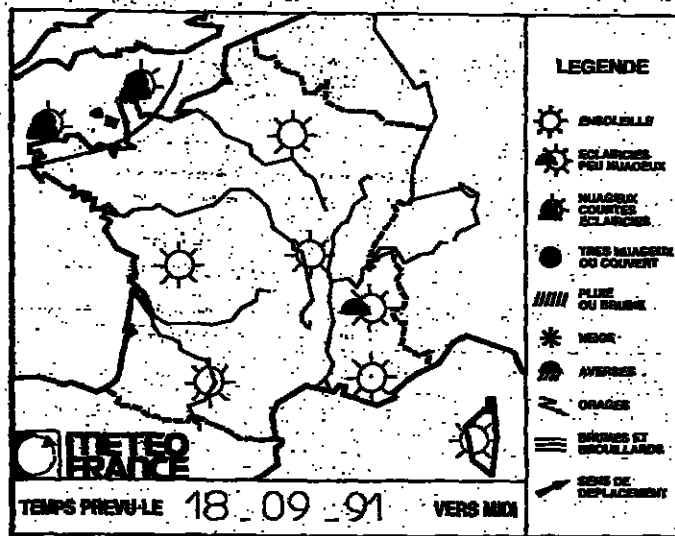
Le 18 septembre 1990,

Philippe GOSSET, directeur du service de presse de TFI, ancien

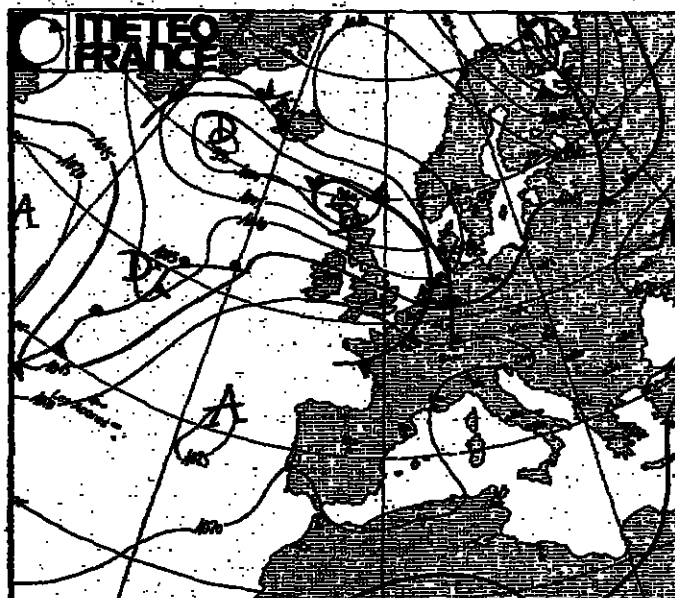
سكنا من الاصل

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mercredi 18 septembre 1991
Ensoleillé



SITUATION LE 17 SEPTEMBRE 1991 À 0 HEURE TU

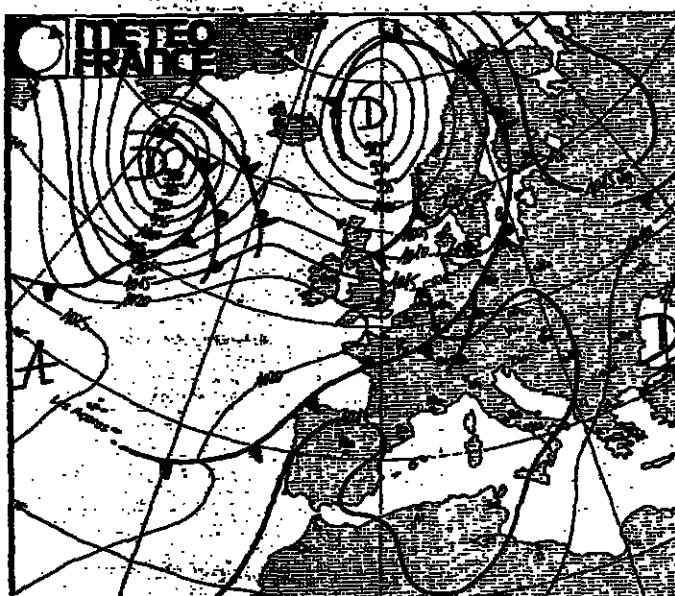


Judi, il fera encore un temps assez sur l'ensemble de la France. Dès vendredi, le temps commencera à changer et à devenir plus orageux. Samedi, pour le premier jour de l'automne, la dégradation se poursuivra avec une baisse des températures et toujours des orages.

Judi 19 septembre: temps encore chaud. - Jeudi, la période de beaux temps se poursuivra. Le soleil bravera de matin jusqu'au soir, au nord comme au sud. Les passages nuageux pris des côtes de la Manche seront discrets et ne cachent pas le soleil que par intermittence.

Il fera encore chaud pour la saison: le matin, de 11 degrés à 18 degrés du nord au sud, l'après-midi de 24 degrés à 29 degrés, soit 5 degrés de plus que les températures habituellement observées à cette époque de l'année.

PRÉVISIONS POUR LE 19 SEPTEMBRE 1991 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES: maxima - minima et temps observé
le 16-9-1991 à 18 heures TU et le 17-9-1991 à 6 heures TU

FRANCE	TOULOUSE	LYON	STRASBOURG	PARIS	BOULOGNE	LA ROCHE-SUR-YON	RENNES	NANTES	ANGERS	DIJON	BELFORT	COLMAR	SAARLÉ	SAARBRÜCK	LUZERN	BERNE	GENÈVE	LAUSANNE	BASEL	ST. GAL	CHAM	SCHEFFERS	BASELSTADT	BASEL LIECHTENSTEIN	ST. GAL	CHAM	SCHEFFERS	BASELSTADT	BASEL LIECHTENSTEIN
22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22
14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France: heure légale moins 2 heures en été; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document publié avec le support technique officiel de la Météorologie nationale.)

Le Monde ARTS et SPECTACLES

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

PIERRE GEORGES

Le cercle des rêveurs disparus

Il rêvait de gagner les Amériques, et même bouquiniste. Tout jusqu'à ce qu'il décide d'aller au plus simple, écrire les livres plutôt que les vendre.

Il avait du talent. Et cela valut à l'un de ses livres, peut-être pas le meilleur, de devenir en 1939, grâce à Christian-Jacques, un film célèbre, les *Disparus de Saint-Agil*. Peut-être pas un film-culte, comme l'on dit aujourd'hui, mais une œuvre assez étrange et attachante pour faire date.

Les bonnes histoires ne meurent jamais. Et TF 1 nous a offert, lundi soir, une version nouvelle, un remake, en français juste, de la vie: *Disparus de Saint-Agil*.

Le téléfilm ne fait pas si fréquemment œuvre de création qu'on doive, lorsque l'occasion se présente, faire la fine bouche.

Mais il faut bien admettre que ces *Disparus*, version 1991, dus à Jean-Louis Benoît et Jean Nainchik, n'avaient plus, hormis l'intrigue, qu'un lointain rapport avec l'œuvre originale, traitée, cette fois, comme une bande dessinée loufoque.

Et loufoque elle l'était, cette version transposée en 1959 dans un aéroport, pensionnat pour les jeunes « fragiles des bronches »: un prétexte de discipline pétard et grand vizir des suppositoires à l'eucalyptus. Un don Juan de

pensionnat tyrannique. Un professeur de musique échevelé imposant le potinier Mozart et lisant des cochonneries, c'est-à-dire les faits divers dans les journaux. Un autre, qu'on suppose prof de math, greffier maléfique des moindres activités de ses collègues. Un prof de gym bedonnant et gueillard comme retraité des bat d'Al. Un surveillant, peintre raté, fou de Goya et connaisseur en rhum. Et une directrice complètement « albinée ».

Bref, toute une galerie de personnages occupant trop l'écran pour que l'histoire originale et qui n'était pas autre chose que la nostalgie des rêveries adolescentes y survive.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles: > signalé dans « Le Monde radio-télévision »; □ Film à éviter; ■ On peut voir; ■■ Ne pas manquer; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 17 septembre

- TF 1**
- 20.40 Sport: Football. Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe: Swansea-Monaco, en direct de Swansea (série de Celtic).
- 22.40 Magazine: Ciel, mon mardi! Invité: Frédéric Dard.
- 0.35 Journal, Météo et Bourse.
- A 2**
- 20.40 Mardi soir: Vivre et laisser mourir. Film historique de Guy Hamilton (1973). Avec Roger Moore, Yaphet Kotto, Jane Seymour.
- 22.50 Débat: 1991, l'espion nouveau est arrivé.
- 0.05 Magazine: La 26^{ème} Heures.
- 1.05 Journal et Météo.
- FR 3**
- 19.00 Le 19-20 de l'information. De 18.12 à 19.35, le journal de la région.
- 20.00 Un livre, un jour. Franny et Zooey.
- 20.10 Divertissement: La Classe.
- 20.30 INC actualités.
- 20.45 > Téléfilm: *Disparus de Saint-Agil*.
- 22.05 Journal et Météo.
- 22.35 Mardi en France. Programmes des télévisions régionales.
- 23.30 Magazine: Océaniques. L'Amère-Pays. Le regard d'un auteur sur la vie rurale en Haute-Saône. Patience, intimité...

- CANAL PLUS**
- 20.30 Cinéma: *Cocoon, le retour*. Film américain de Daniel Petrie (1988). Avec Don Ameche, Willard Brinkley, Courtney Cox.
- 22.20 Flash d'informations.
- 22.25 Cinéma: *Mort d'un soldat*. Film australien de Philippe Mora (1985). Avec James Coburn, Bill Hunter, Red Brown.
- 0.00 Cinéma: *Pilotes de charme*. Film américain, classé X, de Michael Craig (1980).
- 1.25 Cinéma: *Cela s'appelle l'aurore*. Film franco-italien de Luis Buñuel (1956). Avec Georges Marchal, Lucie Bosé, Gian Eposito.
- LA 5**
- 20.40 Journal des courses.
- 20.50 Cinéma: *A gauche en sortant de l'ascenseur*. Film français d'Edouard Molinaro (1988). Avec Pierre Richard, Richard Bohringer, Emmanuelle Béart.
- 22.25 Magazine: Ciné Cinq.
- 22.40 Cinéma: *L'Immortale*. Film français de Claude Muto (1980). Avec Sylvie Lamo, Yves Joutroy, Anna Perle.
- A sa sortie, en 1980, le film de Claude Muto a été interdit aux moins de seize ans.
- 0.05 Journal de la nuit.
- M 6**
- 20.35 Téléfilm: *Viens, on s'en va*. Deux orphelins en fugue.

- 22.20 Série: *Equalizer*.
- 23.35 Série: *Le Voyageur*.
- 0.05 Six minutes d'informations.
- LA SEPT**
- 20.00 Documentaire: Les Nouvelles Grandes Personnes. 2. A. Cuny et Cl. La Maur.
- 21.00 Opéra: *Luisa Miller*. De Giuseppe Verdi, par les Chœurs et l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, dir.: Maurizio Arena.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Archipel sciences. Culture informatique: autour de la revue *Terminal*.
- 21.30 Culture et Kultur.
- 22.40 Les Nuits magnétiques. Journal d'un coup d'Etat, Leningrad-Moscou, août 1991. 1. Le putsch.
- 0.05 Du jour au lendemain. Avec Mirette Godard (Le Godt de l'air).
- 0.50 Musique: Coda. Textile de nuit.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné le 29 septembre lors du Festival de musique de Montreux-Vevy). Ainsi la nuit pour quatre à cordes, de Dutilleul; Tosti pour clarinette, quatre à cordes et piano, de Foss; Quatuor à cordes n° 1, *Métamorphoses nocturnes*, de Ligeti, par le Quatuor Sine Nomine (Patrick Genet, François Cottreau, violons, Nicolas Pache, alto, Marc Jermann, violoncelle) et Pascal Moragues, clarinette, Noël Lee, piano.
- 23.07 Poussières d'étoiles. Plein ciel-Studio 116.

Mercredi 18 septembre

- TF 1**
- 18.25 Jeu: Une famille en or.
- 18.55 Feuilleton: Santa Barbara.
- 19.20 Jeu: La Roue de la fortune.
- 19.45 Divertissement: *Le Débat Show* (et à 0.05).
- 20.00 Journal, Tapis vert, Météo et Loto.
- 20.50 Variétés: *Sacré soirée*. Spécial Italie.
- 22.45 Magazine: Le Point sur la table. Thème: Pour-on se passer des immigrés? Invités: Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration; Alain Juppé, secrétaire général du RPR et les députés du 18^{ème} arrondissement de Paris.
- 0.15 Journal, Météo et Bourse.
- 0.35 Série: *Côté cœur*.
- A 2**
- 18.05 Jeu: Des chiffres et des lettres juniors.
- 18.30 Magazine: Défendez-vous.
- 18.45 Série: *Mister T*.
- 19.10 INC actualités.
- 19.15 Jeu: Question de charme.
- 19.40 Divertissement: *La Caméra indiscrette* (et à 0.45).
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.50 > Téléfilm: *Il n'avait pas rendez-vous*. L'amour peut-il conjurer le désespoir et la mort?
- 22.20 Documentaire: Tant qu'il y aura la rentrée. La rentrée, une épreuve psychologique difficile.
- 23.15 Magazine: Musiques au cœur.
- 0.25 Journal et Météo.
- FR 3**
- 17.00 Jet.
- 18.15 Magazine: Une pêche d'enfer. Luciano Pavarotti.
- 18.30 Le 19-20 de l'information. De 18.12 à 19.35, le journal de la région.
- 20.00 Un livre, un jour. *La Cuisine italienne*.
- 20.10 Divertissement: *La Classe*.
- 20.45 Magazine: La Marche du siècle. Europe: les patrons tirent l'alarme. Invités: Petr Gyllenhammar, PDG de Volvo; Jérôme Monod, président du groupe de la Lyonnaise des eaux; Wilma Dector, ancien PDG de Philips, président de la Table ronde des industriels européens; Bernard Esambert, président de la compagnie financière Edmond de Rothschild.
- 22.20 Journal et Météo.

- 22.40 Histoire de voir. Lewis Carroll. (2^{ème} épisode). *Enquête dans le passé*.
- 23.35 Traverses. Cris et gémissements. 2. Le réveil des peuples.
- 0.30 Musique: Carnet de notes.
- CANAL PLUS**
- 13.30 Téléfilm: *Les Marchands de l'ombre*.
- 15.45 Série: *Le Gang des tractions*. L'homme aux chiens.
- 17.15 Documentaire: *Des requins et des hommes*.
- 18.00 Canaille peluche. Babar.
- En clair jusqu'à 20.00*
- 18.30 Ça cartoon.
- 18.50 La Top.
- 19.20 Flash d'informations.
- 19.30 Sport: Football. Coupe d'Europe-Coupe de l'UEFA: Lyon-Ostar, en direct.
- 21.45 Sport: Football. Coupe d'Europe-Coupe des clubs champions: Luxembourg-Marseille, en différé.
- 23.35 Flash d'informations.
- 23.40 Cinéma: Trois années. Film français de Fabrice Cazeneuve (1990). Avec Sabine Azéma, Jacques Villeret, Philippe Volter.
- 1.10 Cinéma: *Préparez vos mouchoirs*. Film franco-belge de Bertrand Blier (1977). Avec Gérard Depardieu, Patrick Dewaere, Carole Laure.
- LA 5**
- 17.30 Jeu: Pas de panique.
- 17.45 Série: *Cap danger*.
- 18.15 Série: *Shérif, fais-moi peur*.
- 18.05 Série: *Kojak*.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.50 Histoires vraies. Un couple trop parfait.
- 22.30 Débat: *Revenir beau à tout prix*.
- 23.35 Sport: Football. Coupe d'Europe: Arsenal (Grande-Bretagne) - Austria de Vienne (Autriche).
- 1.10 Journal de la nuit.

- M 6**
- 18.45 Jeu: Hit hit hit hourly!
- 18.50 Jeu: Zygomatic.
- 17.15 Série: *L'Homme de fer*.
- 18.05 Série: *Mission impossible*.
- 19.00 Série: *La Petite Maison dans la prairie*.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série: *Cosby Show*.
- 20.35 Téléfilm: *La Dixième Homme*. D'après le roman de Graham Greene.
- 22.15 Téléfilm: *Biceps Business*.
- 23.50 Six minutes d'informations.
- 23.55 Magazine: *Dazibao*.
- LA SEPT**
- 17.00 Magazine: *Avis de tempête*.
- 19.00 Histoire parallèle.
- 20.00 Documentaire: *La Matière*. De François Calderon. 2. La matière unifiée. Le souvenir des téléspécimens.
- 20.55 Documentaire: *Et la vie*.
- 22.35 Cinéma: *Le Jardin des délices*. Film espagnol de Carlos Saura (1970).
- 0.05 Court métrage: *Les Désastres de la guerre*. De Pierre Kast.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.00 Musique: *Le Rythme et la Raison*. Ball: pas question de rêver. 3. Le Grand de l'Ouest.
- 20.30 Tira ta langue. Eclats de la langue.
- 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Au pays des quatre saisons: l'été (2).
- 22.40 Les Nuits magnétiques. Journal d'un coup d'Etat, Leningrad-Moscou, août 1991. 2. Démocratie ou terreur.
- 0.05 Du jour au lendemain. Avec Robert Marzou (Le jour qu'on a tué le cochon).
- 0.50 Musique: Coda. Textile de nuit.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.00 Hallelu.
- 20.30 Concert (donné le 12 septembre lors des Musicales de Lyon): Trio pour violon, violoncelle et piano en fa majeur op. 80, Quintette pour piano et cordes en mi bémol majeur op. 44, de Schumann; Langhammer Satz pour quatuor à cordes, de Webern, par le Quatuor Cherubini (Joseph Silberstein, Isabelle Faust, violons, Bruno Giuranna, alto, Alain Meunier, violoncelle), la Trio Italiano, et Christian Zacharias, piano.
- 23.07 Poussières d'étoiles. Jazz club. En direct du Méridien-Etoile à Paris. Le quintette de Monty Alexander, pianiste, Duffy Jackson, batterie, Steve Grier, congas, Russell Hallmeier, steel drums.

URSS : en débat devant le Conseil d'Etat

Un nouveau projet de réformes économiques suscite la méfiance de plusieurs Républiques

Les nouveaux hommes forts de l'ex-URSS ont entrepris, lundi 16 septembre, de graver le chemin escarpé qui doit, si tout va bien, leur permettre de faire traverser au pays la délicate période de transition qui coïncidera avec l'hiver.

MOSCOU

de notre correspondant

Le «Conseil d'Etat» — la nouvelle oligarchie constituée pour l'essentiel des dirigeants des Républiques qui détiennent collectivement une sorte de pouvoir exécutif — ne s'était réuni qu'une fois depuis que sa création avait été, bon gré mal gré, acceptée par le Congrès des députés. Il s'agissait de reconnaître l'indépendance des pays baltes.

tâche relativement aisée, puisque le fait était acquis. Cette fois, c'est de parler économie, c'est-à-dire de plonger au cœur de la pagaille soviétique. La tâche est triple, et l'on entend procéder par étapes, à supposer que l'on puisse vraiment distinguer entre ces étapes : il faut d'abord assurer l'approvisionnement de la population, puis conduire au plus vite un traité d'union économique, enfin lancer sérieusement les réformes qui, depuis des années, n'ont guère dépassé le stade des mots.

La séance se passe au Kremlin. M. Gorbatchev préside au bout d'une longue table avec, à sa droite, le président russe Boris Eltsine, *primus inter pares*. Dix Républiques sont représentées, en général par leur président. Seuls absents : les Baltes, la Moldavie, et aussi la Géorgie, qui boude toutes les institutions centrales depuis que son indépendance n'a pas été reconnue et aussi depuis que son président en difficulté, M. Gamsakhourdia, ressent le besoin d'accuser Moscou de tous ses maux. Sont aussi présents : le premier ministre russe, M. Ievnine, également président du Comité économique intérimaire (et qui a récemment brandi une menace de démission), quelques ministres fédéraux, ceux de la défense et des affaires étrangères, et aussi le président du KGB, sans oublier M. Alexandre Iakovlev, redevenu conseiller de M. Gorbatchev, après avoir été son critique.

Et puis, sur le côté, debout, penché au-dessus d'un pupitre trop bas, il y a un homme, assez jeune, à l'abondante chevelure, qui lit un exposé et donne l'impression de prêcher dans le désert : le pupitre est ainsi disposé que la moitié de l'assistance tourne le dos à l'orateur. C'est Grigori Iavlinski, expert en projets de réformes économiques, qui est à nouveau prié de présenter ses vues, essentiellement cette fois sur un traité d'union économique. Il explique que le principe fondamental d'un tel traité doit être la

reconnaissance de l'indépendance des signataires. Les autres principes majeurs en seraient la liberté d'entreprise et la propriété privée, la libre circulation des biens et des services sur l'ensemble des territoires concernés par le traité, la conservation d'une monnaie commune (ce qui ne signifie pas qu'elle doit être unique), une politique budgétaire « coordonnée », et le règlement de la question des dettes internes et externes des Républiques. Selon l'agence Tass, qui rend compte succinctement de ses propos, M. Iavlinski parle aussi du nécessaire mouvement vers la liberté des prix qui doit être « coordonné » entre les Républiques. Et il plaide pour le marché du travail unique, ce qui suppose la reconnaissance mutuelle des diplômes de qualification, et pour la mise en place d'un système tarifaire et douanier.

Silence de M. Eltsine

Est-ce un projet de loi, entendu sans conviction par des dirigeants républicains qui se méfient les uns des autres et ne partagent pas tous le même credo économique, ou bien est-ce un point de départ solide pour le vaste marchandage qui va suivre ? Les quelques réactions enregistrées ne sont pour l'instant guère encourageantes. Le président kirghiz, M. Askar Akayev, trouve le nouveau projet de M. Iavlinski « trop compliqué », et il lui préfère de beaucoup les idées développées par un autre théoricien de l'économie, plus âgé et qui paraissait un peu sur la touche, M. Chataline. Le représentant de la Turquie estime pour sa part qu'il est urgent d'attendre tout en constatant avec inquiétude que les Républiques ne tiennent pas leurs engagements. Et il menace de vendre son coton et son pétrole sur le marché mondial si on persiste à ne pas lui livrer de blé. L'azerbaïdjanais Aiaz Moutalibov plaide pour un renforcement

des liens horizontaux entre les Républiques, faute de quoi le « centre » reprendra du poil de la bête.

Quant à M. Iavlinski lui-même, s'il estime que trois à quatre semaines devraient suffire pour mettre au point les grandes lignes d'un traité d'union, il ne semble pas non plus particulièrement confiant quand on l'interroge à l'issue de la réunion. Mais il fait valoir qu'il ne s'agit pas tant d'un conflit entre le « centre » et les Républiques que d'une opposition entre « ceux qui font de la politique courante et ceux qui ont une vision économique stratégique ». Bref, les positions respectives dépendraient « du degré de professionnalisme » des intervenants.

Pour leur part, les ténors du Conseil — M. Eltsine, les présidents ukrainien et kazakh — n'ont pas donné leur sentiment sur une entreprise dont la complexité paraît dépasser un peu tout le monde. Seul le premier ministre russe, M. Ievnine, s'est voulu rassurant. Il a fait valoir que l'approvisionnement de la population serait assuré cet hiver en dépit d'une pénurie générale de céréales et de sucre et d'autres pénuries plus locales. Il a aussi annoncé qu'un accord portant sur la production agricole et fondé sur des réformes économiques radicales serait signé entre les Républiques d'ici à la fin du mois de septembre. Et il a même promis, d'ici deux à trois jours, une « déclaration » du Conseil d'Etat définissant les principes de l'accord à venir. « Cela », a dit M. Ievnine d'un air entendu, c'est pour nos amis occidentaux. Des amis occidentaux qui, en particulier par la voix du secrétaire d'Etat américain James Baker, ont fait savoir récemment que s'ils ne faisaient plus de l'application de réformes économiques une condition préalable de leur aide, il leur fallait néanmoins un petit quelque chose, que le Conseil d'Etat s'approprie donc à leur donner.

JAN KRAUZE

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Plein les bras

LS ont disjoncté, ou quoi, ces parents qui séquestrent trois maitresses à la petite école de Vernègues, dans les Bouches-du-Rhône, sous prétexte que les classes sont surchargées et qu'ils en veulent une quatrième. Non, mais ça va pas le tête ! Remarque, au départ, faut être complètement givré pour se mettre à fabriquer de l'enfant en sachant pertinemment qu'il vous restera sur les bras.

Vous vous êtes pourtant précipités à la grèche collective en brandissant votre test de grossesse dans le fol espoir d'y inscrire votre fatus, vous vous êtes roulés aux pieds de M'sieur le maire sur les talons de Martine Tartour, elle raconte ça très drôlement dans *Toutes coupables*. Rien à faire, si, attendre jusqu'à la Saint-Glinglin qu'une assistante maternelle agréée daigne en prendre livraison.

Il ne vous reste plus qu'à jouer les VRP pour arriver à le placer, comme un vulgaire aspirateur, chez une nourrice libre. Libre d'en accueillir cinq ou six, sans compter les siens, dans un F2 sordide. Essayez celui-ci, je vous en prie,

vous verrez, il fait pas de bruit et il avalera jusqu'à la dernière épingle enfouie dans votre moquette. Quitte à tambouriner ensuite à la loge de la gardienne de votre immeuble : dites, madame Rodriguez, je peux vous le laisser demain ? La nounou doit conduire ses trépassés au dispensaire et si je m'absente encore un coup, mon chef...

Enfin, là, après deux-trois ans de galère, vous avez réussi à le fourguer à la maternelle de votre quartier. Vous le déposez en allant au boulot, et au retour, dix-huit heures après, rapport aux trépassés, vous récupérez à la garderie un zombi en état de catalepsie : Qu'est-ce qu'il a ? Il a pas fait la sieste ? — La sieste ? Vous rigolez ! Oh voulez-vous que je mette un lit ? Ils sont déjà plus de trente à me marcher sur la ventre.

La solution à cette pénurie d'instas ? Voyons, elle est entre vos mains, entre vos jambes, trois gamins à la chaîne. Et ça vous donne droit, merci Monory, au diplôme de mère de famille habilitée à faire classe. Logique, non ? On n'est jamais si bien servi...

EN BREF

■ ESPAGNE : trois morts dans un attentat. — Trois personnes ont été tuées et une trentaine d'autres blessées, lundi 16 septembre, dans un attentat à la voiture piégée près d'Alicante. Selon le ministère de l'Intérieur, cet attentat serait l'œuvre de l'organisation indépendantiste basque ETA. (AFP, Reuters)

■ Le FNLC « canal historique » revendique les attentats contre deux recteurs. — Le Front de libération nationale de la Corse (FNLC-« canal historique ») a revendiqué, lundi 16 septembre, les deux attentats perpétrés contre les recteurs de Versailles (Yvelines) et Créteil (Val-de-Marne) dans la nuit du 15 au 16 septembre. Dans son communiqué, l'organisation nationaliste s'élève contre « l'exil de nombreux jeunes Corses vers des académies comme celles de Créteil ou Versailles », en raison, selon le communiqué, du « refus du gouvernement de régler au fond le problème global de l'éducation en Corse ».

■ A2 et FR3 retransmettront les JO de Barcelone en continu. — M. Hervé Bourges, PDG d'A2 et FR3, a annoncé dans une interview publiée lundi 16 septembre dans l'hebdomadaire *Communication CB News* que les deux chaînes publiques avaient prévu de retransmettre en continu, « pour l'ensemble des téléspectateurs, en direct et en clair » les Jeux olympiques d'été de 1992. « Jusqu'à

maintenant, Canal Plus a toujours su faire les bons choix. Il reste que j'ai une bonne nouvelle à annoncer : nous avons fait le même », a ajouté M. Bourges.

■ Mort de violoniste Zino Francescatti. — Zino Francescatti, le plus virtuose des violonistes français et le plus célèbre à l'étranger, est mort dans la nuit du 16 au 17 septembre dans sa ville de La Clotat. Agé de quatre-vingt-neuf ans, cet élève de Sivoiri (lui-même disciple de Paganini) avait eu une carrière d'enfant prodige avant de devenir un spécialiste incontesté du répertoire français, qu'il avait, entre autres, exécuté un peu partout aux États-Unis. La ville d'Aix-en-Provence a créé un concours de violon à son nom, puis un festival qui débute cette année le 22 septembre.

(Publicité)
DÈS JANVIER 92 ÉTUDIEZ AUX USA
Dans une grande université de Californie ou du Florida. Pour un stage linguistique ou pour des études (BA, Master, MBA, Ph.D.). Année : 60 000 F env. Semestre : 35 000 F env. Cours, logement, repas inclus. University Studies in America. French Office, 57, rue Charles-Lafitte 92200 Neuilly (1) 47-45-09-19

L'ESSENTIEL

DÉBATS

Politique : « L'adieu au socialisme », par André Senik, Michel-Antoine Burnier, Guy Tassinier, Henri Vacquin ; « Les raisons du Front », par Jean-Marie Le Pen ; « Le mur », par Jean-Jacques Dupeyron... 2

ÉTRANGER

M. Mitterrand en Allemagne. Une occasion pour Paris de lever des ambiguïtés... 6

L'Assemblée générale des Nations unies. Admission des pays baltes et succession de M. Pérez du Cuellar... 6

POLITIQUE

Après la Fête de « l'Humanité ». La PS oppose une fin de non-recevoir à la proposition de rencontre du PC... 10

Diagonales. « Épurations » par Bertrand Poirot-Delpech... 10

SOCIÉTÉ

La polémique sur le virus du sida. Le professeur Gallo mis en accusation aux États-Unis... 11

SCIENCES • MÉDECINE

• Paveses dinosaures • Les protéines à la ferme • Les chemins de Bitarte... 13 à 15

CULTURE

Jean Guidoni au Châtelet. Chant, danse et travestissement... 16

ÉCONOMIE

Reprise et inflation. Mise en garde des experts de l'OCDE sur un possible dérapage... 19

Désillusion chez les « Bull » de Belfort. Un millier de suppression d'emplois créent l'incertitude... 19

Services

Abonnements... 2
Cartes... 24
Marchés financiers... 22
Météorologie... 25
Mots croisés... 24
Radio-Télévision... 25
Spectacles... 18

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un deuxième cahier « Initiatives » en plus séparé folioté de 1 à XXII. Le numéro du « Monde » daté du 17 septembre a été tiré à 528 854 exemplaires.

Arrestation de l'un des chefs de l'opposition parlementaire géorgienne

L'un des chefs de l'opposition parlementaire géorgienne, M. Guia Tchantouria, a été arrêté, lundi soir 16 septembre, à l'aéroport de Tbilissi, après avoir conduit une manifestation de plus de vingt mille personnes dans la journée.

M. Tchantouria, trente-deux ans, président du Parti national-démocratique, avait pris place dans un avion de l'Aeroflot à destination de Moscou où il devait rencontrer l'ambassadeur des États-Unis. Après quarante minutes de vol, le commandant de bord a reçu l'ordre de faire demi-tour et d'atterrir à Tbilissi en raison de la présence de M. Tchantouria à bord. Un partisan de M. Tchantouria a alors pris le micro des hôtes pour déclarer : « Mesdames et Messieurs, le président (Gamsakhourdia) va bientôt démissionner. Ce genre d'incident ne se reproduira plus ». (AFP)

Craignant la reconstitution d'une « troisième force »

M. Séguin attaque M. Delors

Dans un entretien au *Figaro* du 17 septembre, M. Philippe Séguin, député (RPR) des Vosges, déclare notamment : « Les hommes publics sont-ils là pour suivre les tendances de la majorité de l'opinion ou pour la guider ? Il y a une école très forte qui se dégage sur la première option, dont M. Michel Noir est un des chefs de file, mais, moi, je suis attaché à la deuxième thèse. Je ne me balade pas avec les résultats de la dernière enquête de la Cofreca sous le bras ».

M. Séguin émet des réserves sur une réforme qui instaurerait le référendum d'initiative populaire, car il est « partisan de la démocratie représentative ». Évoquant la décentralisation, il estime que, « poussée à l'extrême, comme on le fait aujourd'hui, sans rôle correcteur de l'Etat, c'est l'inégalité organique ».

nisée, une inégalité croissante, [...] qu'il s'agisse d'individus ou de collectivités ».

L'ancien ministre des affaires sociales critique le rôle de M. Jacques Delors. « Sa promotion orchestrée constitue un danger, estime-t-il, celui de la reconstitution d'une troisième force, car M. Delors n'est pas seulement une roue de secours pour un Parti socialiste qui commence à sentir le roussi ; c'est aussi un schéma politique, avec ses implications quant au rôle de la France, quant au mode d'organisation du débat politique ».

BOURSE DE PARIS

Matinée du 17 septembre

Poursuite de la hausse

Pour la cinquième séance consécutive, la hausse était au rendez-vous mardi matin 17 septembre à la Bourse de Paris. Dans le sillage de Wall Street la veille (+1 %) et de Tokyo quelques heures auparavant (+1,34 %), les valeurs françaises s'appréciaient de 0,28 % dès les premiers échanges et portaient leurs gains à 0,4 % une heure plus tard. Hausse de Plastic Omnium, Pechiney, Lafarge-Coppée. Baisse de Moulins, SGE, Chargeurs.

Depuis 1894
DE LA SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT
avec la garantie
d'un grand maître tailleur
COSTUMES MESURE
à partir de 2 690 F
PANTALONS 895 F VESTONS 1 795 F
3 000 tissus
Luxueux et draperies
anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, VESTES
MANTEAUX ET PARDESSUS
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61
Du lundi au vendredi de 10 h à 18 h

INSEE

la référence au bout des pages...

INSEE
PREMIÈRE
"le 4 pages"

La primeur de l'information économique et sociale commentée par les meilleurs experts.

Abonnement 1 an (60 n°s) 425 F

INSEE - CNRP - BP 2718 - 80027 AMIENS Cedex

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LIQUIDE

Le marché le plus actif à la Bourse de Paris ?

En 1986, une obligation CRH
En 1987, une obligation CRH
En 1988, une obligation CRH
En 1989, une obligation CRH
En 1990, une obligation CRH
En 1991, une obligation CRH

Après les emprunts d'Etat

Les obligations CRH sont les plus liquides sur le marché. Depuis sa création en 1985, la Caisse de Refinancement Hypothécaire a émis pour un montant total de 62 milliards de F d'obligations pour le refinancement des prêts au logement des banques actionnaires.

C.R.H. = LIQUIDITÉ

CAISSE DE REFINANCEMENT HYPOTHÉCAIRE

31, rue de la Bienfaisance - 75008 Paris - Tél. : 42.89.19.10 - Telex : 440010

CRH

Les obligations hypothécaires
LIQUIDES et SOLIDES.

مكتبة من الأصل